

Bibliothèque Politique et Economique

G. DEMORGNY

*Ancien Secrétaire Général de la Commission Européenne du Danube
et Attaché à la Mission Militaire française de Russie*

LES
PARTIS POLITIQUES
ET LA
RÉVOLUTION RUSSE

CONCLUSION PAR LUCIEN HUBERT
SÉNATEUR

SECRÉTAIRE DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES



PAYOT & C^{IE}, PARIS

106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1919



BIBLIOTECA CENTRALA
A
UNIVERSITAȚII
DIN
BUCUREȘTI

No. 28783 1

Inv. 9631 No. _____

S. _____ D. _____ R. _____

Les Partis Politiques

et

la Révolution Russe

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

- Les réformes financières en Indochine de 1897 à 1900.** Paris, Rousseau, 1900.
- Les colonies françaises.** Encyclopédie Petit. Paris, Larousse, 1900. L'administration indo-chinoise.
- Le progrès mutualiste. Les unions et les fédérations.** Auxerre, imprimerie du « Bourguignon », 1909.
- Les troupes coloniales.** Répertoire du droit administratif, Béquet, Lafférière, Dislère. Paris, Dupont, 1909.
- La question sanitaire en Roumanie** (Le service sanitaire à Sulina). Galatz, Schenk et Burbea, 1909.
- La question du Danube.** Préface de M. L. Renault, membre de l'Institut. Paris, Larose et Tenin, 1911-1916.
- Les réformes et l'enseignement administratif en Perse,** avec cartes et textes persan et français. Téhéran, 1913. Imprimerie Pharos.
- Les tribus du Fars et du Sud de la Perse.** « Revue du Monde musulman », vol. XXII et XXIII, mars et juin 1913. — Texte persan, Imprimerie Impériale, Téhéran, et imprimerie Pharos, Téhéran, 1913.
- Essai sur l'Administration de la Perse.** Leçons faites à la Classe Impériale et à l'École des Sciences politiques de Téhéran, 1912-1913. Paris, Ernest Leroux, 1914. — Texte persan, imprimerie Impériale, Téhéran, 1913.
- Les Institutions de la Police en Perse.** Leçons faites à l'Institut polytechnique de Téhéran, 1913-1914. Paris, Leroux, 1914. — Texte persan. Téhéran, Imprimerie Impériale, 1914.
- Les Institutions financières en Perse.** Paris, Leroux, 1915. — Texte persan. Imprimerie nationale, Téhéran, 1914.
- La question Persane et la Guerre,** Paris. Tenin, 1916.
- La Codification des lois en Russie.** Paris, Payot, 1918.
- Le Journal de la Conférence de Forsthmouth.** Paris, Payot, 1919.

Inscr. A. 9631

G. DEMORGNY

*Ancien Secrétaire Général de la Commission Européenne du Danube
et Conseiller de Gouvernement à Téhéran*

*Ancien Chef du service du contrôle Interallié en Roumanie
et Attaché à la Mission Militaire française de Russie*

LES
PARTIS POLITIQUES
ET
LA RÉVOLUTION RUSSE

302270



PAYOT & C^{IE}, PARIS

106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 106

1919

Tous droits réservés

31836

CONTRAT 1953

1961

1956

BIBLIOTECA CENTRALĂ UNIVERSITĂȚII
BUCUREȘTI

I 157204

PC 269/n

B.C.U. Bucuresti



C31856

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

Les Partis Politiques et la Révolution Russe

AVANT-PROPOS

Les vastes et angoissants problèmes posés par la Révolution russe de 1917 doivent retenir tout particulièrement l'attention de l'Historien, du Philosophe et du Juriste. Cette révolution, en effet, n'a pas éclaté subitement ; elle est le résultat d'une longue et lente évolution, où le mysticisme slave n'a pas eu certainement la part prépondérante que l'on se plaît parfois à lui attribuer. Une élégante allégorie nous représente le révolutionnaire russe comme un illuminé, tenant en sa droite l'Évangile, en sa gauche le livre de Karl Marx et tirant d'un pas lourd le boulet de son inertie. Cela fait image, mais qu'on évite de s'y méprendre.

Des événements historiques fixent les étapes de cette évolution.

« Le vrai type du révolutionnaire russe, de celui qui, en des siècles obscurs et tyranniques, a su triompher de la puissance des ténèbres, au prix de lutttes et de souffrances, dont l'âpreté dépasse toute imagination, est né en Russie, au sein même de la civilisation occidentale, importée par Pierre le Grand et ses successeurs (1). »

Diderot, Voltaire, J.-J. Rousseau ont été ses maîtres, comme A. Comte et Mill le seront plus tard. Il faut souligner que les grands-parents de la Révolution russe n'ont rien eu du démagogue et de l'anarchiste. Ce sont, pour la plupart, des représentants de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie : hommes cultivés, lettrés, parfois poètes ou savants. C'est un Pouchkine, banni de la capitale pour son persiflage et sa verve hardie, c'est un Gogol, essuyant les injures d'une censure vigilante et haineuse ; ce sont des Troubetzkoy et des

(1) Voir *Revue de Paris*, 1^{er} juin 1918. H. I. — « Une élite en exil. Les Décembristes ».

Volkonsky ; c'est un prince Odojevsky réunissant à Moscou toute une jeunesse dorée qui se plaît à la politique et aux lettres (1).

A la fin du règne d'Alexandre I^{er}, ces hommes se constituent en une solide organisation révolutionnaire, répandue dans toute la Russie sous le nom de « Société Secrète » ; on y prépare la libération des serfs et la Constitution.

Nicolas les poursuit ; les uns sont exécutés, les autres sont exilés en Sibérie ; ce sont les Décembristes, accusés de l'émeute de décembre 1825 sur la place du Sénat à Saint-Petersbourg.

Ce sont ces mêmes Décembristes de 1825 qui, apportant en Sibérie le souffle inspiré de leur propagande, la noblesse et l'élévation de leurs idées, ont préparé cette région à faire aujourd'hui bon accueil à l'intervention des Puissances de l'Entente, à la fois contre la démagogie révolutionnaire et contre l'anarchie bolchévique.

Il ne faut pas oublier non plus, dans l'histoire du mouvement révolutionnaire russe, que

(1) Mémoires du Docteur Belogolovy.

les femmes ont toujours été les compagnes dévouées, l'admirable soutien des hommes. Depuis l'affaire des Décembristes jusqu'à nos jours, elles sont restées fidèles à leur rôle héroïque.

Parmi les étapes de la Révolution, on peut rappeler tout d'abord l'acte du 19 février 1861 ; à cette date, l'émancipation de 22.500.000 paysans de propriétaires (1) fut la plus éclatante et la plus prodigieuse manifestation d'une révolution sociale, accomplie en Europe depuis la Révolution française :

L'année 1905 marque la seconde étape et les réformes exposées dans le Journal Officiel du Gouvernement de Salut révolutionnaire de 1917 ont été déjà étudiées longuement par les quatre Doumas qui se sont succédé depuis le Manifeste Impérial du 17 octobre 1905.

J'ai pensé qu'un exposé sommaire des idées révolutionnaires et des programmes des partis qui ont évolué pendant et depuis les événe-

(1) Paysans de Propriétaires, serfs, par opposition aux paysans de la Couronne, 20 millions ; et aux paysans des Apanages, Mines et Usines.

ments de 1916 et de 1917, serait une utile contribution à l'Histoire de la Guerre. Je voudrais que cet exposé nous permît de rechercher les éléments que nous pouvons encore espérer trouver en Russie pour la reconstitution de tout notre crédit moral, si gravement compromis par les manœuvres et la propagande germaniques. C'est une page de l'histoire du droit de la Nouvelle Russie que je voudrais ainsi préparer. C'est une application de la science sociale que je cherche à dégager de l'observation des événements révolutionnaires, auxquels j'ai pu assister depuis le 15 décembre 1916, jusqu'au 1^{er} février 1918.

Aussi bien, cette page n'est-elle que la préface d'une étude plus approfondie des actes officiels et documentaires de la Révolution russe, dont j'ai suggéré l'idée à l'Institut français de Pétersbourg et dont la réalisation, retardée depuis plus d'une année déjà, attend encore au Ministère de l'Instruction publique le vote des crédits nécessaires demandés au Comité de Guerre par le Haut Commissariat de la Propagande et de

l'Information (1). Il s'agit pourtant de constituer d'urgence un arsenal juridique pour la défense de nos intérêts économiques, si injustement méconnus par nos ci-devant alliés, de créer une œuvre de direction pour la Révolution et de renouer les liens intellectuels entre la France et la future République fédérative de toutes les Russies. Ces arguments de première nécessité n'ont pas encore pu convaincre les compétences et les responsabilités administratives.

Je résumerai pour chaque parti évolué pendant la Révolution les principes généraux, l'historique et la composition, l'organisation et la tactique, les programmes politiques, économiques et financiers ; — les attitudes, au point de vue de la guerre 1914-1918, vis-à-vis des gouvernements provisoires et des Soviets et au point de vue de la question des nationalités. Je donnerai aussi un résumé de l'opinion de chaque parti sur les questions agraire et ouvrière, sur l'instruction publique et la religion, sur l'armée, l'administration et la justice.

(1) Voir G. Demorgny. *La Codification des Lois en Russie*, Payot, 1918.

PREMIÈRE PARTIE

LES PARTIS POLITIQUES
AVANT LA RÉVOLUTION

PREMIERE PARTIE

LES PARTIS POLITIQUES AVANT LA RÉVOLUTION

Les Classes Sociales sous l'Ancien Régime.

Catherine II définissait de la façon suivante les différentes classes sociales russes dans sa célèbre instruction de 1768 :

« Les laboureurs vivent dans les hameaux et les villages, ils cultivent la terre, dont le produit nourrit tous les états ; voilà leur lot.

« Les villes sont habitées par les bourgeois, qui s'occupent de métiers, de commerce, des arts et des sciences.

« La noblesse est un titre d'honneur qui

distingue du commun des hommes ceux qui en sont décorés (1). »

NOBLESSE (DVORIANSTVO)

Dès l'époque de Pierre le Grand, l'accès à la Noblesse fut ouvert à tous les citoyens, ayant atteint le grade d'officier dans l'armée, ou un certain grade dans l'administration civile. Mais cette nouvelle Noblesse n'était pas toujours héréditaire et ne comportait que des privilèges restreints.

Dans certaines conditions, cette noblesse personnelle pouvait se transformer en noblesse héréditaire et c'est cette dernière qui a joué un rôle prépondérant dans la vie politique russe de l'ancien régime; c'est elle qui a bénéficié de la protection marquée de l'autocratie.

Dès l'origine, la Noblesse fut exemptée d'im-

(1) Oukazes de Pierre le Grand.

Chap. xv de l'Instruction de 1768 de l'Impératrice Catherine II.

Charte octroyée à la Noblesse 1775.

Réformes d'Alexandre II.

Oukaze Impérial du 11 août 1904.

Loi électorale de décembre 1905.

Loi du 5 octobre 1906.

pôt personnel, et, à partir de Pierre III, du service militaire obligatoire et des châtimens corporels. Elle eut le droit d'élire domicile à volonté, de recevoir des passeports à vie, des avancements exceptionnels dans les carrières administratives; elle eut accès dans les régiments de la Garde, dans le Corps des Officiers de la Marine et bénéficia d'une admission de faveur à certaines écoles. La Noblesse jouissait aussi de privilèges politiques nombreux et importants : ainsi, dans chaque gouvernement, les Nobles constituaient une société corporative dont les organes étaient : les Assemblées de la Noblesse par Gouvernements et par Districts — la réunion des Députés de la Noblesse — les Maréchaux de la Noblesse. Ces organisations étaient maîtresses de leur discipline et elles se montraient particulièrement sévères pour ceux de leurs membres qui commettaient des fautes politiques contre le régime établi; c'est ainsi que plusieurs députés nobles de la première Douma, y compris le Président Mouromtzev, condamnés pour avoir



signé le célèbre manifeste de Wiborg, furent exclus par leurs pairs de l'Assemblée de la Noblesse à laquelle ils appartenaient. Les Assemblées de la Noblesse étaient présidées par les Maréchaux de la Noblesse dont l'influence et le rôle politique se firent énergiquement sentir dans diverses branches de l'administration de l'ancien régime et jusque dans les zemstvos. Les Maréchaux de la Noblesse étaient presque toujours convoqués comme jurés dans les procès politiques.

Les privilèges de la Noblesse lui permettaient encore d'avoir recours au Trésor en cas de besoin. Une Banque spéciale défendait ses intérêts.

Sur la base de ces privilèges, après la dissolution des deux premières Doumas, il se produisit une recrudescence de la réaction et, la Noblesse, puissamment organisée, acquit une influence considérable sur la politique générale de la Russie.

Cette influence s'exerça au moyen d'un Conseil général de la Noblesse à qui l'on doit un certain nombre de mesures ré-

trogrades et l'insuccès de bon nombre de réformes libérales.

Les représentants de la Noblesse au Conseil de l'Empire appartenaient presque exclusivement au parti de l'extrême droite. Lors de la crise politique de 1915, au moment de la chute de Soukhoumlinov et du Président du Conseil des Ministres Gorémykine le Président du Conseil de la Noblesse, Stroukov, engagea le gouvernement à ne faire aucune concession aux réclamations des libéraux.

Ce n'est qu'en 1916 que le Conseil de la Noblesse, sous la pression des événements qui allaient précipiter l'effondrement de l'autocratie, crut devoir, mais trop tard, prévenir le pouvoir suprême du péril qui allait l'emporter.

LA BOURGEOISIE (MECHTCHANSTVO)

De nombreuses classes de la bourgeoisie ont disparu par fusion à la suite de différentes réformes pendant la seconde moitié du XIX^e siècle. Jusqu'à la veille de la Révolution, on pouvait compter trois classes principales

de la bourgeoisie : La 1^{re} classe comprenait : 1^o les bourgeois, citoyens-honoraires. Ces citoyens honoraires formaient de nombreuses catégories ; 2^o des enfants de nobles personnels, c'est-à-dire de nobles non héréditaires ; 3^o des ecclésiastiques et de gros négociants. Le titre de citoyen honoraire, accordé à cette première classe de la bourgeoisie, n'avait qu'un caractère honorifique.

2^o En second lieu, on peut comprendre dans une seconde classe de la bourgeoisie, la classe longtemps spéciale des marchands (koupétchestvo), se divisant en marchands de 1^o, 2^o et 3^o classe (guilde). Certains privilèges étaient attachés à la qualité de marchand de la première guilde.

3^o Les bourgeois, pris au sens général de l'Instruction de Catherine II. Tous ceux qui n'appartiennent à aucune autre classe sociale doivent se faire inscrire dans une société dite bourgeoise.

LES PAYSANS (KRÉSTIANSTVO)

Les paysans formaient une classe spéciale

à part et composaient les sociétés villageoises (selskoé obschestvo). Les membres de ces sociétés procédaient au partage périodique des terres qui appartenait à la communauté et, jusqu'en 1903, ils eurent la responsabilité collective du payement régulier des impôts au fisc.

Les sociétés villageoises avaient leurs organes spéciaux :

- 1° Les Comices des sociétés villageoises et les délégués des volostes ;
- 2° Les Maires (starosta) ;
- 3° Les directions de volostes (volostnoé oupravlénié).

Les comices des sociétés villageoises s'occupaient de la répartition des terres, du budget, des questions de famille et de l'élection des représentants.

Les paysans avaient leurs tribunaux spéciaux, jugeant d'après les coutumes de chaque localité.

Les institutions paysannes n'étaient pas libres. Elles étaient soumises au contrôle

étroit de l'administration provinciale. Les organes de ce contrôle étaient depuis 1887 les zemskié natchalniki, fonctionnaires recrutés surtout parmi les nobles héréditaires du district. Ces contrôleurs cumulaient les attributions administratives et judiciaires ; ils pouvaient opposer leur *veto* aux décisions des comices villageois ou des délégués de volostes ; ils pouvaient révoquer à volonté les employés des organisations paysannes, leur infliger de la prison jusqu'à sept jours, les frapper d'amende jusqu'à cinq roubles. Ces décisions étaient généralement sans appel, d'autres au contraire étaient susceptibles d'appel. Jusqu'à l'oukaz Impérial du 11 août 1904, certains délits, commis par les paysans, entraînaient des châtiments corporels. Jusqu'au 5 octobre 1906, les paysans ne pouvaient élire librement leur domicile ; ils ne pouvaient recevoir de passeport à vie. Les contrôleurs des paysans étaient aussi chargés de juger les petits procès survenus entre eux. L'arbitraire et l'attitude de ces contrôleurs a créé entre eux et les paysans un antagonisme violent.

Leur suppression fut plus d'une fois proposée aux différentes Doumas.

Au moment des élections à la première Douma, les paysans furent considérés comme une classe à part. La loi du 3 juin 1907 restreignit leur représentation et des mesures furent prises pour faciliter l'élection des paysans les plus riches et partisans du régime établi.

Dans les zemstvos, les paysans ont aussi une représentation spéciale.

LES OUVRIERS (RABOTCHIÉ)

Ce n'est qu'à partir du mouvement révolutionnaire et social de 1905 que s'est posée la question ouvrière. Auparavant, la loi russe faisait bien mention des confréries de métiers, jouissant d'une certaine autonomie et nommant des représentants à un conseil des confréries. Mais au point de vue de leur situation sociale, les membres de ces confréries ne se distinguaient pas des bourgeois. Ce n'est qu'à partir de 1905 que les ouvriers furent reconnus comme formant une classe

ayant droit à la représentation à la Douma et dans les autres organisations publiques.

Les organisations sociales et les groupements politiques.

Ce n'est que depuis le 17/30 octobre 1905 qu'il y a eu en Russie une représentation nationale. Cette représentation comprenait :

1° La Douma, 446 membres, issue d'un système électoral à 2 degrés ;

2° Le Conseil de l'Empire, 198 membres, dont une partie était formée de membres nommés par le Tsar et choisis parmi les hauts fonctionnaires ; l'autre partie était composée de membres élus par les grands corps constitués de l'Etat.

Le Pouvoir exécutif était entre les mains du Conseil des Ministres, mais le Ministère n'était responsable que devant le Tsar. La Douma n'avait le droit d'interpellation qu'à titre de renseignement, sans exercer une influence quelconque sur la politique du Cabinet.

Il faut noter que le Sénat russe n'était pas

un organe législatif. Il était divisé en départements, dont les uns faisaient fonctions de Cour de Cassation et les autres avaient des attributions analogues à celles du Conseil d'Etat en France.

Avant la promulgation du Manifeste Constitutionnel des 17-30 octobre 1905, aucun groupement ni parti politique n'était autorisé en Russie. Ce n'est donc qu'après cette promulgation que les partis politiques commencèrent à se former, les élections à la première Douma eurent déjà lieu d'après des programmes politiques déterminés. — Mais auparavant, il n'y avait que des classes sociales; entre ces classes sociales et la formation des partis politiques proprement dits, il y a eu des groupements plus ou moins clandestins et des organisations sociales.

LE CONGRÈS MONARCHIQUE

En tête de ces organisations sociales et à droite se place : *L'Union du peuple Russe* qui deviendra à la veille de la Révolution un groupement politique d'Extrême droite, connu sous

le nom de Sotnia noire. La Sotnia Noire s'étendra; elle évoluera pendant la Révolution comme parti réactionnaire démagogue. — A côté de l'union du peuple russe, il faut citer : *l'Union des vrais Russes*, hostiles à l'écrasement de l'Allemagne, dans laquelle elle voit l'incarnation des plus pures traditions monarchiques. Principaux membres de l'Union des vrais Russes : Doubrovine, Maklakov (ancien ministre de l'intérieur). Organes : « Rousskoé Znamia » (L'Etendard Russe) et le « Rossysky Grajdanin ». L'opposition formelle de l'organisation à l'écrasement de l'Allemagne rapprochera curieusement, comme on le verra plus loin, ce parti ultra-réactionnaire des extrémistes-bolchevistes. A côté de l'Union des vrais Russes, se place encore à l'Extrême droite : *la Société de l'Archange Saint Michel*, ayant pour but de veiller à ce que la diplomatie ne fasse pas trop de concession au congrès de la paix et ne renonce pas aux territoires qui doivent revenir à la Russie après la guerre. Le principal représentant de la Société est Pourichkévitch.

L'union du Peuple Russe, l'union des vrais Russes et la Société de l'Archange Saint Michel ont eu pour organe exécutif : le CONSEIL DES CONGRÈS MONARCHISTES, dont le bureau était composé de la manière suivante : Président : M. Maklakov, ex-ministre de l'Intérieur ; Président suppléant : Lévacov, ancien recteur de l'Université d'Odessa ; vice-présidents : Rymsky-Korsakov, Markov II et Doubrovine ; trésorier : Zamysldsky ; secrétaire : Sokolov.

Lorsque ce congrès monarchique s'est mué en groupement politique « Sotnia Noire », il eut pour principaux représentants : Levachov, Markov II, Miechkovsky, Viechnevsky, Zamyslovsky. Son action remonte d'ailleurs aux années 1903-1904, pendant lesquelles les courants révolutionnaires se manifestèrent dans toute la Russie. Dans le but de les combattre et de combattre aussi les tendances constitutionnalistes, les personnalités ci-dessus désignées, dévouées aux principes autocratiques, formèrent des groupements à Moscou et à Pétrograd. Ces groupements manifestèrent surtout leur activité lors des troubles de 1904-

1905, en luttant contre les éléments révolutionnaires et en particulier contre l'élément juif, qu'ils accusaient spécialement de tendances antigouvernementales.

Après la promulgation, le 4/17 mars, d'une loi provisoire sur les associations, le groupement de la « Sotnia Noire » prit le nom d'Union du Peuple Russe » (Soyouz Roussekago Naroda). Il eut pour organe la « Zemchtchina ».

LE BLOC PROGRESSISTE

Droite indépendante. — Principaux représentants : Prince Galitzine, Popov II, Ratkévitch, Pourichkévitch.

Ce parti, composé de dissidents de l'Union du Peuple Russe, prétendait qu'une fidélité inébranlable aux principes monarchistes ne s'opposait pas à une juste critique des actes du gouvernement.

Droite nationaliste. — Principaux représentants : Balachov, Bogdanov, Chakhovsky, Kouzmine, Motovilov, Polovzov I.

Ce groupement reconnaissait que l'acte

constitutionnel du 17-30 octobre 1905 avait définitivement modifié le régime autocratique, mais il ne concédait à la Douma que des pouvoirs très restreints. Le parti s'opposait à toute concession en faveur de différentes nationalités faisant partie de la Russie. Il était résolument antisémite, préconisant le maintien des classes sociales avec des droits inégaux et la dépendance administrative étroite de la classe paysanne.

Centre proprement dit. — Représentants : Bassakov, Krylov, Lvov II, Ratkov-Rojnov, Sinadino. Ce groupement est conservateur à la mode occidentale. Il admet l'utilité de la Douma comme contre-poids à la toute-puissance de la bureaucratie.

Octobristes. — Ancienne association secrète « Soyouz osvobojdenia », propagandiste avant 1905 du régime constitutionnel. Son organe officiel l'« Osvobojdenié » (la Délivrance) paraissait à Paris sous la direction de Pierre Struvé. Les membres de cette association évoluèrent ensuite à gauche, comme

nous le verrons plus loin, et se firent les champions du parlementarisme démocratique. Une partie s'en sépara et fonda l'« Union du 17 octobre », c'est-à-dire un nouveau groupement, dont le programme consiste à sauvegarder les principes du manifeste constitutionnel du 17-30 octobre 1905 et à soutenir le pouvoir dans sa lutte contre les tendances révolutionnaires. C'est sur ce parti octobriste que s'appuya le ministre Stolypine, au moment où, après la dissolution de la deuxième Douma, il réalisa l'acte extra-constitutionnel du 3-16 juin 1907, qui modifiait le système électoral dans un sens opposé aux règles établies par le manifeste du 17-30 octobre 1905.

Le parti octobriste comprenait les *octobristes-agrariens* : Dmitrioukov, Drébintzev, Engelhardt, comte Capnist II, Milioutine, Rodzianko et l'ancien ministre de l'intérieur Protopopov ; les *octobristes de gauche* : Aréfiew, Chidlowsky, Lvov I, Zinowiev, partisans de réformes plus libérales.

Progressistes. — Principaux représentants :

Boublikov, Efrémov, Konovalov, Rjevsky, partisans d'un régime parlementaire avec ministère responsable.

Constitutionnalistes démocrates. — (K.-D. cadets, dénomination qui provient de ce que le mot « constitution » commence en russe par un K.) Ce parti, le plus important des partis avant la Révolution, porte le nom de parti de « La Liberté du Peuple ». Principaux représentants, Chingarev, Maklakov, Milioukov, Nékrassov, Roditchev et Adjémov. C'était le Parti de la petite et moyenne bourgeoisie, des intellectuels, des fonctionnaires libéraux, des petits propriétaires fonciers, des allogènes, des juifs, etc. Les deux principaux organes du parti sont le « Retch » et les « Rouskya Vêdomosti ». Programme : Ministère responsable, suffrage universel, égalité des droits civils, abolition des castes et des lois exceptionnelles visant les allogènes jusqu'à la Révolution. Ce parti n'avait pu obtenir la légalisation officielle en 1906, il n'était que toléré par l'autocratie.

Pendant la guerre, les échecs militaires russes, dans lesquels on voyait une preuve de la faiblesse et de l'incapacité du gouvernement autocratique, amenèrent le 25 août 1915 le groupement des *nationalistes-progressistes*, des *octobristes agrariens* et des *cadets*. Mus par le désir de remédier au mal, les organisateurs du bloc profitèrent de l'élan patriotique qui s'était emparé de la Douma, pour élaborer un plan d'action commune et pour réaliser les réformes qu'ils jugeaient indispensables au salut du pays.

GROUPEMENTS DE GAUCHE ET SOCIAL-DÉMOCRATES

Parmi les organisations sociales, citons maintenant à gauche « *l'Union des Zemstvos de toute la Russie* » sous la présidence du prince Lvov avec, pour organe, les « *Isvestia Zemskago Soyouza* ». Cette association de Conseils Généraux s'est employée pendant la guerre à secourir les populations des provinces affligées, à venir en aide aux paysans émigrés et aux habitants des villages ruinés.

Citons encore « *L'Union des Villes* », associa-

tion qui groupe les municipalités de 500 villes environ, pour venir en aide aux soldats, pour assister le gouvernement dans l'organisation de l'approvisionnement de l'armée et dans la création des services sanitaires. Président : Tchelnokov, député à la Douma et maire de Moscou.

L'Union des Zemstvos et l'Union des Villes ont fondé une association commune « *Le Zemgor* » (abréviation de « *Zemstvo* » et de « *Gorod* » (ville).

Citons enfin sous le nom de « *Comités de l'Industrie de Guerre* » des associations de fabricants et d'industriels, ayant pour but de subvenir aux besoins de la défense nationale. Ces associations avaient été centralisées à Pétrograd, où avait été également créé un « *Comité Central de l'Industrie de Guerre* ».

Les travaillistes. — Principaux représentants : Kérensky, Dzubinsky, Yanouchkévitch, Reiniss, Soukhanov, Verchinine. Programme : Réalisation des aspirations démocratiques et égalitaires de la classe

paysanne, expropriation des terres des propriétaires fonciers.

Les social-démocrates. — Principaux représentants : Skobélev, Tcheidze, Kogustov, Bourranow. Organe : le « Den ». Il est superflu de dire que ce parti politique, très bien organisé, fut combattu par le Gouvernement tsariste qui refusa de le légaliser. L'origine du parti remonte à 1884, date à laquelle l'industrie russe commença à prendre de l'extension. Le célèbre socialiste russe Plékhanov, adepte des théories marxistes, fonda en 1884 à Genève une association pour la libération de la classe ouvrière, du sein de laquelle sortirent les premiers social-démocrates russes, c'est-à-dire les premiers propagandistes des idées socialistes en Russie. Ceux-ci créèrent dans les villes les plus importantes des associations secrètes, qui centralisèrent l'activité des délégués régionaux du comité central de Genève et qui développèrent une large propagande révolutionnaire. Il y a lieu de remarquer que le mécontentement général contre le régime

autocratique fit que cette propagande bénéficia du meilleur accueil, non seulement dans les milieux intellectuels, mais aussi dans la bourgeoisie libérale, qui se trouva toute disposée à sacrifier momentanément ses intérêts de classe pour le triomphe de ses revendications politiques. On verra par la suite que les intérêts de classe finirent cependant par l'emporter et que pendant la propagande et l'effort révolutionnaires des bolcheviks, la bourgeoisie libérale se sépara nettement des partis extrémistes.

Quoi qu'il en soit, les social-démocrates russes ont été les véritables promoteurs du manifeste constitutionnel du 17-30 octobre 1905.

Les social-démocrates se divisaient déjà avant la Révolution de février 1917 en :
1° *Majoritaires* (bolcheviks) qui sous l'ancien régime ne préconisaient que l'action révolutionnaire et qui, pendant la révolution, ont mené le mouvement internationaliste pour une paix séparée contre le capitalisme en général et contre les impérialismes, sauf

peut-être contre l'impérialisme allemand. —
2^o *Minoritaires*, (mencheviks), qui, sans repousser l'action révolutionnaire, admettaient cependant sous l'ancien régime la possibilité d'utiliser pour la propagande de leurs idées et pour les intérêts de la classe ouvrière, les organisations reconnues alors par le gouvernement autocratique (coopératives, syndicats professionnels, caisses de secours mutuels, activité parlementaire, etc.). Au moment de la guerre, les mencheviks se sont déclarés partisans de la participation des ouvriers au comité de l'industrie de guerre.

II^o PARTIE

L'ÉVOLUTION DES PARTIS
POLITIQUES

(De février 1917 à février 1918)

II^e PARTIE

L'ÉVOLUTION DES PARTIS POLITIQUES

(De février 1917 à février 1918)

Principes généraux.

J'ai donné dans la première partie un exposé des partis politiques en Russie avant les événements révolutionnaires de février-mars 1917. Je vais suivre maintenant l'évolution et les transformations successives de ces partis depuis 1917 jusqu'au mois de février 1918, avant la Terreur bolchevique.

Trois courants principaux ont manifesté l'activité des partis russes pendant la Révolution. En allant de droite à gauche : 1^o Le

courant constitutionnel démocratique (cadets), 2° le socialisme et 3° le marxisme-maximaliste.

Le socialisme s'est présenté sous ses différentes formes accoutumées en Russie : marxisme-minimaliste, socialisme révolutionnaire, parti du travail et socialisme du peuple.

Avant la Révolution, le bloc d'action était *progressiste* ; — depuis la Révolution, l'action est passée en bloc *socialiste*.

C'est la *question de la paix* contre l'impérialisme et le capital qui a fait toute l'importance du parti marxiste-maximaliste. Sur cette question, indépendamment des maximalistes bolcheviki, partisans de la paix à outrance, il y a eu les partisans de la paix sans annexions ni contributions. Ces derniers sont surtout les minimalistes, menchevikis. Leur influence a été un moment considérable, puisque les gouvernements provisoires qui se sont succédé durant la Révolution, ont dû inscrire cette formule dans tous leurs programmes.

Il est difficile d'ailleurs de séparer l'étude de la Révolution de celle de la guerre. Le grand malheur, en effet, est que la prodigieuse tourmente révolutionnaire russe soit survenue en pleine guerre, après trois années de souffrances et de revers, qui ont causé un immense découragement, dans l'esprit de beaucoup de combattants. Il ne faut pas oublier non plus que le peuple russe, pendant trois siècles, a été soumis à l'autorité de gens qui agissaient sous l'influence allemande et qui faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour éteindre en lui le sentiment patriotique. Dans ces conditions il est facile de se rendre compte avec quelles difficultés se sont trouvés aux prises les hommes qui ont assumé la terrible responsabilité de diriger le mouvement révolutionnaire contre l'intrigue allemande et contre la réaction.

Aux dangers de l'intrigue allemande et de la réaction, il faut en ajouter un plus grand et plus pressant encore : C'est l'*idée séparatiste*, le *particularisme* des nationalités, qui

composent actuellement la démocratie russe. Or l'idée séparatiste résulte d'un état mental très grave, maladroitement entretenu du reste par l'ancien régime tsariste. Au lieu de fondre les nationalités dans l'unité d'un régime politique et dans la solidarité des intérêts économiques, le tsarisme les a opposées par la différenciation des régimes d'exception. Martyrisant en Pologne, tolérant en Finlande, en harmonie avec la politique économique rationnelle de l'Oukraine pour l'accès libre de la Méditerranée par Constantinople, partout, l'ancienne autocratie a nourri l'idée séparatiste par ses faveurs comme par ses rigueurs. C'est pourquoi nous pouvons voir aujourd'hui la Finlande, qui a cependant toujours joui d'une autonomie politique, allant jusqu'à la dispense du service militaire et jusqu'à la reconnaissance d'un régime monétaire propre, se séparer nettement aujourd'hui de la Russie. C'est pourquoi encore l'abandon de la politique séculaire du tsarisme vers les Détroits a réveillé la question oukrainienne. On suivra plus loin les

efforts des Gouvernements Provisoires de la Russie Révolutionnaire pour triompher des idées séparatistes et pour résoudre la question musulmane, si dangereusement engagée dans le Caucase et en Perse (1).

« *Les événements de Février.* » La Révolution a éclaté à Pétrograd et dans toute la Russie quelques jours avant l'oukaz du 26 février 1917 suspendant les séances de la Douma et prorogeant cette assemblée au mois d'avril suivant. Cet oukaz exaspéra l'émotion populaire et les conflits devinrent particulièrement violents entre les forces policières du gouvernement et la population pendant les journées du 26 février. Ainsi donc, c'est la Douma et le parti de la liberté du peuple (cadets), qui ont en quelque sorte inauguré le mouvement révolutionnaire; c'est la quatrième Douma qui a créé le Gouvernement Provisoire de la Russie, en lui remet-

(1) V. Demorgny. *La question persane et la guerre.* Paris, Tenin, 1916, et la *Revue du Monde Musulman*, « Le Caucase et la Politique Russe ».

tant le pouvoir total, en raison des circonstances extraordinaires du moment et en renonçant à l'activité législative directe. Mais la quatrième Douma, née de la loi d'élection du 3 juin et que les partis d'extrême gauche qualifiaient déjà « d'impur et mensonger produit de Coup d'État », portait en elle un germe morbide. Le parti de la Liberté du peuple, reconnu par le Tsar déchu et par le Grand-Duc renonçant, perdait déjà de son prestige révolutionnaire en arrivant au pouvoir. Lors de la Révolution française, la droite était représentée par les girondins, le centre par les jacobins modérés, la gauche par les jacobins extrêmes. Pendant la Révolution russe, les trois groupes correspondants ont été les cadets, le bloc des menchévicks et les socialistes-révolutionnaires, et enfin les bolcheviks. En France, la droite s'est séparée de la cause révolutionnaire à la Législative de 1792. En Russie, au point de vue de l'extrême gauche, les cadets ont suivi l'exemple des Girondins d'abord le 6 mai à la démission de Goutchkov et de

Milioukov et ensuite le 8 juillet à la démission de tous les ministres cadets. La Révolution Russe a donc évolué jusqu'ici vers une dictature de la démocratie révolutionnaire, qui n'a su faire que le jeu de la contre-révolution, en pratiquant l'internationalisme non avec les prolétaires allemands, comme on le lui avait suggéré, mais avec les troupes de l'impérialisme allemand.

Telles sont les idées générales qui peuvent se dégager des événements de février-mars au mois d'août 1917. A partir de ce moment, les efforts du quatrième gouvernement provisoire dit « de salut révolutionnaire » tendent à remettre au premier plan la question de la guerre. Pour unir tous les partis révolutionnaires en vue du salut de la Patrie et de la Révolution, on s'efforce d'ajourner les questions électorales : Les élections et la convocation de l'Assemblée Constituante sont remises au mois de novembre ; aux meetings et aux réunions de la rue succèdent les Congrès généraux et la Conférence de Moscou. Le quatrième Gouvernement provisoire

cherche à s'organiser plus avec des hommes d'action qu'avec des hommes de partis. Il s'assure le concours des forces régulières cosaques et prétend gouverner sans la surveillance des Conseils des Députés ouvriers, soldats et paysans qui s'étaient institués : Parlement Provisoire et même Assemblée Constituante de la démocratie Révolutionnaire.

Réactionnaires-Démagogues.

Le parti étatiste, capitaliste, monarchiste absolu des réactionnaires démagogues est issu de l'« Union du Peuple Russe ». Depuis 1916, il a pris le titre de « Sainte Russie ».

PRINCIPES

Pour les questions politiques et nationales, les réactionnaires démagogues forment un parti d'Extrême Droite. Pour les questions sociales, et en ce qui concerne la guerre, ils font cause commune avec les partis d'Extrême Gauche et les anarchistes. Ainsi, pour mettre fin aux troubles provoqués par les Juifs, par

les intellectuels vendus aux Juifs, par les banquiers et par les espions, les réactionnaires démagogues veulent rétablir la Monarchie absolue, qui est un régime agréable à Dieu et au peuple orthodoxe. Seule, la Monarchie absolue remettra la Russie sur le chemin de la Gloire et lui rendra sa grandeur. Mais, cette restauration exige une union intime entre le Tsar et le peuple, une solution, favorable aux paysans, de la question agraire et le rétablissement de la paix souhaitée ardemment par tous. La « Sainte Russie » préconise l'élection par l'Assemblée populaire d'un Tsar investi du pouvoir absolu ; cette Assemblée populaire est appelée à délibérer sur les lois fondamentales.

COMPOSITION ET ORGANES

L'Union du peuple russe est *composée* de réactionnaires convaincus, appartenant pour la plupart à la noblesse du pays ; de petits fonctionnaires et de petits marchands, séduits par les satisfactions promises à leurs appétits démagogiques ; de journaliers ambulants et

de sans-culottes qu'on faisait figurer dans les manifestations chauvinistes, dans les pogroms antisémites et qui étaient, au cas échéant, chargés de commettre les assassinats politiques. Les filiales de l'« Union » et ses succursales sont nombreuses dans toutes les villes de la Russie. A partir de 1916, l'Union, devenue la Sainte Russie camouflée sous couleurs démagogiques, attire à elle la « bande noire » des monarchistes absolus, les anciens agents de la police impériale secrète, et la tourbe et la lie de la populace.

Avant la Révolution, le journal de l'Union s'appelait « Rousskoie Znamia » (l'Étendard russe). Pendant la Révolution, ce fut le « Groza » (l'Orage), édité clandestinement par I. Jedenev avec les fonds du parti. L'Union du peuple russe était administrée par un Conseil élu par l'Assemblée générale. La « Sainte Russie » est restée une organisation occulte.

PROGRAMME

Les réactionnaires démagogues ont un

programme politique : La Russie aux Russes ; guerre à toutes les nationalités du pays, surtout aux Juifs qui sont les vrais ennemis du peuple russe. La terre aux paysans ; les fabriques, les usines et les mines aux ouvriers. La religion orthodoxe est la religion de l'Etat. La paix immédiate avec l'Allemagne, qui, d'ailleurs, est invincible : il est inutile de poursuivre la conquête de territoires pour des Polonais, des Lithuaniens, des Lettes et des Esthoniens.

Il faut renverser le gouvernement provisoire, gouvernement de propriétaires, d'hommes d'affaires et de banquiers, qui veulent prolonger la guerre avec un programme d'annexions, pour faire plaisir aux alliés. Il faut exterminer les soviets des députés, ouvriers, soldats et paysans, qui sont entre les mains de la fédération universelle des Israélites, soutenus par le gouvernement provisoire.

BOLCHEVISTES ET RÉACTIONNAIRES DÉMAGOGUES

Il y a lieu de remarquer qu'un bon

tiers des bolcheviks sont des monarchistes et des monarchistes à peine déguisés, à commencer par le généralissime Krylenko.

Krylenko, après avoir été un étudiant réputé pour ses opinions avancées, a figuré comme membre de la « Sotnia Noire », et un agent de russification spécialement affecté à la Pologne. Beaucoup de ceux qui le connaissent l'ont fréquenté dans les cercles monarchiques. Le Général Mouravief, commandant des troupes bolcheviques contre les Cosaques, était chargé de la surveillance du Palais des Grands-Ducs en qualité de Commissaire de police du premier quartier de Moscou. Le Colonel Von Ecce, adjoint au Commissaire des Affaires Etrangères et en même temps commandant de la garnison de Moscou, est un officier de cosaques. On pourrait en citer beaucoup d'autres. Les officiers bolcheviks sont presque tous des monarchistes. Le premier qui a organisé des fraternisations sur le front, le Colonel Schnéour, arrivait de France où il venait de faire un stage et où il s'était fait remarquer par ses

opinions outrageusement monarchistes. C'est un provocateur dont on a publié dans les journaux de Petrograd des lettres adressées à la police secrète de l'ancien régime.

La Contre-Révolution.

PRINCIPES

Les tendances contre-révolutionnaires se sont développées tout de suite après la révolution de février 1917, en même temps que s'aggravait l'état anarchique de la Russie. Elles sont d'ailleurs variées et variables, on peut les résumer ainsi :

Dans un pays qui occupe un cinquième du globe, renfermant les nationalités les plus diverses, dont les habitants, illettrés pour la plupart, ne sont pas pourvus d'une culture suffisante pour comprendre le sentiment du patriotisme, il faut un pouvoir central très fort, accepté par le peuple et s'appuyant sur l'histoire et la religion. Ce pouvoir ne peut être dévolu qu'à un monarque héréditaire et à une représentation nationale basée sur le « Cens ».

La révolution de février n'est qu'un acci-

dent dû à la faiblesse de l'Empereur et à la désorganisation intérieure. Elle a commencé par une révolte de soldats et s'est développée progressivement en troubles généraux dans toute la Russie. Ces troubles ont entraîné la désorganisation de l'armée, des transports et du ravitaillement; le bouleversement des campagnes; la violation et la méconnaissance des lois établies. Ils ont développé les ferments de séparatisme et seront la cause de l'effondrement de la Russie.

Une dictature militaire sévère s'impose, si l'on veut écraser les forces révolutionnaires et préparer la restauration monarchique. Sur ce dernier point d'ailleurs, les tendances contre-révolutionnaires ne sont pas toutes les mêmes; beaucoup préconisent la patience et l'attente: « Pire sera la situation, mieux cela vaudra, car la décomposition sociale, la ruine des particuliers, le froid, la famine et la guerre civile amèneront fatalement les réactions nécessaires (1). »

(1) C'est à cette déplorable conception de la situation

Les contre-révolutionnaires se recrutent surtout parmi les anciens fonctionnaires, les bourgeois, les propriétaires fonciers, le clergé, les officiers, les cosaques, les paysans riches et en général parmi ceux que les excès de la Révolution ont terrorisés.

Depuis les mouvements de février, il n'y a plus eu d'organisation régulière des partis contre-révolutionnaires ; les gouvernements provisoires l'ont entravée, en supprimant la presse et les congrès de ces partis, qui n'ont pu manifester leur existence et agir que dans des conférences ou des groupements occultes. Cependant, les courants contre-révolutionnaires les plus importants se sont produits plus ouvertement dans les gouvernements de Bessarabie, de Podolie, de Kursk, de Kostroma et de Tobolsk ; à Kiew et à Pétrograd. Sur le front également, les contre-révolutionnaires se sont livrés à une certaine propagande.

qu'il faut attribuer une grande partie du succès des Bolchevistes qui n'ont pour ainsi dire pas rencontré de résistance sérieuse nulle part.

Les Directeurs du mouvement appartiennent pour la plupart à la droite du Conseil d'Empire et de la Douma; on en trouve encore parmi ceux qui ont pris part à la Fronde du Général Kornilov.

PROGRAMME

Le programme contre-révolutionnaire est très varié : Sur la *question des Nationalités*, il revendique la prédominance pour la Nationalité Grande Russe qui, par l'histoire et par le sang, a acquis droit de souveraineté. Le droit des autres nationalités de disposer d'elle-mêmes est limité par la nécessité de sauvegarder avant tout les intérêts de la Grande Russie.

La *question agraire* ne trouvera sa solution que dans une organisation intensive de l'Agriculture, dans les perfectionnements des industries agricoles et des entreprises rurales privées. Les terres cultivées en communauté ne donnent pas de rendement satisfaisant; elles ne peuvent contribuer efficacement au ravitaillement des villes, ni à des exportations

lucratives pour l'État. Il faut supprimer la distribution gratuite des terres qui n'est bonne qu'à ruiner le pays, détruire le crédit et démoraliser les paysans; le droit de propriété est un droit sacré et l'aliénation des terres ne supprimerait pas le paupérisme agricole, car le paysan, quelles que soient ses charges de famille, ne pourrait recevoir que 10 hectares au maximum.

En ce qui concerne *la question ouvrière*, les contre-révolutionnaires voient le salut de la Russie dans le développement intense du travail et dans de sérieuses restrictions aux dépenses publiques. Aussi les prétentions ouvrières sur la diminution des heures de travail et sur l'augmentation correspondante des salaires sont-elles criminelles surtout en temps de guerre. Elle ne peuvent que désorganiser l'industrie, amener un renchérissement considérable de la vie et paralyser l'armée sur le front. A cet égard, la faiblesse du gouvernement révolutionnaire et sa soumission aux exigences de la démagogie ont surchargé le budget de l'État, ruiné

l'industrie et amené le pays au bord de l'abîme.

Les contre-révolutionnaires ont encore inscrit à leur programme la *renaissance de l'Église* et la réorganisation du clergé pour lutter contre l'influence démoralisante de la presse et des orateurs impudents de gauche. La religion et l'Église sont des moyens puissamment moralisateurs de la classe populaire.

LA CONTRE-RÉVOLUTION ET LA GUERRE

Sur la question de la guerre, les avis sont partagés; les uns demandent la paix pour procéder aux réformes intérieures, les autres espèrent la dictature militaire qui permettra de triompher d'un ennemi à bout de ressources. La dictature militaire, s'emploiera à supprimer les organisations à base d'élection dans l'armée, à rétablir l'ordre et la discipline, à réprimer vigoureusement les révoltes. Cette dictature prendra les mesures administratives nécessaires pour rétablir le respect de la loi et pour assurer l'indépendance de la Justice.

ATTITUDE VIS-A-VIS DES GOUVERNEMENTS
PROVISOIRES ET DES SOVIETS

Les contre-révolutionnaires, sous des apparences de neutralité expectante, étaient contre les Gouvernements provisoires. Mais, très nettement, ils sont les ennemis jurés des Soviets qu'ils considèrent comme des traîtres à la Russie.

**Les partis Monarchistes-Constitutionnels
et Parlementaires.**

NATIONALISTES ET PROGRESSISTES

Principes et composition. — La monarchie absolue est condamnée par l'histoire ; elle est repoussée par le peuple russe. Elle doit disparaître pour toujours et être remplacée par un régime de légalité et de droit, basé sur l'inviolabilité de la personne et la liberté de la parole. Seul, ce régime assurera à la Russie l'intégrité et l'indivisibilité de son territoire et la sauvegarde de sa nationalité. Les Nationalistes progressistes, presque tous anciens et sincères monar-

chistes, veulent établir en Russie une monarchie parlementaire sur le modèle anglais. Ils sont partisans du suffrage universel, de la déconcentration, de la décentralisation administratives et des autonomies locales.

Le groupe des nationalistes progressistes s'est, comme nous l'avons dit, formé en 1915 à la suite des premiers échecs militaires de la Russie. Il s'est détaché du groupe Nationaliste pour créer le bloc progressiste. Le pouvoir exécutif appartient au Gouvernement responsable devant le peuple, c'est-à-dire devant la Douma. Le Gouvernement provisoire n'est pas national, car il a eu la faiblesse de laisser se former une Rada oukrai-nienne avant l'Assemblée Constituante. Les soviets des ouvriers, paysans et soldats ne sont que les organes d'un parti; ils ne représentent pas l'opinion du pays tout entier. Ce sont des institutions arbitraires. Quelques dissidences se sont produites après la révolution, et ce n'est qu'en avril 1917 que le groupe actuel des Nationalistes progressistes russes a été définitivement constitué à

Kiev par Schoulguine avec les députés : Comte Bobrinsky Polovzov, Sawenko, Ozno-bichine Demtchenko, Chéine, etc.

Programme et organes. — Les journaux du parti étaient : le « Kievlianine », organe de Schoulguine à Kiev; à Pétrograd : la revue « L'Avenir de la Russie » avec O. Glinsky comme rédacteur en chef. Le « Vetcherniee Vremia » de B. Souvorine soutenait aussi la politique nationaliste progressiste.

Le programme de cette politique a pour devise : la Russie aux Russes. Les nationalistes progressistes veulent sauvegarder par tous les moyens possibles la culture nationale et l'âme du peuple russe. Ils repoussent le séparatisme oukrainien, issu des manœuvres autrichiennes et ils n'admettent pas l'autonomie des pays frontières. Ils reconnaissent cependant la nécessité d'une administration régionale autonome pour la petite Russie et du libre développement des diverses nationalités qui composent la Russie.

Le programme agrarien est celui de l'Union

des propriétaires fonciers que nous allons examiner un peu plus loin.

La religion orthodoxe est la religion d'État ; l'église doit être réformée et amenée aux idées libérales. La langue russe est la langue d'État ; elle doit être celle de l'Instruction Publique et doit servir à développer le sentiment national. Les Nationalistes progressistes veulent reconstituer une armée disciplinée et assurer l'indépendance de la Justice. La guerre doit être continuée avec les alliés jusqu'à la victoire définitive, qui donnera à la Russie les détroits, Tsarigrad et les Carpathes.

UNION DES PROPRIÉTAIRES FONCIERS

L'Union des Propriétaires Fonciers s'est formée en avril 1917, pour protéger la propriété foncière contre les tentatives anarchistes. Le premier congrès panrusse de l'Union a eu lieu en juillet suivant ; les fondateurs et les directeurs de l'Union sont : N. Lvov, V. Gourko, le Prince Kropotkine, le Comte Ouvarov, le Baron Meller-Sakom-

nelsky, F. Schlipp, M. Kindiakov, A. Krivocheine. L'Union comprend plus de 10.000 membres, propriétaires de biens, de domaines isolés et propriétaires cultivateurs.

La prospérité de la Russie dépend de ses industries agricoles ; le développement des forces productrices de l'Agriculture dépend de la conservation de la propriété privée. Tous les propriétaires fonciers doivent donc s'unir pour défendre ces principes au moment de l'élaboration et des réalisations des réformes agraires et pour protéger l'Agriculture contre les manœuvres destructrices de l'Anarchie. Les moyens préconisés par le parti sont : l'organisation de la protection de la propriété privée, le maintien de la petite propriété, la remise aux paysans, insuffisamment dotés, de terres appartenant à l'État ou de terres privées et de propriétés individuelles, mais contre paiement à juste prix. Une réglementation de l'Émigration et une organisation rationnelle du régime foncier s'imposent : Création de l'Enseignement Agricole, développement des coopératives et

du crédit agricole ; réglementation équitable du fermage, collaboration des propriétaires fonciers aux travaux des comices agricoles et des comités de ravitaillement.

L'Union était hostile à la politique agraire du Gouvernement provisoire ; elle mène une action très vive contre les soviets des ouvriers, paysans et soldats et réclame la convocation de l'Assemblée Constituante, où les Membres de l'Union ont d'ailleurs l'intention de se présenter comme candidats.

Le programme de l'Union des propriétaires fonciers n'est pas très clair sur la forme de gouvernement à demander pour la Russie. Elle veut un gouvernement fort, capable de terminer heureusement la guerre avec les alliés et de rétablir l'ordre dans le pays. L'Union entend prendre part aux travaux des Institutions gouvernementales et administratives concernant l'Agriculture et la Propriété ; elle est prête à faire bloc avec les autres partis politiques qui poursuivraient la réalisation de ses idées dans les questions agraires.

En ce sens, l'Union des propriétaires fon-

ciers adopterait aussi bien un régime républicain qu'un régime monarchiste, pourvu que le régime fût fort et capable de rétablir l'ordre. Elle est administrée par un Conseil Central de 30 personnes élues en Assemblée Générale de l'Union. Des unions locales, des groupes et des associations fonctionnent dans les Campagnes, les Métairies et les domaines isolés. La cotisation est de 5 % de l'impôt du Zemstvo.

Un journal « l'Union panrusse des propriétaires fonciers » soutenait à Moscou les intérêts du parti.

Les partis républicains (Etatistes Capitalistes).

CENTRE RÉPUBLICAIN

ET UNION INDÉPENDANTE DU SALUT DE LA PATRIE

Le Centre Républicain désire pour la Russie une République démocratique avec un gouvernement de coalition populaire fort et indépendant, capable de rétablir l'armée et de reconstituer les forces militaires du pays. Ce gouvernement doit arriver à la convocation de l'Assemblée Constituante et

engager une lutte décisive contre les forces réunies de l'Anarchisme et du Socialisme. Les Soviets doivent être dissous, ou tout au moins expurgés de leurs éléments défaitistes, car le Centre Républicain est pour la continuation de la guerre contre l'Allemagne, de concert avec les Alliés, jusqu'à la victoire définitive. Le parti se prononce en faveur du partage des terres entre les paysans et les Cosaques. Il est aussi pour la journée ouvrière de 8 heures.

Son programme politique est d'ailleurs peu précis, le Centre Républicain n'a pas eu le temps de l'élaborer complètement, car ce parti ne s'est constitué à Pétrograd qu'en juin 1917 sous la direction du Professeur A. Issaëff, de Nikolaesky et P. Tinissoff. La plupart des membres sont des mécontents du Gouvernement Provisoire. Ils avaient une revue intermittente : « le Centre Républicain » et un journal « Obtchee Dielo » (le travail en commun).

Le bolchevisme a surpris le Centre Républicain en pleine organisation : Un projet

avait été formé par les membres du parti pour constituer des filiales en province, un bureau d'assistance juridique et une force armée.

RÉPUBLICAINS LIBÉRAUX (ANCIENS OCTOBRISTES)

Composition. — Le groupe des républicains libéraux est composé de dissidents de l'Union du 17 octobre 1915. C'est une fraction des nationalistes progressistes qui a résolument évolué à gauche après les événements révolutionnaires de février. Le groupe n'a encore eu que des initiateurs : A. Goutchkov, Rodzianko, N. Savitch, avec le programme des ci-devant octobristes. Les adeptes devaient se recruter dans la noblesse libérale et dans la grosse bourgeoisie.

Principes. — Un régime républicain, fondé sur l'inviolabilité de la personne, sur le respect de la propriété privée, sur le libre développement des forces productrices de la Russie et sur la sauvegarde des intérêts nationaux, doit assurer l'Unité, la Puissance et

la Grandeur du Pays. La forme du Gouvernement doit être une République parlementaire sur les bases du suffrage universel direct, égal et secret. Le Président est le Chef du pouvoir exécutif. Les unités territoriales sont autonomes, elles ont leur législation locale, qui ne doit cependant pas porter atteinte à l'unité du pays. La déconcentration et la décentralisation administratives doivent être assurées dans des conditions très larges.

Il n'est apporté aucune restriction aux *droits des nationalités*; le peuple polonais est indépendant dans les limites de ses frontières ethnographiques. La Finlande est dotée de lois particulières, sous réserve de l'Unité du Pouvoir Souverain.

Les divers points de la *question agraire* reçoivent une solution : la plus large assistance est donnée à la petite propriété et aux coopératives. Le principe de la propriété individuelle est maintenu ; les pays mal partagés se voient attribuer des terres prélevées sur les propriétés de la Couronne, des apanages et des monastères. Mais la propriété

privée ne peut être aliénée au profit des paysans que par voie d'achat. Le prix est fixé par la loi d'après le revenu de la terre; la loi fixe également la superficie maxima que chacun peut posséder. Peuvent être aliénés les apanages, les terres des cosaques, les métairies, les potagers, les jardins et les propriétés acquis avec le concours de la banque paysanne.

Les républicains libéraux sont partisans du plus grand développement possible de la *législation ouvrière* : Protection du travail, liberté de grève, assurances contre la vieillesse et l'infirmité, limitation du travail des femmes et des enfants.

En *matières économiques et financières*, le parti poursuit la démocratisation du régime financier et l'augmentation des impôts à payer par les classes riches. Les républicains libéraux veulent aussi le plus grand développement possible de l'Industrie et du Commerce avec une protection efficace des intérêts des acheteurs et consommateurs.

L'*Instruction primaire* est obligatoire et

les *enseignements secondaire et supérieur* sont rendus plus accessibles. L'Enseignement professionnel est considérablement développé.

En *matière religieuse*, les républicains libéraux érigent en principe la liberté de Conscience. Ils veulent *démocratiser l'armée*, mais en maintenant les règles de la discipline et en diminuant la durée du service actif. Les armements sont réduits en temps de paix et les conditions de la vie du soldat sont améliorées ; le parti républicain libéral préconise l'assurance des invalides et de leurs familles. Il veut la justice publique égale et indépendante. Il était *partisan de la paix*, mais d'une paix honorable et en accord avec les alliés.

Les soviets ont traité les républicains libéraux comme des conspirateurs ; or le parti, bien qu'imparfaitement organisé, agissait au grand jour avec des programmes officiels et officiellement répandus. Il était opportuniste, repoussait les violences et luttait également contre les extrémistes de gauche et les contre-révolutionnaires de droite. En les pourchas-

sant et en les traquant sous prétexte de complots, les bolcheviks ont voulu surtout atteindre la grosse bourgeoisie.

RÉPUBLICAINS DÉMOCRATES

Le parti républicain-démocrate s'est formé, après la révolution de février, d'anciens octobristes et d'autres éléments progressistes modérés de la bourgeoisie. Les Chefs connus sont : I. Dmitrioukov, J. Glébov, J. Lutz, J. Hessen, E. Vatatzki, E. Grimm, A. Poutilov, S. Sokolovsky. Les républicains démocrates ont eux-mêmes évolué à gauche et sont devenus les Radicaux-démocrates. Ceux-ci se sont montrés énergiques, ils ont réussi à faire élire des candidats aux dernières élections municipales. Mais, comme les républicains libéraux, ils ont repoussé la violence et l'arbitraire, entendant n'employer que la liberté de la pensée et de la parole. Le journal la « Rousskaia Volia » était l'organe du parti et soutenait son programme : Défense des libertés conquises

par le peuple contre les tentatives réactionnaires de la droite et contre les manœuvres de l'Extrême gauche. Réaction et anarchie mèneront la Russie à la ruine et à la défaite. Il faut organiser la souveraineté du peuple; le pouvoir doit lui appartenir tout entier, et non à quelques groupes qui se réclament de lui. Il faut à la Russie une République parlementaire démocratique avec une Chambre unique, choisissant les Ministères au sein de la Majorité. Les Elections sont proportionnelles sur la base du suffrage universel direct, égal et secret. Le pouvoir doit être déconcentré et l'Administration doit être décentralisée. Les unités techniques et territoriales doivent être pourvues de législations et d'administrations autonomes.

Les nationalités ont le droit de disposer d'elles-mêmes, de se servir de leur propre langue; les droits de la Finlande sont reconnus.

En matière financière, les radicaux-démocrates remplacent les impôts indirects par l'impôt progressif sur le revenu. En matière

économique, ils sont partisans du plus large développement possible des coopératives, des institutions de crédit et en général de l'industrie et du Commerce de la Russie.

L'Instruction primaire est gratuite et obligatoire, les enseignement secondaire et supérieur sont gratuits. Le personnel enseignant est entretenu.

Les radicaux démocrates sont partisans de la séparation de l'Église et de l'État; de l'École et de l'Église. Ils poursuivent la démocratisation de l'armée et de la flotte, la réduction du service militaire, la transformation progressive de l'armée en milice nationale, l'assurance des invalides et des familles des soldats tués en service.

Les juges sont élus ; la justice est indépendante, publique et égale pour tous ; tous les tribunaux d'exception sont supprimés ; la peine de mort est abolie ; l'assistance judiciaire est garantie au peuple. Il faut poursuivre la guerre jusqu'à la défaite complète de l'impérialisme allemand pour le triomphe du droit et de la liberté.

Les soviets des ouvriers, paysans et soldats ne représentent qu'un parti politique; ils n'ont pas le droit de s'ériger en pouvoir. Le seul pouvoir légal est celui du peuple libre; aucune autorité de classe ou de groupe ne peut s'y substituer.

Sur la question agraire, le programme démocrate-radical comprend : la nationalisation des terres des Apanages, du Cabinet de l'Empereur et des Monastères; la création d'un fonds spécial pour les achats de terres destinées à augmenter la propriété des ouvriers agricoles. L'aliénation des propriétés privées doit être faite moyennant rachat, proportionnellement à la valeur du fonds, mais suivant une échelle dégressive allant jusqu'à la gratuité.

Le programme ouvrier prévoit la journée de 8 heures; la réglementation des rapports entre patrons et ouvriers par l'intermédiaire d'organisations ouvrières; la prohibition du travail des mineurs; la protection du travail des femmes; les assurances et les retraites ouvrières; l'organisation de l'hygiène du travail.

LE PARTI DE LA LIBERTÉ DU PEUPLE
ET PARTIS ANNEXES — CADETS

Peuvent être considérés comme rattachés au parti de « la liberté du peuple » : l'Union des Commerçants et des Industriels, l'Union de Moscou et le parti démocratique des vieux croyants de Saratov.

Évolution. — Les principes du parti Cadet ont évolué comme les autres ; ils évoluent encore et son Chef Milioukov, sous des prétextes de politique réaliste, a malheureusement tourné à la germanophilie. Il faut souhaiter que l'intervention des Puissances de l'Entente et l'effondrement des Empires centraux lui donneront une conception des réalités plus juste et plus heureuse. Quoi qu'il en soit, au moment de la Révolution de février 1917, voici quels étaient les principes du parti Cadet : La valeur suprême, c'est la Patrie ; — sa prospérité, son indépendance et son honneur sont les biens supérieurs. L'idéal, c'est la Liberté. — Pour la réalisation d'une

Russie, grande et libre, ayant le droit de jouer son rôle dans les civilisations modernes, il faut arriver à un progrès considérable dans tous les domaines du régime politique si arriéré du pays : démocratisation politique et sociale, mais sans expérimentations dangereuses d'anarchie ou de socialisme utopique; — liberté des nationalités et droit de disposer d'elles-mêmes, sans qu'il puisse être porté atteinte à l'Unité Nationale; — organisation de la Légimité, de l'Ordre et de la Justice.

L'organisation du pouvoir. — Un pouvoir fort, indépendant, responsable, soutenu par la volonté populaire, uni au-dessus des intérêts de classes, composé de représentants de toutes les catégories sociales, agissant suivant un programme unique, social, politique et national, peut seul réaliser les principes du parti Cadet.

L'organisation de ce pouvoir doit prendre la forme d'une République parlementaire démocratique, dans laquelle : le pouvoir

législatif est confié aux représentants du peuple, élus par le suffrage universel, direct, égal et secret et le pouvoir exécutif à un Président de la République, dirigeant les destinées du pays, avec l'aide d'un Ministère responsable devant les représentants du peuple.

Les Cadets ne tranchent pas la question de l'unité ou de la dualité de Parlement. L'Administration provinciale est autonome; les Zemstvos des gouvernements et des circonscriptions locales ont leur législation particulière. La Finlande a sa constitution spéciale.

Le principe des nationalités. — Toutes les Nationalités de la Russie jouissent de l'Égalité politique et civile; le droit des minorités nationales est garanti. Dans les Écoles et dans les institutions locales, l'usage de la langue natale est libre. Mais la langue russe demeure la langue nationale de l'État, elle seule doit être employée dans les rapports entre différentes nationalités, par les Insti-

tutions générales et centrales, dans l'Armée, dans la Marine.

Principes administratifs et militaires. —

L'Armée est une et indivisible; le Président de la République est son Chef suprême. L'État-Major est responsable de sa préparation, il doit être réorganisé. Le service militaire est égal pour tous, obligatoire et régional; la durée du service actif est réduite; les rapports entre les hommes, les gradés et les officiers sont établis sur les principes de la Justice et de la discipline, sur le modèle des armées des États civilisés. Les Comités élus militaires ne sont compétents que pour les questions d'Intendance.

La Magistrature est inamovible. — La Justice est égale pour tous. — Les audiences sont publiques. Les droits de la défense peuvent s'exercer à chaque moment du procès. La peine de mort est abolie.

Le parti Cadet soutenait le Gouvernement provisoire, il a collaboré avec le Cabinet de coalition pour la réalisation d'un programme

national en réservant l'approbation de l'Assemblée Constituante.

Les soviets des députés ouvriers, paysans et soldats ne sont que les organes d'un parti et d'une classe; ils ne sauraient prétendre à constituer un pouvoir à côté du pouvoir légal.

Un peu d'histoire. — Je rappelle ici l'histoire du parti Cadet en raison du rôle politique important et même décisif qu'il a joué en Russie. Il s'est formé le 12 novembre 1905 au Congrès panrusse de Moscou avec des membres actifs de l'Union d'Émancipation, et des membres des congrès des Zemstvos et des Villes de 1904-1905. Le parti a eu ses représentants dans les quatre Doumas; ceux-ci furent toujours à la tête de l'opposition sous le régime tsariste. Les Cadets furent d'ailleurs persécutés, surtout en Province, et n'eurent qu'une demi-reconnaissance du Gouvernement impérial.

Les Cadets se divisaient en six sections, dont les trois principales comprenaient : Les Nationalistes libéraux, représentés par Maklakov,

D. Protopopov, « Golos Moskwy », — les radicaux démocratiques, représentés par A. Kolioubiakine, N. Nekrassov, N. Volkov; — les centraux représentés par Milioukov.

Après la révolution de février, le parti put se manifester librement; il réunit des congrès dont le dernier fut celui du 26 juillet 1917.

Une popularité très grande et l'habile tactique de Milioukov groupèrent les diverses sections du parti Cadet qui s'organisa, adopta une discipline patriotique et put lutter avec efficacité, pendant un certain temps au moins, dans les meetings et les élections contre les partis extrémistes.

Le parti est d'ailleurs composé d'hommes remarquables, savants, lettrés, officiers, étudiants et paysans instruits; il eut beaucoup de succès auprès de la bourgeoisie des Villes. Le leader était Milioukov, les membres actifs et orateurs connus sont: M. Vinaver, M. Kokochkine, V. Maklakov, V. Nabokov, S. Petrounkievitch, Roditchev, A. Shingaref, etc., etc.

L'organe suprême du parti Cadet est le

Congrès Panrusse, il y a en outre un Comité central, des comités régionaux de gouvernements, de Villes et de Rayons. Le Comité Central est élu chaque année par le Congrès panrusse; il dirige l'activité du parti suivant les décisions du Congrès et ses membres ont une voix décisive dans les fractions parlementaires. Une discipline sévère est observée dans le parti.

Tactique et programme. — La tactique des Cadets consiste à défendre les intérêts généraux de l'État et du peuple et les conquêtes révolutionnaires; ils repoussent les expérimentations dangereuses de l'anarchie et les utopies de l'internationalisme. Ils dirigent l'opinion qui doit inspirer le Gouvernement. Ils entretiennent le patriotisme et veulent organiser le nouveau régime sur les bases de l'Instruction et du Travail.

En ce qui concerne la question agraire, les Cadets soutiennent le programme suivant : Les terres doivent être attribuées aux paysans, à titre de propriété individuelle dans les

limites de leurs facultés de travail. Les terres ainsi distribuées sont prises sur les Apanages de l'Etat, sur les domaines du Cabinet de l'Empereur, des Monastères, des Eglises et des Banques. Quant aux propriétés privées, elles ne peuvent être que vendues aux paysans, moyennant un prix fixé d'après les revenus moyens de la terre cédée. Ne peuvent être aliénés, les terres dépassant en superficie la capacité moyenne de travail de l'acquéreur, les terrains des usines, des sociétés rurales, des organisations autonomes locales, des métairies, des jardins, des vignes, des potagers et les terres que l'Etat a intérêt à conserver.

Le parti Cadet veut remanier le régime foncier : abolition des distributions et des répartitions périodiques, suppression des lots s'étendant en longueur. Création d'un système d'irrigations et d'assainissement des terres arables ; organisation du Crédit agricole ; de l'Enseignement agronomique. Développement des coopératives, etc., etc.

Sur la question ouvrière, les Cadets se

montrent partisans de la journée de 8 heures, de la suppression du travail de nuit et des heures supplémentaires, de la liberté des syndicats, du droit de grève. — Ils veulent organiser l'Inspection du travail en collaboration avec les ouvriers, la protection du travail des femmes et des mineurs, le Contrôle des industries insalubres ou dangereuses, les assurances contre la maladie, les retraites ouvrières.

En matières économique et financière, le parti Cadet veut supprimer les dépenses inutiles, développer les impôts directs, établir l'impôt sur les revenus immobiliers et mobiliers ; l'impôt progressif sur les héritages. Il veut encourager et développer les coopératives et le petit crédit, diminuer les tarifs douaniers.

Le parti de la liberté du peuple inscrit encore à son programme la liberté et la démocratisation de l'Instruction Publique. L'Enseignement primaire est gratuit et obligatoire ; il est rattaché aux organisations administratives autonomes locales. Sont abolies

toutes les conditions d'admission des élèves et d'ouverture des Ecoles. — L'Enseignement secondaire est mis à la portée de tous; l'Enseignement supérieur est indépendant. Le régime scolaire est unique sur tout le territoire de la Russie et l'Enseignement professionnel est considérablement développé.

En matière religieuse, les Cadets proclament la liberté de Conscience et de Religion, l'autonomie et l'Indépendance de l'Eglise. Ils veulent la réforme des conciles et des paroisses.

Sur la question de la guerre, le parti Cadet se prononçait en faveur d'une union générale de toutes les démocraties contre les autocraties et de la continuation de la guerre jusqu'à la victoire complète et l'obtention d'une paix définitive et sûre.

L'Organe officiel des Cadets était le « Messenger du parti de la liberté du peuple » à Pétrograd. Les journaux « Rietch » et « Rousskia Vedomosti », « Soaremnoe Slovo » (la Parole Contemporaine) et « Svobodny Narod »

(le Peuple libre) soutenaient également le programme des Cadets.

PARTI TRAVAILLISTE BOURGEOIS

La petite bourgeoisie travailliste estime qu'elle représente le parti de la majorité en Russie ; elle lutte à la fois contre la réaction et le socialisme et veut s'organiser pour réaliser une politique active et systématique, conforme aux intérêts généraux de l'État. Le développement de l'activité révolutionnaire doit aboutir à la création d'un État Russe démocratique, sous la garantie de la loi et dans lequel le rôle prépondérant appartiendrait à la petite bourgeoisie travailliste et au propriétaire cultivateur. Cet État démocratique doit être une République sans Président, avec une Chambre unique élue au suffrage universel, direct, égal et secret. La majorité électorale est fixée à 20 ans. Les Députés sont élus pour trois années ; ils sont payés. Le Ministère et le Président du Conseil sont élus par la Chambre ; ils sont responsables devant elle. L'Administration régionale est autonome.

Le Parti travailliste bourgeois soutient l'impôt progressif sur le revenu et l'impôt foncier progressif. Les banques, les sociétés par actions, les coopératives sont astreintes à des comptes rendus publics. Tous les traités de commerce doivent être sanctionnés par la Chambre.

Les nationalités ont le droit de disposer d'elles-mêmes, mais ce droit est subordonné à la politique générale du pays. La langue d'origine est admise dans la Presse, à l'École, devant les tribunaux, et dans les services administratifs locaux.

En ce qui concerne la question agraire, les travaillistes bourgeois veulent la remise aux paysans, insuffisamment lotis, des terres de l'État et des propriétés privées, mais ces dernières doivent être achetées. Les terres communales, données en culture à titre individuel, appartiennent à ceux qui les cultivent. L'émigration des cultivateurs est organisée, le crédit agricole développé.

Le parti travailliste bourgeois est pour la journée de 8 heures et le repos hebdomadaire

de 42 heures, avec un mois de congé par an. Le travail est interdit aux mineurs au-dessous de 16 ans, le travail des femmes est protégé. C'est l'Administration autonome locale qui fixe le minimum de salaire; les syndicats et les grèves sont libres, la vieillesse, la maladie et l'infirmité sont assurées.

Les enseignements primaire, secondaire et supérieur sont gratuits; l'Eglise est séparée de l'État et de l'École, le mariage est civil. L'armée est démocratisée, mais en conservant l'ordre et la discipline; la Justice est publique, indépendante et égale pour tous.

Le parti travailliste bourgeois donne sa confiance à un gouvernement de coalition indépendant; il tolère les Soviets comme organisations politiques, mais il ne leur reconnaît ni le droit d'exercer le pouvoir, ni celui de contrôler les actes du Gouvernement Provisoire.

La guerre doit être poussée jusqu'à la défaite des Empires Centraux de concert avec les Alliés. Il faut arriver à une paix équitable et sûre; et organiser l'arrière pour faciliter les services de l'avant.

Les travaillistes bourgeois se sont organisés en parti en août 1917 à Moscou; ils ont publié leur programme. Le journal du parti était le « Jacobin » (Iakobinetz), rédigé à Moscou.

Les partis socialistes.

SOCIALISTES MODÉRÉS

Parti radical démocrate. — Il faut rattacher au parti radical-démocrate, le groupe des socialistes radicaux de Moscou et rattacher le parti lui-même aux anciens progressistes.

Suivant les principes généraux adoptés par le parti radical démocrate, le pouvoir tout entier appartient au peuple souverain et libre; il faut assurer les droits de l'homme et du citoyen; réaliser l'égalité et la fraternité, formes élevées du socialisme.

On peut, en attendant la réunion de l'Assemblée Constituante, faire confiance au Gouvernement Provisoire, s'il agit en accord avec la Douma et les Soviets et s'il s'assure la collaboration effective d'un ministère de coalition

comprenant des éléments socialistes modérés. Il faut arriver à la création d'une République démocratique *fédérative*, avec une Chambre unique (*gossoudarstvennaia Douma*), élue au suffrage universel, égal, direct et secret. La majorité électorale est fixée à 21 ans. Le Président de la République est élu pour 5 ans, il est responsable. Le pouvoir exécutif est confié au Conseil des Ministres choisis parmi les députés et nommés par eux. Les finances et les administrations locales sont complètement autonomes.

Il est fait une large application du principe de la *Fédération des Nationalités*, sous la direction d'un Conseil spécial de gouvernement, dit Conseil des Nationalités. L'usage de la langue d'origine est largement admis dans les Écoles en Justice, dans les Églises, etc.

Un fonds spécial foncier est mis à la disposition des paysans et constitué avec les terres des apanages des Monastères et du Domaine; il comprend aussi des propriétés privées. Ce fonds est administré par les administrations locales, qui ont droit d'aliénation. Il est éga-

lement constitué un fonds de colonisation pour les émigrants; le travail agricole est généralement protégé et un impôt progressif est établi sur les revenus fonciers. Le régime financier est basé sur une application très large de l'impôt progressif sur les revenus et sur la suppression des impôts indirects. Les monopoles de l'État sont réformés en vue d'une utilisation plus féconde; les bénéfices de guerre sont lourdement taxés et l'État exerce un contrôle sévère sur l'industrie.

Les radicaux démocrates sont partisans de la journée de 8 heures et de la suppression des heures supplémentaires. Un grand développement est donné aux institutions professionnelles et aux organisations ouvrières; le statut des petits employés et des domestiques est organisé. La liberté de la grève est proclamée et il est institué des Chambres de conciliation. L'assurance est organisée contre le chômage; le travail des enfants est supprimé, celui des femmes est protégé.

L'école est laïque, l'enseignement primaire est gratuit et obligatoire, l'enseignement

secondaire est généralisé, l'enseignement supérieur est mis à la portée de tous. L'école est administrée par l'Administration locale. L'Église est séparée de l'État, le mariage et les enterrements sont civils, tous les cultes sont libres.

La durée du service actif militaire est réduite, les réservistes sont soumis à des périodes d'instruction, la vie matérielle du soldat est améliorée, les privilèges militaires sont abolis. L'armée est régionale; la peine de mort est abolie.

La justice est publique et indépendante; les juges sont inamovibles, l'assistance judiciaire est organisée.

La Guerre doit être continuée en accord avec les Alliés jusqu'à la victoire, pour sauver l'avenir et l'Humanité.

Le Parti Radical-Démocrate s'est formé, pendant la période révolutionnaire, d'anciens membres du parti progressiste; il a publié son programme. Les leaders sont : Efremov, I. Titov, le professeur G. Gouzsky, etc. Quelques candidats du parti ont été élus aux

dernières élections municipales et au Parlement.

La « Patrie » quotidien de Pétrograd et la « Parole libre » à Moscou étaient les organes des radicaux démocrates.

Union des socialistes évolutionnistes. — On peut rattacher à l'Union des Socialistes Evolutionnistes, l'Union des Economistes évolutionnistes fondée avec la Revue « d'Initiative et d'Ingéniosité ». Le groupe des socialistes évolutionnistes a été fondé par le matelot V. Aristarkhov, délégué de la flotte de la Mer Noire, par Rosenberg, Boris Gourevitch, etc. Il a trouvé des adhérents parmi les cadets acquis à la cause socialiste comme le Professeur G. Grousky et Boris Velikhov. L'Union se propose de servir d'intermédiaire entre les partis progressistes démocratiques et les socialistes modérés. Elle veut assurer le salut de la Russie révolutionnaire par l'ordre et l'union. Quand le pays sera devenu riche et civilisé, le peuple sera en état de recueillir et de faire

fructifier l'héritage des labeurs et des efforts accomplis pendant les siècles passés. Les fabriques, les usines, les grandes conquêtes de l'intelligence cesseront d'être la propriété exclusive de quelques-uns, et nous irons d'une allure libre et légère vers la conquête de la nature, sur un sol délivré des inégalités sociales. Ce ne sont pas seulement les luttes des classes et les luttes parlementaires qui nous rapprocheront de cet heureux moment, c'est aussi la grandeur, la beauté et la haute moralité de l'idéal socialiste.

L'Union des Socialistes Évolutionnistes a pour devise : « Par la Grande Russie, vers le socialisme ».

La Direction souveraine du pays doit appartenir au peuple républicain des travailleurs qui doit conduire la Grande Russie démocratique vers l'Émancipation et le Socialisme. La Russie doit être une et libre, elle doit être le rempart de la liberté contre l'Autocratie et l'Aristocratie, elle doit instruire le peuple et le rendre riche et fort. C'est par le développement de l'industrie que le pays

deviendra prospère et puissant. Il faut que le peuple contrôle cette industrie, et ce contrôle doit être exercé de telle sorte que la Russie ne puisse devenir la proie des capitalistes étrangers. Ceux-ci désormais doivent être mis dans l'impossibilité de nous imposer des traités de commerce paralysants pour nos industries et servant de prétextes à leurs interventions armées.

En attendant, une offensive énergique et tenace doit venir à bout de la Prusse, repaire de l'autocratie et de l'aristocratie. Pour cela, l'armée russe doit être entretenue dans les sentiments qui inspirent le parti socialiste évolutionniste et le Gouvernement doit être soutenu dans son œuvre de guerre jusqu'à la victoire et au rétablissement de l'ordre dans le pays et jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante. Vers le même but, les pouvoirs des Soviets doivent être limités ; ils ne doivent pas constituer une doublure de Gouvernement, nuisible aux intérêts de la défense légale de la démocratie révolutionnaire.

La Justice doit être réformée ; les audiences doivent être publiques, les tribunaux d'exception seront supprimés. Les crimes et les violences qui ensanglantent la Russie et qui la font passer pour un pays de sauvages, doivent être rigoureusement réprimés.

La Réforme Agraire est une question urgente qui demande une solution dans le sens d'une remise de la terre aux paysans. Cette question sera résolue par l'Assemblée Constituante ; les réformes sociales de cette importance, qui intéressent à la fois l'économie politique générale du pays et l'ordre établi par le Code Civil dans le domaine des successions et du droit de propriété, ne peuvent être faites que par une Assemblée disposant comme la Constituante du pouvoir législatif.

Il en est de même de la question ouvrière ; il faut éviter dans une Russie encore pauvre et illettrée de trop grands différends entre le capital et le travail ; il ne faut pas creuser de fossés trop profonds entre les ouvriers et les patrons. De tels bouleversements ne feront

qu'aggraver l'état de misère et entraîner la fermeture des usines. Les revendications ouvrières ne doivent être admises qu'en ce qu'elles peuvent avoir de juste et d'utile.

Union des Paysans de Russie. — *Zemlia-i-Volia* — Terre et Liberté. — C'est la devise de l'Union panrusse des Paysans. Cette Union a été fondée au mois de mai 1905, après décision du Congrès des paysans de Moscou. La première séance a été tenue le 31 juillet 1905 avec 100 délégués envoyés par 22 gouvernements. La deuxième réunion a eu lieu en novembre de la même année avec 187 délégués envoyés par 27 gouvernements. Un troisième Congrès a été réuni en mars 1906 avec les délégués de 18 gouvernements. De 1906 à 1907, l'Union demeure quelque peu en sommeil ; elle reprend son activité après la révolution de février 1917 ; un nouveau congrès s'assemble et fixe les statuts de l'Union panrusse des paysans avec 330 délégués de 32 gouvernements.

L'Union est une organisation des grandes

masses paysannes, qui se propose : d'abolir les privilèges de classe, d'organiser la démocratisation de l'Etat et de la Société, d'abolir la propriété privée et de la remplacer par un fonds national public destiné à pourvoir les paysans non lotis ou à améliorer la part des paysans insuffisamment lotis.

Les répartitions de terres sont faites proportionnellement aux besoins de la consommation et aux facultés de travail des intéressés. C'est l'Administration locale qui est chargée de procéder aux partages, au contrôle de l'exploitation et à la répartition de la main-d'œuvre, de concert avec les comités agraires démocratiques.

L'Union panrusse des paysans était disposée à soutenir un gouvernement provisoire énergique, qui aurait mené la guerre à bonne fin, sauvegardé les libertés acquises par la Révolution et qui aurait convoqué l'Assemblée Constituante. L'Union est en effet anti-anarchique et combat aussi la Contre-Révolution ; elle collabore aux travaux des Soviets et contrôle avec eux les actes des Gouvernements

provisoires, poursuivant avec les soldats et ouvriers l'organisation et la sauvegarde des intérêts des travailleurs.

L'Union prend également part aux travaux des Comités de ravitaillement, des comités agraires, et de toutes les institutions s'intéressant aux réformes agraires. Elle aurait joué un rôle important dans les élections de l'Assemblée Constituante, si ces élections avaient été possibles en Russie. J'ai dit que l'Union panrusse voulait mener la guerre à bonne fin, en un plein accord avec les alliés. Vers ce but, elle menait le bon combat contre les déserteurs et les défaitistes, elle voulait organiser l'arrière en le rattachant étroitement aux intérêts du front.

L'organisation de l'Union comprend un Comité central élu par le congrès panrusse et des comités de gouvernements, de districts et de volosts agissant suivant les directions des congrès régionaux.

Le principal organe de l'Union des paysans de Russie est « la Voix de l'Union des Paysans » dirigé par Masourenko.

SOCIALISTES POPULISTES

Travailleurs Populistes. — Il faut ajouter à ce groupe l'Union des soldats républicains et la ligue pour les réformes agraires. — « Tout pour et par le Peuple » telle est la devise du parti. Il défend les intérêts de tous les travailleurs et veut créer un ordre social assurant à chacun le plein développement de ses facultés. Tous les moyens de production doivent être entre les mains des travailleurs, mais la remise de ces moyens devra être obtenue en tenant compte de la situation particulière de chaque région et de ses coutumes. Sous cette réserve, la confédération générale des travailleurs agira en dehors du Parlement et des procédés parlementaires pour la transformation méthodique de l'ordre social. Les impôts seront payés par les classes riches sur leurs revenus, sur les héritages et sur les bénéfices de guerre ; les dépenses budgétaires seront réglées de façon à répondre surtout aux besoins intellectuels et matériels des travailleurs.

Le parti adopte la journée de 8 heures, la fixation des salaires minimum par les administrations locales agissant de concert avec les Unions ouvrières, la réglementation du travail suivant les règles scientifiques de l'hygiène, l'assurance ouvrière. Les inspecteurs du travail sont élus par les Comités ouvriers.

Toutes les terres sont socialisées, et le rachat en est fait aux frais de l'État qui peut disposer du sous-sol, des forêts et de la surface. Les terres déjà réparties demeurent à la disposition des bénéficiaires dans la mesure de leur capacité de travail; les autres sont distribuées proportionnellement aux besoins de la consommation et de la capacité de travail de chacun. Il est établi un ordre de répartition, où la première place est donnée par préférence aux immigrants, habitants originaires de la région où se fait la distribution et la seconde place aux agriculteurs, par préférence aux autres travailleurs. C'est l'Administration locale qui fait les répartitions; elle a la haute main également sur l'exploitation des forêts,

sur la direction des usines et des grandes exploitations.

Les travailleurs populistes sont partisans du développement des coopératives, d'une organisation rationnelle de l'agriculture, du Crédit agricole, et du dégrèvement général des impôts pour la classe ouvrière.

Chaque nationalité a le droit de disposer d'elle-même et ce principe peut aller jusqu'au *Séparatisme*. Chaque nationalité choisit librement sa forme de gouvernement, qui est déterminée par l'Assemblée générale de ses représentants élus. Le choix sera ratifié par l'Assemblée Constituante panrusse, quand celle-ci pourra être réunie. Le droit des minorités doit être garanti, ainsi que l'autonomie territoriale de chaque nationalité.

Dans ces conditions, le gouvernement de la Russie ne peut être qu'une République fédérative, sur la base du suffrage universel, direct, égal et secret avec *représentation proportionnelle*. La Majorité pour l'Électorat et l'Éligibilité est fixée à 20 ans; il n'est prévu qu'une Chambre unique avec un Ministère responsa-

ble devant elle. L'Administration locale et régionale est autonome, les régions et les nationalités peuvent avoir leurs législations particulières.

L'Instruction primaire est générale, obligatoire et gratuite. Les enseignements secondaire et supérieur sont gratuits. L'école est autonome sous la direction de l'administration locale; l'enseignement est libre, les écoles techniques et professionnelles sont répandues et développées. L'Église est séparée de l'État et de l'École, la liberté de conscience est proclamée.

L'Armée est réduite aux stricts besoins de la défense, elle est régionale. La durée du service actif est très réduite; les soldats peuvent exercer leurs droits de citoyens tout en se soumettant aux règlements militaires. En attendant et pendant la guerre actuelle, les intérêts de classe doivent s'effacer devant les intérêts nationaux et tout doit être fait de concert avec les alliés pour une défense énergique du pays et des conquêtes révolutionnaires. Il est bien entendu que le parti repousse toute

idée de conquête, mais la question de la paix ne se posera qu'après l'évacuation par l'ennemi des territoires russes qu'il a envahis.

Les travailleurs populistes avaient adhéré à la Conférence de Stockholm.

Ils sont partisans d'un gouvernement de coalition indépendant des Soviets, mais contrôlé par ceux-ci, qui représentent des institutions démocratiques chargées de veiller sur les conquêtes de la Révolution.

La Justice est égale pour tous, publique et indépendante, les juges sont élus, la défense peut intervenir dans toutes les phases du procès. Les mises en liberté provisoire sont largement accordées. Les tribunaux et les lois d'exception sont abolis.

Les fonctionnaires sont élus et responsables pénalement.

Le parti des Travailleurs populistes s'est constitué d'une part avec un *groupe travailliste* formé lui-même au sein de la Douma par des députés plus à gauche que les Cadets et d'autre part avec des *socialistes populistes* qui avaient fait une première apparition au printemps de

l'année 1906, au moment où un groupe de littérateurs de la Revue « la Richesse russe » (Rousskoïe Bogatstvo) quittait le parti socialiste révolutionnaire.

A la tête du groupe travailliste se trouvaient : L. Bramson, V. Vodovosov et N. Tchaïkovsky ; à la tête des socialistes populistes : V. Anissimov, N. Oganovsky, V. Mïakotine, A. Petrichtchev, A. Pechekhonov, etc. Les deux groupes ont fusionné au mois de juin 1917 au Congrès panrusse.

Les travailleurs populistes composent le groupe modéré des socialistes populistes ; ce groupe a souvent collaboré avec le parti cadet. Il est organisé par un Comité central élu par le Congrès panrusse et comprenant en dernier lieu 48 membres. Des sections régionales et professionnelles, avec des Comités élus, règlent l'activité locale du parti, suivant les programmes et directions des congrès panrusses et du Comité Central.

Les organes du parti étaient nombreux : Narodnoïe Slovo (la Parole populaire), la revue Rousskoïe Bogatstvo (la Richesse russe), Trou-

dovaya Mysl (La Pensée des travailleurs), le Narodnii Socialist (le Socialiste populaire de Moscou), etc., etc.

SOCIALISTES RÉVOLUTIONNAIRES

Les programmes des socialistes révolutionnaires ont de nombreux points de contact avec ceux des maximalistes et même des marxistes que nous verrons un peu plus loin ; cependant, ils s'en détachent sous de nombreux rapports. On peut dire que les trois groupes qui composaient le parti socialiste révolutionnaire ont évolué et passé en un certain nombre de fractions dans les cinq groupes du parti marxiste social-démocrate ouvrier que nous allons retrouver un peu plus loin.

L'Évangile des socialistes révolutionnaires a été composé suivant les *théories populistes* de Tchernichevsky, Lavrov, Mikhaïlovesky, et suivant les *principes marxistes* de l'Europe Occidentale.

Le premier Congrès du parti a eu lieu en 1901, le second en 1907, le troisième en 1917.

De 1901 à 1917, la tactique des socialistes révolutionnaires a évolué vers une organisation systématique des masses ouvrières et travailleuses, en renonçant aux méthodes terroristes appliquées pendant les élections des première, troisième et quatrième Doumas.

Après la Révolution de février 1917, le parti a multiplié ses succès dans toutes les élections; paysans et soldats y ont adhéré, séduits par la devise « Terre et Liberté », « Zemlia i Volia », sous laquelle ils étaient enrôlés.

Les Socialistes révolutionnaires se subdivisent en trois groupes : 1° Les défenseurs (Kerensky, Avskentiev, M^{me} Brechko-Brechkovskaia); 2° Les défenseurs internationalistes (Tchernov, Gotz, Roussanov, Zenzinov; 3° L'Aile gauche (M^{me} Spiridonova, Kamkov, Miloslasky, Ivanov-Rasoumnik).

Le premier groupe suit une tactique se rapprochant de celle du parti populiste socialiste que nous avons vue et de celle du Groupe social-démocrate (Iedinstvo) que nous verrons plus loin. — Avant la révolution de février,

les chefs de ce premier groupe rédigeaient à Paris un journal « l'Appel » sous la direction de G. Plekhanov.

Le second groupe, celui des défensistes internationalistes, constitue le Comité Central officiel du parti. Sa tactique se combine dans les soviets avec celle des social-démocrates-défensistes. Le troisième groupe « l'Aile gauche » suit un programme social-démocrate bolchevik, combiné avec le programme de l'Union social-démocrate révolutionnaire maximaliste.

Les défensistes, qui n'appartiennent pas à la fraction zimmerwaldienne, concentrent leur activité sur les problèmes d'organisation des masses populaires et de défense du pays; les défensistes internationalistes font de la conciliation entre les défensistes et l'Aile gauche. L'Aile gauche prépare les révolutions internationales.

Principes généraux du parti. — La théorie du parti socialiste révolutionnaire russe peut se résumer ainsi : Il faut organiser et diriger

les exploités contre les classes d'exploitation, contre la bourgeoisie. Le socialisme révolutionnaire international est l'avant-garde des masses ouvrières; l'orienté vers l'émancipation de l'Humanité tout entière. Les défenseurs internationalistes ont pour idéal suprême la liberté, l'égalité et la fraternité pour tous les hommes, sans distinction de religion, de nationalité et de sexe. Guerre à la Guerre, abolition de toutes les formes de la violence et de l'exploitation, expropriation du Capital, réorganisation de l'ordre social suivant les vrais préceptes du socialisme.

Pour les luttes intérieures, les masses populaires, les travailleurs doivent être organisés pour une action consciente, avant que les forces capitalistes aient eu le temps de se grouper et de se concentrer.

Il faut défendre les conquêtes de la Révolution russe, menacées par la désorganisation générale du pays et les protéger par la destruction radicale de l'ancien état de choses avant de construire l'ordre nouveau. Toute la démocratie socialiste révolutionnaire ne doit

avoir en vue que la sauvegarde des intérêts des travailleurs.

Pour les luttes extérieures, c'est-à-dire en politique étrangère, la démocratie socialiste révolutionnaire russe doit poursuivre la réalisation de l'« Internationale » et la faire triompher contre l'« Impérialisme » mondial. — C'est dans l'effort commun de toutes les démocraties que la guerre actuelle doit trouver sa fin.

Le Gouvernement de la Russie doit être une République démocratique *fédérative*. Le pouvoir législatif est attribué à une Chambre unique élue par le suffrage universel, direct, égal et secret avec représentation proportionnelle, et referendum populaire. Tous les organes des administrations locales doivent être largement indépendants et autonomes ; toutes les institutions publiques doivent être complètement démocratisées.

Les nationalités ont le droit de disposer d'elles-mêmes ; les droits des minorités doivent être sauvegardés.

La question agraire est résolue suivant les

idées Communistes et Travaillistes du paysan russe en particulier, conformément à sa conviction que « La terre n'est à personne et qu'il n'y a que celui qui la cultive qui a le droit d'en jouir ».

Toutes les propriétés sont socialisées et retirées du commerce ; les Communes organisées et les unions territoriales ont tout pouvoir pour répartir les terres suivant les principes de l'Égalité la plus absolue.

La main-d'œuvre salariée est supprimée, les impôts sont perçus sur la terre au profit de l'État, mais en dehors des revenus du Travail. L'État garde la propriété du sous-sol, les administrations locales administrent les Eaux et Forêts. Des Comités populaires agraires préparent la réforme foncière à soumettre à la sanction de l'Assemblée Constituante.

Parmi les solutions des principales questions ouvrières, les socialistes révolutionnaires ont adopté spécialement la journée de 8 heures, sauf dans les industries dangereuses ou insalubres, où la journée peut être

réduite; la suppression du travail des enfants, la suppression du travail des femmes dans les industries insalubres; l'organisation à base d'élection de l'Inspection des fabriques.

La protection des travailleurs est assurée par la Loi; les syndicats professionnels ouvriers sont appelés à intervenir dans le contrôle des industries; ils fixent les salaires minima avec les administrations locales.

Tout le vieux système financier est aboli et remplacé par l'impôt progressif sur le revenu et sur les héritages; les impôts indirects sont supprimés sauf les taxes de luxe. Dans tous les domaines de l'économie politique, les moyens de production sont socialisés, les tarifs protecteurs douaniers sont abolis et les coopératives populaires sont développées et soutenues par l'État.

L'armée permanente est remplacée par la milice nationale; il est fait appel aux démocraties de tous les pays belligérants pour liquider la guerre sans annexions ni contributions avec la garantie pour les peuples du droit de disposer d'eux-mêmes. Tous les

traités doivent être revisés et remaniés pour le triomphe de « l'Internationale ». Sous ces réserves, pas de paix séparée avec l'Allemagne, mais action commune de tous les alliés pour assurer la paix mondiale démocratique et pour garantir les conquêtes de la Révolution.

La Justice est gratuite et rendue par des juges élus par le peuple ; les fonctionnaires des Administrations publiques sont responsables civilement et pénalement.

L'Instruction publique est laïque et gratuite ; les écoles sont nationales ; l'Eglise est séparée de l'Etat et de l'Ecole, le principe de la liberté de conscience est proclamé.

Pour la réalisation des principes ci-dessus énoncés, le parti socialiste-révolutionnaire russe est disposé à soutenir énergiquement un gouvernement de coalition, comprenant des Ministres socialistes, responsables devant le parti et le soviet des Députés ouvriers, paysans et soldats. Le programme de ce gouvernement doit comprendre la défense du pays, le maintien des conquêtes de la Révo-

lution et la convocation aussi rapide que possible de l'Assemblée Constituante.

Les Socialistes révolutionnaires participent à l'activité des soviets qu'ils reconnaissent comme organe de contrôle des actes du Gouvernement et comme organe autonome d'Administration pour la démocratie révolutionnaire.

L'organisation du parti comprend un comité central et des comités de localités, de rayons et de régions. Son activité est réglée par les décisions prises aux Assemblées des Congrès panrusses et des Congrès socialistes internationaux.

La majorité du parti accepte le programme Zimmervaldien, tel qu'il a été élaboré en 1915 au Congrès Suisse par les représentants des groupes extrémistes socialistes.

Les organes de la Presse socialiste révolutionnaire ont été très nombreux. Tout d'abord, il faut citer le journal clandestin : « La Russie Révolutionnaire ». — Puis en 1908 « La Pensée Révolutionnaire » (Revoliotzionnaia Mysl) ; en 1911 « L'Initia-

tive » (Potchine); en 1915 « Le Fils de la Patrie » (Synutetchestva), le « Travail » (Troud), etc., etc.

Depuis 1915, l'organe principal du parti a été « l'Affaire du Peuple » (Dielo Naroda) dirigé par Tchernov, Ivanov-Rasoumnik, etc. Le Comité central de Pétrograd avait, avant la « Terreur », le « Zemlia i Volia » (Terre et liberté), organe des défenseurs internationalistes et la « Volia Naroda », organe des Défenseurs, dirigé par Miroloubov, Argounov, Sorokine, etc. Il faut ajouter encore le « Nasch Pouti » (Notre Chemin) rédigé par Marie Spiridonova et le journal maximaliste de Moscou « Terre et Liberté ».

UNION DES SOCIALISTES RÉVOLUTIONNAIRES MAXIMALISTES

Le principe fondamental de l'Union des Socialistes Révolutionnaires Maximalistes est d'assurer par tous les moyens le développement harmonieux de toutes les facultés humaines; seul le socialisme donnera ces moyens. L'Union est *internationaliste* et

s'adresse aux travailleurs du monde entier, ouvriers, paysans et prolétariat intellectuel. Elle combat tous les régimes d'exploitation et poursuit comme but immédiat la remise entre les mains des travailleurs du pouvoir politique, de la terre, des industries et des usines, en vue de l'organisation d'une République du travail, en attendant l'avènement du socialisme intégral.

La Grande Révolution Russe qui a commencé par être politique doit être sociale ; les directeurs de l'Union des Socialistes révolutionnaires maximalistes s'efforcent de révéler les infranchissables barrières qui séparent les Exploiteurs et les Exploités. Ils agissent de concert avec les soviets des députés ouvriers, paysans et soldats, en exigeant de ceux-ci la socialisation immédiate de tous les moyens de production.

L'Union repousse toute idée de République parlementaire bourgeoise, dite démocratique ; elle réclame une République fédérative travailliste, dont les membres sont élus au suffrage universel, direct, secret, avec représen-

tation proportionnelle, referendum et initiative populaire. La plus grande autonomie est laissée aux organisations régionales, aux Villes et aux Communes. L'Administration générale politique et économique est fortement déconcentrée et décentralisée. L'État et la Commune ont seuls le droit de posséder les terres, les mines et les industries et d'en disposer.

Chaque peuple a le droit de disposer librement de ses destinées, pourvu qu'il en dispose au profit du travailleur contre le Capitalisme et les Classes privilégiées.

En ce qui concerne la question agraire, les Maximalistes sont pour la confiscation sans rachat de toutes les propriétés privées et pour le transfert aux Administrations locales régionales et communales rurales du droit de disposer de la terre; chacun a droit au partage égal. Le système d'exploitation des terres est organisé sur la base du crédit public, en supprimant le travail salarié. La rente du sol revient à l'État et aux organisations publiques.

De même pour la question ouvrière, sont expropriés les grandes industries, les transports et le commerce, qui passent aux mains de l'État, des Administrations locales et des fédérations professionnelles. Ces fédérations et les bourses du travail sont organisées de façon à donner satisfaction aux besoins techniques et aux demandes de renseignements statistiques des travailleurs.

La Commune est la cellule fondamentale de l'Etat travailliste ; elle seule a le droit de fixer les impôts nécessaires aux besoins nationaux. Les tarifs douaniers sont prohibitifs à l'égard des étrangers, et le commerce étranger est lui-même nationalisé.

L'Instruction primaire est gratuite, obligatoire et communale ; l'Enseignement secondaire et l'Enseignement supérieur restent à l'Etat. Le principe de la liberté de conscience est proclamé, ainsi que la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

L'Armée permanente est remplacée par la Nation armée. Les juges sont élus, la justice est unique, publique et indépendante.

Le succès de la Révolution ne dépend pas du pouvoir central, mais des organisations locales de travailleurs ; le Gouvernement provisoire doit faire place aux soviets des députés ouvriers, paysans et soldats, et à une République travailliste.

Quant à la guerre actuelle, les Maximalistes ne sont pas plus pour les Gouvernements bourgeois et féodaux de la Coalition Germanique, avec lesquels ils ne désirent pas faire une paix séparée, que pour les Gouvernements bourgeois des pays alliés et neutres. Les Maximalistes veulent une paix sans annexions, ni contributions, le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes et la création d'une fédération d'Etats travaillistes libres en Europe.

L'Union des socialismes révolutionnaires maximalistes, dont je viens de résumer les principes, s'est formée, en 1905 et en 1906, de dissidents du premier Congrès social-révolutionnaire. Le fondateur de l'Union a été Sokolov qui a pris part à l'attentat contre Stolypine. Sokolov a été condamné par la Cour martiale et exécuté en décembre 1906. Parmi

les théoriciens du parti, on peut citer : Svetlov, Nestroiev, Rivkine, etc. L'Union se compose de « social-révolutionnaires jeunes », de « terroristes agraires » et d'autres éléments extrêmes du parti révolutionnaire social.

En 1907, l'activité des Maximalistes a été enrayée à la suite des exécutions de Sokolov, Masourina, Vinogradov et Klimova, dues aux manœuvres de provocation de Ryss. Actuellement les maximalistes sont largement représentés aux soviets des députés ouvriers, paysans et soldats.

L'Union avait en 1905 des recueils de propagande : « Les Principes de la Théorie Travailleuse », « La Volonté du Travail » (Volia trouda), etc. Actuellement les organes du parti sont « la République Travailleuse » de Péetrograd et Cronstadt sous la direction de Ivérine, Garbine, etc.

SOCIALISTES MARXISTES

Parti Social-démocrate ouvrier de Russie.
— Le parti comprend cinq groupes : le Groupe Iedinstvo, les Menchéviks défensistes

purs et révolutionnaires, les Menchéviks internationalistes, les Socialistes démocrates internationalistes fédérés et les Bolcheviks léninistes communistes.

La devise du parti est : « Prolétaires de tous pays, unissez vous ».

Le Marxisme en Russie. — Le premier socialiste Marxiste russe a été Plekhanov, auteur des deux ouvrages suivants, qu'il a publiés à l'Étranger : « Le Socialisme et la lutte politique », « Nos Dissentiments ». Plekhanov a fondé en 1893 à Genève avec la collaboration de Vera Sassoulitch et L. Deutsch le groupe : « L'Émancipation du Travail ».

C'est en 1890 que le Marxisme fait son apparition dans la littérature politique russe. Beltov (Plekhanov) fait paraître une série de publications : les « Considérations sur l'Histoire » et P. Struve publie ses « Esquisses critiques ». Mais ce n'est qu'en 1898 que le groupe social ouvrier démocrate de Russie se constitue au premier Congrès de Minsk. — En 1903, au deuxième Congrès,

le parti arrête son programme et une première scission se produit entre Bolcheviks et Mencheviks, c'est-à-dire entre les partisans du maximum (maximalistes) des revendications sociales et les partisans d'un minimum de ces revendications. En 1905, les deux fractions du parti fusionnent au Congrès de Stockholm, et en 1907 au Congrès de Londres une autre scission se produit. En 1911 une nouvelle organisation de deux fractions nettement indépendantes est faite, chaque fraction a son Comité Central et son Comité d'Organisation.

Les cinq groupes du parti. — C'est après 1911 que les cinq groupes sus visés, social-démocrates ouvriers de Russie se sont formés.

1° Le Groupe Iedinstvo orthodoxe, dirigé par Plekhanov et Deutsch ;

2° Les Menchéviks défensistes subdivisés en purs défensistes, ayant à leur tête Potressov et Maslov ; et les défensistes révolutionnaires avec Dan, Bogdanof et Tchkéidze ;

3° Les Mencheviks internationalistes grou-

pés autour de Martov, Akselrod, Martynov ;

4° Les Socialistes démocrates internationalistes fédérés avec Trotzky, Lounatcharsky et Nazarov ;

5° Les Bolcheviks léninistes communistes ayant à leur tête Lénine, Zinoviev, Kamenev et M^{me} Kollontay.

Les 19 et 25 août 1916 a eu lieu à Pétrograd un Congrès de la Fédération du parti, auquel ont pris part les Mencheviks-défensistes, les Mencheviks internationalistes et les social-démocrates internationalistes fédérés. Les défensistes ont eu la majorité et un nouveau Comité a été élu, dont l'organe a été la « Rabotchaia Gazeta » (Journal des Ouvriers). Mais par la suite, les défensistes, en grande partie, ont fusionné avec les Bolcheviks.

Les organes de la Presse Marxiste étaient assez nombreux : Le « Iedinstvo », rédacteur en chef Plekhanov ; la « Rabotchaia Gazeta » déjà citée, rédigée par Tcherevanine et Goldman ; le « Dieu » (le jour) ; la Revue « Dielo » (affaires) rédigée par Potressov, Saslavsky et Maslov, organe des défensistes purs ; la

feuille volante des mencheviks internationalistes avec Martov comme rédacteur en Chef ; l' « International » rédigé par Larine ; l' « Iskra » (étincelle) ; la Revue « Vperiod » (en avant), dont les rédacteurs en chef sont Trotzky et Lounatcharsky ; la « Novaia Jizn » (vie nouvelle), rédigé par Gorky et N. Soukhanov ; la Revue (annales) rédigée également par Gorky ; la « Pravda » (vérité) ; la « Soldatskaia Pravda » (vérité du soldat) ; l' « Okopnaia Pravda (la vérité dans la tranchée) ; « Rabotchy i soldat » (ouvrier et soldat) ; « Proletary » ; « le Rabotchy (l'ouvrier) rédigé par Lénine, Zinoviev, Kamenev et M^{me} Kollontay ; le « Rabotchy Pouti » (chemin de l'ouvrier), etc., etc.

Principes Économiques. — Les Principes Généraux du parti social-démocrate ouvrier de Russie sont ceux de Marx et d'Engels, mais interprétés à la Russe. Je laisse donc aux interprètes la responsabilité des hérésies qu'ils ont pu commettre.

Pour les quatre premiers groupes du parti,

les rapports sociaux et économiques sont réglés par les lois historiques qui conduisent fatalement à l'établissement du régime socialiste. Le régime économique actuel porte en lui-même le germe mortel d'une contradiction fondamentale : La Production collective qui s'oppose à la Propriété Individuelle. Cette contradiction fondamentale en engendre d'autres qui condamnent irrémédiablement le système Capitaliste :

1° Le producteur est privé des moyens de production ;

2° La production collective n'est pas organisée, tandis que la propriété individuelle possède une forte organisation ;

3° En dépit de périodes, de crises de surproduction, le paupérisme subsiste ;

4° Le capitaliste peut s'approprier tous les produits de la surproduction, tandis que le travailleur ne peut disposer que d'un seul bien : son travail.

5° Le prolétariat s'accroît chaque jour en nombre et voit chaque jour diminuer sa part dans les revenus nationaux. En effet, au fur

et à mesure de la concentration de la Grande Industrie entre les mains d'un groupe de plus en plus restreint de Capitalistes, le nombre des prolétaires s'accroît et l'abîme se creuse entre eux et le petit nombre des détenteurs du Capital. Les prolétaires plus puissants en nombre doivent donc s'emparer du pouvoir et créer la dictature du Prolétariat pour reconquérir le capital et les moyens de production sur la minorité qui les détient; d'où suppression des Capitalistes, émancipation universelle et suppression de la distinction des classes.

Pour le 5^e groupe du parti social-démocrate ouvrier de Russie, c'est-à-dire pour les bolcheviks léninistes communistes, la Révolution de février 1917 n'a eu qu'un résultat politique : la transmission du pouvoir à la Classe bourgeoise. Maintenant la Révolution doit devenir sociale; nous nous trouvons en présence d'organisations prolétariennes et d'un nouveau régime de liberté, qui doivent opérer la transmission des pouvoirs bourgeois aux soviets des soldats, ouvriers, paysans. Ceux-ci liquideront la guerre impérialiste des Capita-

listes et procéderont à la confiscation des propriétés privées au profit des travailleurs, à la nationalisation des banques et à la socialisation des moyens de production pour établir par la dictature prolétarienne un juste régime d'économie communiste.

Chacun des cinq groupes du parti a sa TACTIQUE PARTICULIÈRE :

Le groupe Iedinstvo. — L'organisation bourgeoise et capitaliste actuelle de la Société ne permet pas à la Révolution politique Russe de se transformer en une Révolution sociale. Une tentative de ce genre entraînerait une contre-révolution et une restauration. Le Pro-létariat doit se borner pour le moment à créer une République démocratique, à préparer les réformes agraires et les réformes ouvrières. Il ne doit pas creuser davantage l'abîme qui le sépare déjà des autres classes sociales, mais il doit au contraire multiplier les points de contact pour gagner du temps et assurer le succès.

Mencheviks défensistes — C'est à peu près la tactique du groupe Iedinstvo : le Prolétariat doit s'efforcer d'obtenir toutes les améliorations possibles du sort des travailleurs, et lutter pour le maintien des libertés publiques qui viennent d'être conquises. Il faut assurer et garantir les droits de souveraineté du peuple et préparer l'avènement prochain du socialisme. Mais, tout en gardant le contact avec les autres classes également intéressées à la démocratisation du régime social, les Mencheviks défensistes prétendent se placer à la tête de la démocratie révolutionnaire et garder à leur parti une indépendance absolue dans toutes ses manifestations et déclarations.

Mencheviks Internationalistes. — La guerre universelle provoquée par les Impérialismes Capitalistes a fait ressortir et a rendu plus évidentes les contradictions et les oppositions fondamentales du régime social actuel. Elle a réalisé les conditions les plus favorables au développement et à l'extension dans le monde entier du mouvement révolutionnaire. C'est

une ère nouvelle qui s'ouvre dans l'histoire des peuples et qui doit aboutir à la dictature du Prolétariat et au triomphe du Socialisme. La Révolution russe n'est qu'une première étape du mouvement social universel déterminé par la Guerre; ses conséquences seront le réveil et la mobilisation des forces révolutionnaires dans le monde entier. Pour déclancher la Révolution en Occident et pour réaliser la démocratie complète de la Russie, il faut que la Révolution russe tue la Guerre. Le Prolétariat russe doit donc s'unir et s'organiser pour exécuter le programme Zimmerwaldien; il doit assurer sa complète indépendance de parti et se mettre à l'avant-garde de la révolution démocratique universelle.

Social-démocrates internationalistes fédérés. — Les Social-démocrates internationalistes fédérés ont adopté la même tactique que les Mencheviks internationalistes, mais ils insistent sur l'organisation particulière de leur parti en une « Révolutionnaire des Masses laborieuses et du Prolétariat Universel ».

Bolcheviks léninistes communistes. — Le pouvoir en Russie doit appartenir aux soviets des députés ouvriers, paysans et soldats au nom du Prolétariat socialiste révolutionnaire. Il faut créer dans tous les pays un front du prolétariat à opposer au front des bourgeois et combattre également tous les partis socialistes révolutionnaires suspects de mollesse et de timidité, tous les petits bourgeois et tous les mencheviks.

Au point de vue de la GUERRÉ ACTUELLE, chacun des cinq groupes du parti social-démocrate ouvrier de Russie observe également une attitude différente :

Le Groupe Iedinstvo. — La guerre actuelle a pour but de défendre contre les attentats des Empires Centraux la liberté et l'indépendance économique des peuples. Elle est l'expression de la lutte contre la dernière citadelle de la réaction et de l'autocratie en Europe. Le Prolétariat de Russie, uni aux démocraties européennes contre les Empires de proie, réalise par la guerre les vœux les

plus ardents de l'Internationale, en sauvant les conquêtes de la Révolution Russe et en protégeant les intérêts et les droits du prolétariat dans le monde entier.

Le groupe Iedinstvo n'était pas partisan de la Conférence de Stockholm; le projet de cette conférence lui paraissait de nature à créer et à entretenir des illusions dans la classe ouvrière, à diminuer son énergie pour la défense du pays. Le rétablissement des forces de l'« Internationale » n'est d'ailleurs plus possible qu'après la guerre, parce que la social-démocratie des Empires Centraux a trahi ses espérances.

Mencheviks défensistes. — Le Groupe approuvait le principe de la Conférence de Stockholm; il considérait la réunion de cette Conférence, comme une étape vers la paix internationale. Mais il considérait aussi comme nécessaire la défense des conquêtes de la Révolution russe contre les attentats de l'impérialisme allemand. La défaite militaire de la Russie devait être aux yeux des Mencheviks

défensistes la cause des malheurs irréparables pour la cause de la Démocratie et du Prolétariat et une menace terrible pour la Révolution russe. Aussi sont-ils partisans d'une énergique défense contre l'invasion allemande, tout en préconisant une action non moins énergique pour la préparation de la paix internationale à la Conférence de Stockholm.

Mencheviks défensistes internationalistes et social-démocrates internationalistes fédérés.

— Ces deux groupes se sont prononcés en faveur d'un armistice immédiat et les fédérés, particulièrement, ont réclamé l'organisation de la fraternisation consciente sur tous les fronts. Les deux groupes ont demandé la préparation à la Conférence de Stockholm d'une paix sans annexions ni contributions, avec le droit pour les peuples de disposer d'eux-mêmes. Mais ils ont repoussé toute idée de paix séparée avec l'Allemagne, qui conduirait la Russie à l'esclavage et à la dégradation. Ils ont également repoussé toute idée de traités secrets avec les Puissances de l'Entente.

Les internationalistes et les fédérés combattent le Nationalisme chauvin, mais ils sont partisans d'une défense énergique des conquêtes de la Révolution contre les périls intérieurs et extérieurs. La démocratie doit s'unir et s'organiser pour la défense du pays; mais en même temps « l'internationale » doit lutter pour la paix prochaine.

Vers ce double but, défenseistes internationalistes et fédérés consentaient à soutenir le Gouvernement provisoire de la Russie; ils ne repoussaient pas les éléments bourgeois capables de comprendre et d'appliquer le programme du 8 juillet 1918, de liquider rapidement la guerre et de doter la Russie d'une Assemblée Constituante élue par le Peuple souverain.

Le parti était autorisé à envoyer des représentants au Gouvernement Provisoire avec mandat impératif de réaliser sans retard une politique énergique, révolutionnaire démocratique (décision du Congrès de fédération des 9-18 août 1917).

Bolchevicks léninistes communistes. —

Principaux représentants : Lénine (Oulianov), disciple de Bakounine, propagateur de la Commune internationaliste à outrance.

Zinoview (Apfelbaum-Radomyslsky), Trotzky (Bronstein), Lounatcharsky, Kaménev (Rosenfeld), Mouranov, Steklov (Nakhamkés), Soukhanov (Guimmer), Miechkovsky (Goldenberg), Gorev (Goldman), Tchernomazov, Miller, Pétrovsky, Badaev, Chagov, Samoilov, Naguine, Lare (Lourier), M^{me} Kollontay, Fédorov, Ganetsky (Furstenberg), sa sœur M^{me} Soumenson, M^{me} Angélique Balanova, Kharitonov, Bogdadiev, Démian, Bédny, Zourabov, Porrositch, Kozlovsky, Parovsky, Riazanov, Naoustov, Romanov et Briandinsky.

Programme : « A bas la contre-révolution ; à bas la 4^e Douma ; à bas les ministres-capitalistes ; à bas les points antidémocratiques de la déclaration des droits du soldat. Tout le pouvoir au Conseil des Députés ouvriers et soldats ; contrôle des ouvriers sur l'industrie ; publication immédiate des conditions de paix.

A bas le désarmement des ouvriers; à bas la politique d'offensive. »

La Guerre capitaliste et impérialiste ne présente aucun intérêt pour le Prolétariat qui en pâtit; le seul moyen de la liquider rapidement est d'assurer la remise du pouvoir dans tous les pays au Prolétariat international. Seules les classes les plus pauvres présentent toutes garanties contre les capitalistes et ne sont pas suspectes de compromissions. Seules elles peuvent utilement contribuer à l'extension de la Révolution internationale contre la Guerre et contre l'esclavage Capitaliste. Aussi doivent-elles fraterniser rapidement et consciemment sur tous les fronts.

Pas d'entente possible avec les Socialistes-patriotes; création d'une troisième internationale composée de socialistes révolutionnaires internationalistes, groupés pour la réalisation du programme Zimmervaldien.

Les programmes des cinq groupes. — En ce qui concerne l'armée après la Guerre, les

cinq groupes du parti social démocrate ouvrier de Russie sont pour la suppression de l'armée permanente et pour son remplacement par la Nation armée en milice nationale, avec maintien des salaires pour les ouvriers pendant les périodes d'instruction.

La Justice est unique, publique et égale pour tous ; les juges sont élus, la procédure est gratuite. Les fonctionnaires sont responsables devant les tribunaux civils de leur administration et de leur gestion. L'Instruction est générale et professionnelle, obligatoire et gratuite jusqu'à l'âge de seize ans. L'École est complètement démocratisée et séparée de l'Église comme l'État lui-même.

La liberté de conscience est proclamée, celle des unions religieuses également. Les Léninistes mettent l'entretien des élèves dans les Écoles à la charge de l'État, les professeurs sont élus.

Les Peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes et les minorités nationales sont appelées à suivre le libre développement de toutes leurs facultés vitales dans tous les domaines, poli-

tique, économique, etc., et suivant leurs traditions et leurs aspirations. Les Léninistes Communistes réclament l'autonomie locale et nationale jusqu'au séparatisme inclusivement.

Les cinq groupes du parti social démocrate ouvrier de Russie sont presque tous d'accord sur les questions agraire et ouvrière :

Ils adoptent la journée de 8 heures avec réduction de la durée du travail dans les industries insalubres et dangereuses; 42 heures de repos hebdomadaire; la suppression des heures supplémentaires et des travaux de nuit; l'interdiction du travail dans les usines pour les mineurs de 16 ans et la journée de 6 heures pour les jeunes gens de 16 à 18 ans; l'interdiction du travail des femmes dans les établissements insalubres ou dangereux.

Les assurances ouvrières sont payées sur le produit d'un impôt spécial sur le Capital; la protection du travail et des travailleurs est organisée par la loi avec sanctions pénales; les Inspecteurs sont élus par les Comités ouvriers des industries. Les salaires sont payés par semaine échue, sans aucune réduction ni

diminution possible. Des juridictions professionnelles sont instituées avec représentation égale du Capital et du Travail ; les bourses du travail sont organisées ; l'assistance médicale est gratuite et les organisations locales autonomes sont chargées de la surveillance des loyers et des entreprises, au point de vue sanitaire. Les femmes en couches sont dispensées de tout travail 4 semaines avant l'accouchement et 6 semaines après les relevailles, elles conservent leur droit au salaire.

En ce qui concerne la question agraire, le groupe Iedinstvo et les Léninistes communistes préconisent des solutions un peu différentes de celles qui sont proposées par les trois autres groupes :

Le groupe Iedinstvo se prononce pour la confiscation de toutes les grandes propriétés, mais pour le maintien de la petite propriété. Le droit de disposer des grandes propriétés est transféré aux organisations autonomes locales démocratiques. Le sous-sol, les forêts, les eaux et le tréfonds sont nationalisés ; toutes les questions agraires sont réglées pro-

visoirement par les Comités agraires locaux, en attendant la sanction de l'Assemblée Nationale Constituante.

Les Mencheviks défensistes, les internationalistes et les fédérés sont pour l'expropriation pure et simple des terres des Églises, monastères et des propriétés privées dépassant une certaine superficie. Les charges et dettes attachées à ces terres passent au compte de l'État et sont amorties par le produit d'un impôt spécial sur le Capital. Un fonds national est en outre constitué au moyen des terres des apanages et du Cabinet impérial. Les terres communales et les propriétés privées de superficie réglementaire ne sont pas confisquées, mais elles ne peuvent être aliénées que par l'État ou par les organisations autonomes locales. Le sous-sol, les forêts, et le fonds destiné à l'Émigration demeurent à la disposition de l'État. Les organisations régionales disposent des terres régionales, règlent le mode d'exploitation et l'agencement des plantations.

Quant aux Léninistes communistes, ils ré-

clament la confiscation immédiate de toutes les propriétés privées, apanages, terres des Eglises et des Monastères, etc., par les soviets des députés ouvriers, paysans et soldats. L'État seul a droit de propriété sur la terre; les organisations démocratiques locales peuvent en disposer sous son contrôle. Les exploitations sont collectives et sous forme de grandes cultures.

Sur la forme du Gouvernement et sur les attributions des soviets, il y a également des différences d'opinion entre les cinq groupes du parti.

Le Groupe Iedinstvo soutiendrait un gouvernement provisoire, issu à la fois des partis bourgeois et des partis révolutionnaires, agissant pour la réalisation et la mise en pratique des libertés politiques conquises par la Révolution et partisan de la convocation de l'Assemblée Constituante.

Le contrôle des actes du Gouvernement sera mieux assuré, en autorisant les représentants du Prolétariat à faire partie d'un Cabinet. Les

masses doivent être organisées, l'armée doit être démocratisée.

Les mencheviks défensistes et les internationalistes admettent également un gouvernement composé d'éléments bourgeois et révolutionnaires, pourvu que les partis bourgeois représentés se montrent intéressés à la conservation et au maintien des conquêtes révolutionnaires. Ils réclament aussi la convocation de l'Assemblée Constituante; mais ils sont partisans résolus des soviets qui sont les organes autonomes des grandes masses de la démocratie révolutionnaire. Par les soviets, le peuple assure la garantie de l'indépendance de la classe ouvrière; il faut que les Ministres socialistes soient responsables devant les soviets et devant le parti socialiste.

Les social-démocrates internationalistes fédérés ne reconnaissent que les soviets comme forme possible du pouvoir révolutionnaire populaire. L'égoïsme bourgeois doit être révélé et un changement radical dans la tactique du groupe doit amener la suppression de toute politique de conciliation et la

rénovation de la composition des soviets, qui doivent s'emparer intégralement du pouvoir.

Les Léninistes communistes vont plus loin ; il faut jeter à bas tout gouvernement provisoire contre-révolutionnaire ou socialiste patriote, rompre toutes relations avec les autres groupes, même les internationalistes fédérés qui forment la majorité des soviets, mais qui ont été circonvenus par les partis bourgeois impérialistes.

Il faut arriver à la Dictature du Prolétariat ouvrier et paysan en vue de l'organisation d'une République Prolétarienne et de l'établissement définitif du régime Socialisme révolutionnaire.

Cette République démocratique ouvrière et paysanne n'aura ni police, ni armée permanente, ni Président. Une chambre unique élue pour deux années, députés payés et révocables à tout moment par décision de la majorité de leurs électeurs. Les élections sont faites au suffrage universel, direct, égal et secret avec représentation proportionnelle.

Les régions, les localités et les nationalités sont dotées d'institutions largement autonomes.

Les mêmes principes de gouvernement sont adoptés par les quatre autres groupes, qui cependant ne suppriment ni la police, ni l'armée permanente et qui ne demandent pas que les députés soient révocables *ad nutum*. Les quatre premiers groupes demandent d'ailleurs la suppression de tout l'ancien régime financier, l'abolition de tous les impôts indirects et leur remplacement par l'impôt progressif sur le revenu, sur les successions et sur les bénéfices de guerre et par un impôt extraordinaire d'expropriation sur les biens immobiliers.

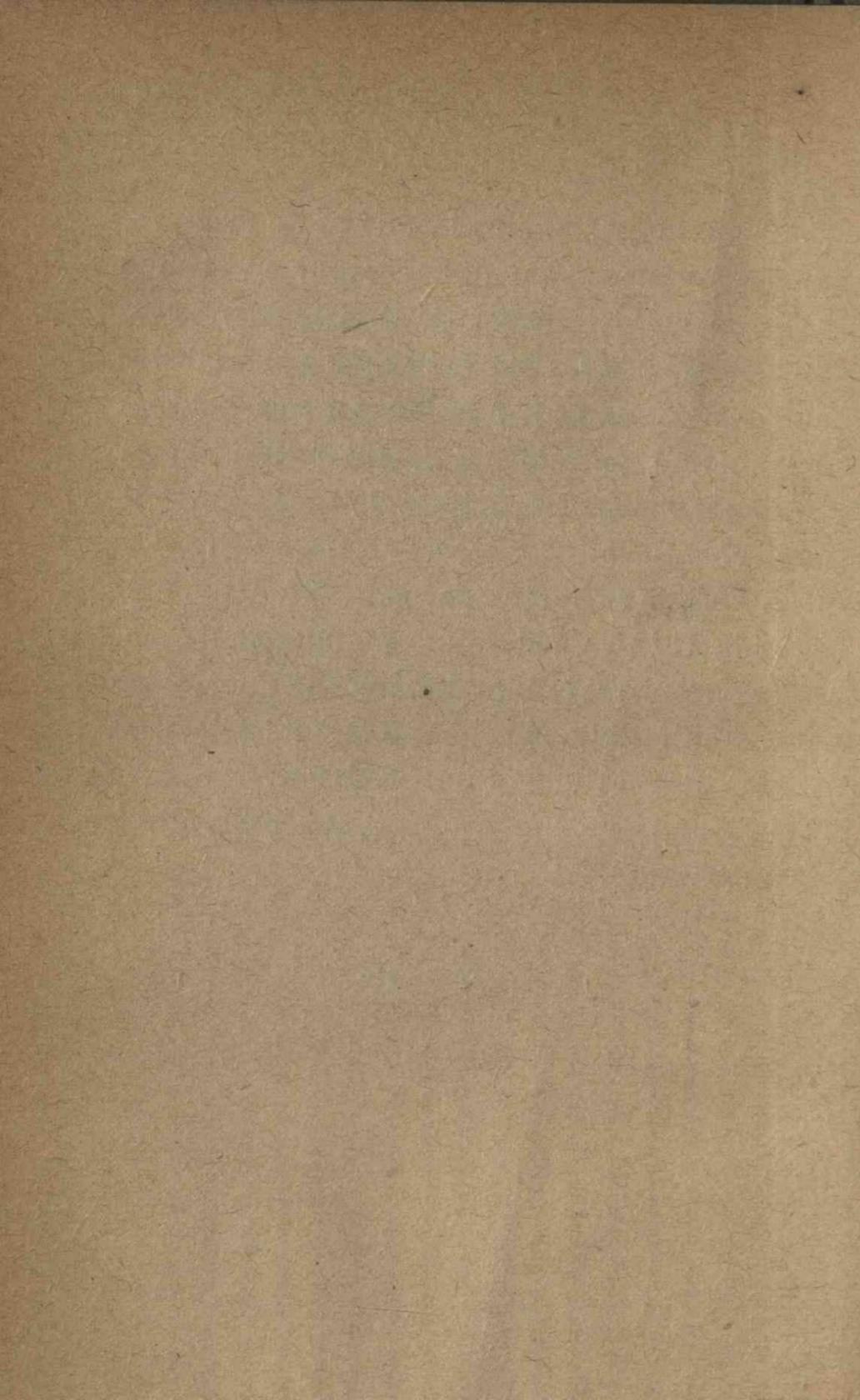
Les Léninistes communistes exigent en outre le contrôle de la production et de la répartition des richesses économiques, la nationalisation des banques et des syndicats financiers.

L'organisation du parti social-démocrate ouvrier de Russie se compose d'un Comité central élu au Congrès panrusse, de Comités

de rayons, de Comités locaux et de groupes. Les directions sont données par le Comité Central et le Congrès panrusse, d'après les principes élaborés par les Congrès socialistes internationaux et par le bureau socialiste international permanent composé des représentants de tous les partis socialistes du monde entier.

A côté de ce bureau permanent fonctionnait depuis 1915 la fédération Zimmervaldienne, qui poursuivait la liquidation de la guerre par des manifestations organisées du Prolétariat international contre l'Impérialisme.

Les cinq groupes du parti sont représentés à la Fédération.

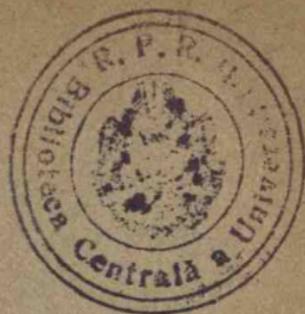


III^e PARTIE

QUELQUES ÉLECTIONS

PROGRAMMES

LE SÉPARATISME



III^e PARTIE

QUELQUES ÉLECTIONS

PROGRAMMES

LE SÉPARATISME

Avant de suivre l'évolution du Bolchevisme vers l'anarchie et la Terreur, je voudrais donner quelques exemples des manifestations de la vie et de l'activité des partis politiques que je viens de passer en revue.

Quelques Elections.

Tout d'abord voyons les résultats de quelques élections : Les divers partis politiques

ont manifesté leur activité pendant la Révolution au sein de divers conseils et comités qui se sont arrogé, tous, des pouvoirs, législatif, exécutif et de contrôle :

1° *Le Conseil des députés ouvriers et soldats de Petrograd*, dès le début, figura comme un second gouvernement, à côté du Gouvernement Provisoire de la Russie. Les réclamations, les protestations des autres conseils des D. O. et S. des provinces l'obligèrent à restreindre ses prétentions et à agir de concert avec les ouvriers et soldats de toutes les régions du pays. Le Conseil devint ainsi le *Congrès Général des D. O. S.*, organe officiel : « *Isvéstia Soviéta Rabotchikh Soldatskikh Députatov* ».

Il comprenait environ 1.090 délégués, dont 882 votants et 268 voix consultatives seulement, se répartissant de la manière suivante :

- 285 Socialistes révolutionnaires ;
- 248 Marxistes Minimalistes ;
- 105 Marxistes Maximalistes ;
- 73 Socialistes divers ;

- 482 Internationalistes ;
- 10 Marxistes unifiés ;
- 10 Boundistes (prolétaires juifs minimalistes) ;
- 3 Marxistes du groupe « Edinstvo » ;
- 3 Socialistes populistes ;
- 5 Travailleurs ;
- 1 Communiste.

Président : Tchkhéidzé, ancien leader du parti social-démocrate de la Douma.

Vice-Présidents : Skobélev et Kerenski.

2° *Le Conseil des Députés Paysans.* Ce Conseil a eu son organisation spéciale : organe officiel : « Izvéstia Krestianskikh Députatov ». Président : Avxentiev. Le Conseil des Députés Paysans de la Russie a formé avec le Congrès Général des Députés, Ouvriers et Soldats le Conseil National des Députés Ouvriers et Soldats et du Comité Exécutif du Conseil des Députés Paysans.

3° *Comités militaires :* Congrès général des troupes cosaques de la Russie, Union des

invalides, Union des prisonniers de guerre, Union de l'exemple personnel, Bataillon de la Mort, Comité militaire féminin.

Les premières consultations et les épreuves électorales n'ont permis qu'une statistique tout à fait imparfaite : Il n'y a eu en effet jusqu'aux 14/27 août 1917, depuis les premières journées de la Révolution, que des élections municipales : 1° pour toute la Russie, dans les villes de gouvernements et les villes de districts ; 2° à Pétrograd, dans les Conseils de quartiers ou Doumas de rayons.

Élections municipales générales :

Villes de gouvernements		Villes de districts
Bloc socialiste.....	626	1.360
Social.-révolut.....	299	426
R.-Démocr.....	232	
Sans parti.....	191	2.851
Bolchewiks.....	112	70
Menchewiks.....	105	338
Groupe national.....	61	327
Elus.....	<u>1.626</u>	<u>5.372</u>

Il résulte de ces chiffres que 52,1 % des

électeurs ont pris part au vote. Les mencheviks ont fait souvent bloc avec les socialistes-révolutionnaires et le « bound » israélite. Ils ont donc obtenu en réalité un peu plus de place que ce qui est indiqué. Tous ces chiffres sont d'ailleurs très sujets à caution. Il en est de même pour les chiffres ci-dessous que nous donnons pour Kiev et Noworossirsk à titre de simples indications et d'exemples :

Kiew

Bloc socialiste	44	Bloc démocratique	5
Soc.-Ouvrier	25	Juifs	5
Bloc russe	18	Bloc socialiste israélite	3
Révol.-Démocrate	10	— polonais	1
Maximaliste	7	Socialiste ouvrier fédé-	
Polonais	6	raliste	1

Novorossirsk

Bloc des socialistes-révolutionnaires et des
socialistes-démocrates minimalistes 63 sièges
Constitutionnels-Démocrates 6 —
Le tout sur 81 sièges.

*Élections aux Conseils de Quartiers (Dou-
mas de rayons) de Pétrograd 27/29 mai 1917,*

684 conseillers à élire.

671.412 suffrages exprimés :

Bloc socialiste, comprenant :

Soc. dém. minimalistes	}	389.981 voix, pour 372 sièges de con- seillers.
Soc révol. populistes		
Travailleurs		

Les cadets — parti de la Li- berté du Peuple.....	}	152.286 voix, pour 157 sièges de con- seillers.

Majoritaires — Groupe Lénine.	}	117.755 voix, pour 106 sièges de con- seillers.

Soviet	53 %	des voix
Const.-Dém.....	24 %	—
Majoritaires.....	17 %	—
Groupes divers.....	6 %	—

Le quartier de Wiborg, très maximaliste, a donné les chiffres suivants :

Maximalistes	34.300	voix
Soviet.....	19.701	—
K.-D.....	4.071	—
Socialistes modérés	867	—

Les Gouvernements provisoires.

Voici maintenant les quatre Gouvernements Provisoires qui se sont succédé de-

puis le mois de février jusqu'à la Conférence de Moscou du mois d'août 1917.

Mars à Mai 1 ^{er} gouverne- ment	Mai à Juillet 2 ^{me} gouverne- ment	11 au 26 Juill. 3 ^{me} gouverne- ment	Depuis le 26 Juillet	
			4 ^{me} gouver- nement	Ministères
Prince Lvov	Prince Lvov	Kérensky Nekrassov	Kérensky	<i>Présid. du Cons. Vice-Prés. *</i>
Prince Lvov Milioukov Kérensky Nekrassov	Prince Lvov Téretchenko Pérewerzew Nekrassov	Tzéretelli Téretchenko Efrémov	Avxentiev Térechenko Zaroudny Yourénev	<i>Min. Intérieur Aff. étrangères Justice Voies de Com- munication</i>
Konovalov Manouilov	Konovalov Manouilov Péchékhnov	Péchékhnov	Prokopovitch Oldenbourg Péchékhnov	<i>Comm. et Ind. Instruc. Publ. Approvision.</i>
Coutchkov	Kérensky	Kérensky	Kérensky	<i>Guerre Marine</i>
Chingarev Téretchenko Godnev	Tchernov Chingarev Godnev	Tchernov Godnev	Tchernov Nekrassov Kokochkine	<i>Agriculture Finances Contrôle de l'É- tat</i>
Lvov	Lvov Skobélev Pr. Chakhovskoi Tzéretelli	Lvov Skobélev Tzéretelli	Kartachev Skobélev Efrémov Nikitine	<i>St-Synode (M. Cultes) Travail Prévoy. sociale Postes et Tél.</i>

Programme des trois premiers gouvernements provisoires.

I. PROGRAMME DU 27 MARS 1917.

Le Gouvernement Provisoire ayant examiné la situation militaire de la Russie, a décidé, conscient de son devoir envers le pays, de

dire au peuple toute la vérité. L'ancien régime déchu a ruiné l'œuvre de la défense nationale ; sa criminelle inertie, comme ses actes déplorables ont dilapidé les finances et les approvisionnements de l'Etat, et détruit ses communications. L'armée est dépourvue de tout, notre vie économique est brisée.

Le Gouvernement Provisoire, comptant sur l'aide de toute la population, est décidé à tous les sacrifices pour réparer les funestes conséquences des errements passés. L'heure presse. Pendant ces deux années et demie de guerre, le sang des enfants de la Russie a été prodigué sans mesure et cependant le pays reste exposé aux coups de son dangereux ennemi, qui s'est emparé de territoires entiers et qui, dès l'aurore des nouvelles libertés, nous menace de nouvelles offensives. Préserver nos biens, débarrasser le pays de la souillure ennemie — voilà les premières tâches inéluctables qui s'imposent à nos guerriers.

Il appartiendra au peuple de décider avec les alliés des buts et de la fin de la guerre ;

mais en ce qui concerne le Gouvernement Provisoire, il tient à déclarer dès à présent que la Russie libre ne vise pas à l'hégémonie sur les autres nations, qu'elle n'a pas le désir de poursuivre à leurs dépens des agrandissements de territoires. La Russie libre veut une paix définitive sur des bases sûres, librement établies par les peuples eux-mêmes.

Le peuple russe ne poursuit pas de conquêtes, il ne veut ni l'asservissement, ni l'humiliation des autres peuples, bien au contraire : déjà, au nom des principes supérieurs de la liberté, il a libéré la Pologne, mais ce que le peuple russe ne saurait admettre, c'est que la Grande Patrie sorte de la lutte humiliée et mutilée.

Tels sont les principes que le Gouvernement Provisoire, au nom de la volonté du peuple, au nom du droit de la Russie et au nom de la fidélité due à nos alliés, a placés à la base de sa politique extérieure.

Le Gouvernement Provisoire de la Russie libre a le devoir de dire au peuple toute la vérité. *La Patrie est en danger.* L'union de

toutes les énergies est nécessaire pour la sauver. Ni désespoir, ni découragement, ni faiblesse! Que l'élan unanime de tous affermis la Souveraineté du Peuple — elle nous donnera de nouvelles forces, elle nous conduira au salut. Aux heures des rudes épreuves, tout le pays rassemble ses forces pour sauver la liberté et la Russie.

Le Gouvernement Provisoire, fidèle à son serment de servir le peuple, possède la conviction profonde et ferme qu'avec l'aide de tous et de chacun, il pourra remplir son devoir envers le pays jusqu'au bout.

Ministre-président, Prince Lvov.

2. PROGRAMME DU 6 MAI.

Le Gouvernement Provisoire, complété et renforcé par l'adjonction de nouveaux représentants de la démocratie révolutionnaire, déclare qu'il est prêt à agir sous l'unique inspiration des principes de liberté, d'égalité et de fraternité, createurs de la grande Révolution Russe. Voici maintenant les grandes lignes de son programme politique :

1^{er} point. — Politique extérieure. Pas de paix séparée.

Paix générale, la plus prochaine possible, paix sans annexions ni contributions, droit des peuples de disposer librement d'eux-mêmes.

L'abolition de l'ancien régime et l'apparition d'un idéal démocratique dans la politique étrangère et dans la politique intérieure du pays, garantissent aux démocraties alliées que la Russie sera pour elles un collaborateur ferme et sûr pour l'œuvre de la paix et de la fraternité entre tous les peuples. Le Gouvernement Provisoire va commencer les pourparlers avec ses alliés dans les conditions indiquées par le programme gouvernemental du 27 mars dernier.

2^o point. — Il est évident que la défaite de la Russie et de ses alliés aura non seulement pour conséquences les plus graves désastres pour tous les peuples, mais qu'elle rendra aussi impossible la paix définitive sur les bases qui viennent d'être indiquées. Le Gou-

vernement Provisoire a la conviction que l'armée révolutionnaire russe ne laissera jamais l'armée allemande triompher à l'Occident, pour lui permettre de se retourner ensuite avec toutes ses forces vers notre front. Le Gouvernement Provisoire s'est tracé en première ligne de son programme : la démocratisation de l'armée, sa réorganisation et son renforcement pour l'offensive.

3° *point.* — Le Gouvernement Provisoire est décidé à mettre un terme à la décomposition économique du pays. Il placera les services de transport et de répartition des produits sous un contrôle plus sévère de l'État et, en cas de nécessité, il organisera lui-même la production.

4° *point.* — Des mesures seront prises et énergiquement appliquées pour la défense du travail.

5° *point.* — Le Gouvernement Provisoire laissera à l'Assemblée Constituante le soin de décider de la question de la transmission de

la terre aux paysans, mais il prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer au pays la quantité de pain indispensable à sa consommation. De même le Gouvernement Provisoire réglera l'utilisation, l'emploi et l'usage de la terre au mieux des intérêts de la classe paysanne.

6° *point.* — Le G. P. organisera le régime financier sur les bases démocratiques, en augmentant les taxes payées par les classes aisées : impôt sur le revenu, impôt sur les successions, impôt sur les bénéfices de guerre, etc., etc.

7° *point.* — Les organisations relatives aux autonomies locales seront développées dans la plus large mesure possible.

8° *point.* — Le G. P. fera le nécessaire pour la plus prochaine convocation possible de l'Assemblée Constituante.

Pour l'exécution utile de ces divers points de son programme, le Gouvernement Provisoire réclame la confiance pleine et entière du

peuple révolutionnaire. Il demande plein pouvoir pour l'organisation de la victoire et pour achever l'œuvre de la Révolution. Le Gouvernement Provisoire adresse à tous les citoyens un appel décisif pour que le pouvoir ne soit pas émietté. Au nom du salut de la Patrie, il prendra les mesures les plus énergiques contre tous les essais de contre-révolution; il réprimera avec la même énergie les violences illégales et les tentatives anarchiques qui ruinent le pays et qui préparent la contre-révolution. Tous ceux qui ont à cœur la liberté de la Russie, le soutiendront. Il en a l'intime conviction.

Signé : le Conseil des Ministres en entier.

3. PROGRAMME DU 8 JUILLET.

Citoyens! La date fatale est échue. Les régiments de l'Empereur Allemand ont percé notre front, le front de notre armée révolutionnaire. La folie criminelle et le fanatisme des uns, la lâcheté et la trahison des autres ont permis l'accomplissement de cette œuvre terrible. Fous et criminels entraînent la libre

Russie vers sa ruine et sa décomposition. En ce même moment de sinistre angoisse, les forces occultes de la réaction profitent de la confusion générale et commencent à agir. Le nouveau Gouvernement Provisoire a pleine conscience des terribles responsabilités qui lui incombent, mais il a gardé toute sa foi dans la force du Grand Peuple Russe. Le Gouvernement croit fermement que, pendant la crise aiguë qui vient de secouer toute la vie politique du pays, tous les germes morbides qui la rongeaient à l'intérieur, ont été expulsés et que la convalescence est prochaine. Il croit à la convalescence de la Russie, non à sa mort. Puisant toute sa force dans cette foi même, le Gouvernement Provisoire est prêt à agir, et il agira avec toute l'énergie et avec toute la décision nécessaires à l'heure présente.

Le Gouvernement Provisoire considère comme le premier de ses devoirs de concentrer toutes les forces de la Nation pour la lutte contre l'ennemi extérieur et pour la défense des nouvelles institutions contre

l'anarchie et la contre-révolution. Il emploiera à cet effet tous les moyens dont il peut disposer.

Le Gouvernement Provisoire, en ce qui concerne sa politique étrangère, donne de nouveau l'assurance à l'armée russe que pas une goutte de sang ne sera versée, si ce n'est pour la sauvegarde des principes de paix et de liberté que la démocratie russe a proclamés devant le monde entier. Fidèle à ces principes, inscrits en toutes lettres dans sa déclaration du 6 mai, le Gouvernement Provisoire proposera aux alliés de se réunir dans le courant du mois d'août dans une conférence, afin de combiner un plan d'action conforme aux principes ci-dessus énoncés. La Russie sera représentée à cette conférence, non seulement par ses diplomates, mais encore par les représentants de la nouvelle démocratie (1).

Reprenant le programme du 6 mai et les autres points de ce programme, le Gouver-

(1) Le 20 juillet le G. P. a fait remettre aux Puissances Alliées par l'intermédiaire de leurs ambassadeurs respectifs, une note dont on trouvera le texte un peu plus loin.

nement Provisoire en maintient les dispositions essentielles : 1^o Fixation des élections à l'Assemblée Constituante au 17/30 septembre (1); 2^o L'organisation des autonomies locales et des élections aux zemstvos et doumas municipales sur la base du suffrage universel, direct, égal et secret; 3^o Réformes administratives (déconcentration et décentralisation); 4^o Suppression des classes, des distinctions et décorations civiles; maintien des récompenses militaires; 5^o Régime économique : pour enrayer la décomposition économique du pays et pour protéger le travail, le Gouvernement Provisoire instituera un conseil économique et un conseil supérieur économique qui seront chargés d'élaborer un plan général d'organisation du régime économique, du travail et du contrôle de l'industrie; 6^o Législation ouvrière. Des projets de lois sont à l'étude, et quelques-uns sont déjà prêts à être exécutés, sur la liberté des coalitions, sur les bourses du travail, sur les tribunaux de conciliation, sur la journée de huit

(1) Cette date a été reportée au mois de novembre.

heures et sur l'assurance sociale; 7^o Législation paysanne. La base du nouveau régime sur le principe : la terre aux paysans. — Le plan général des réformes établi sur ce principe sera soumis à l'Assemblée Constituante et comprendra les articles principaux suivants : a) liquidation complète des errements de l'ancien régime qui ont désorganisé les villages et bouleversé le régime de la propriété foncière; b) pleins pouvoirs à l'Assemblée Constituante pour la répartition de la propriété foncière; c) augmentation et extension des comités agraires, chargés d'examiner et de préparer pour l'Assemblée Constituante les problèmes et les solutions du régime de la propriété foncière en Russie; d) mesures contre les expropriations et les actes arbitraires et illégaux de nature à compromettre les intérêts de l'État et les résultats de la future réforme.

En formulant ce programme, le Gouvernement Provisoire espère pouvoir compter, pour mener à bien sa tâche si difficile avec la pleine confiance de sa haute responsabilité,

sur l'union de toutes les énergies du pays. Il demande à tous les plus grands sacrifices : leurs forces, leurs biens, leur vie même, pour la grande cause du salut de la Russie. La Patrie n'est plus une marâtre pour ses enfants, elle veut unir tous les peuples de la Russie dans l'amour de la liberté et de l'égalité.

Note du 20 juillet 1917 du Gouvernement Provisoire aux Puissances Alliées. — A l'heure où de nouvelles et douloureuses calamités sont imposées à la Russie, le Gouvernement Provisoire juge nécessaire d'exposer clairement et définitivement aux alliés, éprouvés avec elle, son point de vue sur la continuation de la guerre.

La grandeur de la tâche dévolue à la Révolution s'explique facilement par les profondes transformations qu'elle a dû faire subir au régime politique du pays. Il est évident aussi que la réorganisation, sous le feu de l'ennemi, du pouvoir et du gouvernement ne pouvait s'accomplir sans de douloureuses convulsions.

Malgré tout, le peuple russe, ayant conscience qu'il n'y avait pas d'autre voie pour le pays, a voulu continuer avec ses alliés la lutte sur le front. En pleine conscience aussi des difficultés de cette terrible lutte, la Russie a assumé l'écrasant fardeau de la continuation de la guerre.

D'autre part, les exigences stratégiques qui nécessitaient les offensives de nos armées, ont rencontré des difficultés énormes à l'arrière et au front. Une propagande criminelle, organisée par des agents allemands au moyen d'éléments irresponsables, a réussi à provoquer une émeute à Pétrograd. En même temps une partie des troupes du front, sous l'influence de la même propagande, a oublié son devoir envers la Patrie et a permis à l'ennemi de passer. Le peuple russe, bien qu'ému par ces événements, a manifesté avec son gouvernement Révolutionnaire sa volonté inébranlable. L'émeute a été étouffée et les coupables ont été traduits en justice (1). Sur le front, toutes les

(1) Quelques-uns ont été remis en liberté, puis incarcérés encore, et relâchés de nouveau.

mesures ont été prises pour rétablir la valeur combative de l'armée (1). Le gouvernement a l'intention de poursuivre jusqu'au bout l'œuvre de l'affermissement du pouvoir. Il veut que ce pouvoir devienne capable de tenir tête à tous les dangers et de conduire le pays vers la rénovation révolutionnaire.

Animée d'un esprit de décision inébranlable de poursuivre la guerre jusqu'au triomphe complet de l'idéal proclamé par la Révolution Russe, la Russie ne reculera devant aucune difficulté. Répondant avec un nouveau courage aux menaces de l'ennemi, le pays et l'armée accompliront le grand travail de réorganisation et, au seuil de la quatrième année de guerre, feront tous les préparatifs nécessaires pour poursuivre la campagne.

Nous avons la ferme espérance que tous les citoyens russes s'uniront pour la défense de la Patrie bien-aimée; nous avons la conviction que le grand enthousiasme pour le triomphe de la liberté les soutiendra aussi contre l'ennemi.

(1) Il ne semble pas, notamment sur le front Roumain, que ces mesures aient eu tout l'effet qu'on pouvait espérer.

De l'issue de la guerre dépendent notre liberté et celle de l'humanité. Les épreuves nouvelles qui nous sont imposées par quelques traîtres et par quelques criminels ne feront que raffermir la force du peuple russe et son esprit de sacrifice pour le salut du pays.

Pénétrés de cette conviction, nous avons la certitude que la retraite temporaire de nos armées ne les empêchera pas, quand elles auront été réorganisées et rénovées, de marcher de nouveau en avant pour la défense de la Patrie et de la Liberté. Nos armées sauront couronner par la victoire la grandeur de l'œuvre pour laquelle elles ont été forcées de se battre.

Le Séparatisme.

Le mouvement séparatiste s'est plus particulièrement fait sentir en Finlande, en Sibérie et en Oukraine. Je laisse de côté la question de la Pologne, qui nécessite à elle seule une étude spéciale et complète, et je me bornerai à donner ici quelques impressions personnelles

sur la Finlande, ainsi que le résumé des deux théories en présence sur le séparatisme de l'Oukraine.

La Finlande.

Dès le début de la Révolution, la question finlandaise a été envisagée à trois points de vue :
1° Au point de vue Finlandais pur, défendu par le parti jeune-finnois et par le parti socialiste finnois ;

2° Au point de vue russe, envisagé sans défaveur par le parti vieux-finnois, qui désirait surtout le respect par le gouvernement russe des lois fondamentales finlandaises. Le même point de vue a été défendu d'une manière plus russe encore par le parti suédois, particulièrement dévoué à la dynastie de l'ex-tsar. Ce parti était surtout composé de la noblesse et de l'aristocratie finlandaises ;

3° Enfin, au point de vue de certains vieux-finnois, qui recherchaient dans une alliance allemande des garanties contre les empiètements de la Russie.

Pendant la Révolution, le mouvement sépa-

ratiste a été dirigé par les partis de l'indépendance absolue et des garanties allemandes.

Dès le mois de mai 1917, des troubles éclatèrent à Abo, à Helsingfors, à Wyborg, à Tammerfors, etc. Au mois de juin, un projet de loi sur la journée de 8 heures fut présenté à la Diète (Seim). Le congrès social-démocratique réclamait l'indépendance absolue. Le 7 juin, la Diète fit entendre de violentes protestations contre le Conseil des soldats de Helsingfors, qu'elle accusa d'intervenir à tort et à travers dans l'action législative et dans ses affaires intérieures. Le 17 juin, un projet de loi fut présenté à la Diète sur l'égalité des droits des israélites. A la même date, la Diète demanda au Gouvernement Provisoire une prolongation de session. Le 10 et le 12 juillet, deux projets furent élaborés sur la réforme communale et sur la réforme de la police.

Cependant, le Gouvernement Provisoire demanda à contracter un emprunt de 350 millions de marks pour le paiement des officiers et des soldats russes en Finlande. Par 19 voix contre 5, la Diète repoussa la demande du gou-

vernement et lui offrit 40 millions de marks pour ses besoins immédiats. Pour le reste, la Finlande refusa, parce qu'elle craignait que l'argent ainsi emprunté ne servit à continuer la guerre sous l'influence anglaise. Les prétextes du refus ne manquèrent pas : l'emprunt fut repoussé, parce que la souscription avait été demandée en marks et non en roubles, parce que le Gouvernement Provisoire ne voulait pas abandonner à la Finlande les recettes des télégraphes, des postes et des domaines de l'État. En réalité, le conflit a commencé quand le Gouvernement Provisoire russe a refusé de se prononcer sur les limites de l'autonomie finlandaise, avant la réunion de l'Assemblée Constituante.

Le Gouvernement Provisoire pria, cria, menaça, fit entrevoir le cours forcé du rouble, l'état de siège et l'occupation militaire en Finlande. Le 15 juillet, la Diète autorisa la Banque Finlandaise à accorder à la Russie 100 millions de marks en monnaie finnoise, en échange de 100 millions de roubles. Le 20 juillet, un accord entre le ministre russe

des finances et la Banque Finlandaise autorisa la remise à la Russie de 400 à 450 millions de marks, en échange des monnaies anglaises et américaines portées au compte courant de la Banque Finlandaise dans les banques étrangères.

Le projet de constitution finlandaise. — Le 28 juin 1917, un projet de Constitution Finlandaise fut présenté à la Diète; il fut adopté en troisième lecture le 9 juillet par 160 voix contre 27. En voici les principales dispositions : la Diète s'adjudgeait les pouvoirs législatif et exécutif; elle délguait le pouvoir exécutif provisoirement au département économique du Sénat finlandais, dont les membres devaient être nommés et révoqués par elle. La Diète était seule maîtresse de ses sessions, de ses élections et de ses prorogations. Le Gouvernement russe n'avait plus de Gouverneur-Général en Finlande, mais il gardait ses attributions souveraines en matière de politique extérieure, de législation et d'administration militaire.

Le projet a été élaboré, paraît-il, par le Conseil des Députés Ouvriers et Soldats; un amendement des jeunes-Finnois, qui proposaient de faire ratifier le projet par le Gouvernement Provisoire, fut repoussé par les 160 Finlandais qui avaient voté le projet.

Le Gouvernement Provisoire opposa plusieurs objections et refus : 1° la session de la Diète était illégale; 2° le projet de constitution devait être ratifié par le gouvernement russe; 3° une simple déclaration d'une Diète, siégeant illégalement, ne pouvait empiéter ainsi sur les attributions de la future Assemblée Constituante qui, seule, devait avoir qualité pour décider du régime constitutionnel de la Finlande.

Sur ces divers points, les membres du Gouvernement Provisoire ne furent d'ailleurs pas d'accord; les ministres socialistes tinrent le projet du 28 juin pour valable; les autres ministres voulurent réserver la question à l'Assemblée Constituante. Le Soviet du moment se borna, après avoir inspiré le projet, à repousser le principe du séparatisme finan-

dais et à renvoyer au Gouvernement Provisoire.

La Diète institua alors une délégation spéciale auprès du Gouvernement Provisoire. Celui-ci prononça le 19 juillet la dissolution de la Diète finlandaise, mais il offrit de ratifier les projets sur la journée de huit heures et sur l'autonomie des communes finnoises.

Le 20 juillet, une commission spéciale, composée des représentants de la démocratie finlandaise et du Comité Central du Soviet, s'interposa sous le prétexte de préparer un accord entre la Diète et le Gouvernement Provisoire. En réalité, la délégation et la commission ne furent que des prolongations déguisées de la Diète. Le 22 juillet, le Gouvernement Provisoire ordonna de procéder aux nouvelles élections de la Diète dissoute. Les socialistes démocrates et les maximalistes de Finlande organisèrent aussitôt l'agitation et les violences; le Sénat finlandais démissionna, suivant l'exemple des principaux de ses membres, Tanna, Vuolioki, Tokoi, et du vice-président du département économique,

Khoutonnen Voiennaia. Le Gouverneur général de Finlande, Stakhovitch, démissionna également. Le Secrétaire d'État pour les affaires de Finlande, Enkel, fit peu parler de lui. Les grèves augmentèrent, l'agitation grandit; Tokoi et Sugneck renoncèrent à former un Sénat socialiste. Le Gouvernement Provisoire menaça d'interdire les importations alimentaires en Finlande, il brandit l'état de siège; l'ancien talman (président), Manner, augmenta le trouble en convoquant de sa propre autorité la Diète dissoute pour le 16/29 août. Au moment où le Gouvernement Provisoire examinait la question de savoir s'il allait recourir à la force armée contre la Finlande dans les conditions prévues dans l'article 42 de l'acte de sécurité, intervint la Conférence de Moscou. M. Kerensky y remporta un succès passager sur la question finlandaise et les élections de la nouvelle Diète furent fixées au 1^{er} octobre. Mais le 16 août, 79 membres de l'ancienne Diète sur 200 se réunirent dans l'ancien bâtiment des députés provinciaux de la Finlande

et le 9 septembre adressèrent un ultimatum au Gouvernement Provisoire.

Il y a lieu de remarquer que le Comité Central de la Flotte Baltique avait refusé de prendre part à l'agitation séparatiste de la Finlande.

Quoi qu'il en soit, et en dépit de toutes les résistances, la Finlande proclama son indépendance, qui fut reconnue en premier par le Gouvernement de la République française. A ce moment la Finlande se partagea entre Finlandais blancs, contre-révolutionnaires, et Finlandais rouges, révolutionnaires. — Le Gouvernement blanc représenté à Vasa par le Ministre Président Swinhutvuds et au quartier général de Séniajoki par le général Von Mannerheim et son état-major composé d'officiers de l'Ecole Prussienne : Von Sedlitz, d'Arenberg, etc., n'a pas tardé à se placer sous le Protectorat allemand. Swinhutvuds écrivit bientôt au Chancelier de l'Empire allemand : « Le Gouvernement Finlandais ose
« espérer que S. M. l'Empereur, en sa qualité
« de plus puissant protecteur de la culture

« germanique et de la foi évangélique, voudra,
« à la prochaine Conférence de la Paix,
« appuyer les efforts du peuple finlandais
« pour obtenir le droit de se développer
« pacifiquement. L'Empereur saura exiger
« que toutes les troupes russes évacuent défi-
« nitivement la Finlande et les forteresses
« encore occupées par les Russes; il voudra
« bien demander que les armes données aux
« émeutiers soient restituées au Gouverne-
« ment régulier et que les revendications
« finlandaises reçoivent complètement satis-
« faction. »

On sait comment l'Allemagne se hâta de répondre à l'invitation, en s'installant dans les Iles Aland pour garder à la fois la route de Pétrograd à Stockholm, le golfe de Botnie, celui de Finlande et la mer Baltique. L'occupation n'aura d'ailleurs pas été de longue durée.

La Germanophilie finlandaise. — Je me suis personnellement et fortement aperçu, pendant les journées des 4-11 février 1918, lors

de mon retour de Péetrograd à Paris, de la germanophilie finlandaise.

A ce moment, la limite des régions occupées, sur la ligne de Tammerfors à Tornéo, au sud par les gardes rouges du Gouvernement bolchevik d'Helsingfors, au nord par les gardes blancs du Gouvernement de Swinhutvuds, pouvait être figurée par une ligne passant entre les villages de Lyly et de Willpula. Lyly appartenait aux rouges, Willpula était aux mains des blancs. La lutte était engagée entre les deux partis depuis le 27 janvier dernier, j'arrivai donc au milieu des guérillas de partisans.

Je dois à la vérité de dire que le Gouvernement bolchevik et les gardes rouges assurèrent mon voyage de Péetrograd à Lyly dans les meilleures conditions possibles, mais que les pires difficultés me furent opposées par les autorités blanches de Willpula, d'Hapamaki et par le quartier général de Séniajoki. Je voyageais en qualité d'officier et de courrier français et j'eus très nettement l'impression, en Finlande blanche, d'être traité en

ennemi et même en prisonnier. Sous des prétextes divers, je fus retenu sept jours entre Willpula, Hapamaki et Séniajoki, tandis que certains de mes compagnons que j'avais dû laisser à Lyly en territoire rouge, pour la garde des bagages qui n'avaient pu franchir les lignes blanches, obtinrent toutes les facilités désirables des gardes rouges et du Gouvernement bolchevik pour regagner la ligne de Tornéo par Bjornborg et Christinestad.

Pendant mon séjour dans les lignes blanches, je reçus des officiers de l'état-major de Von Mannerheim les confidences suivantes : « La
« Finlande veut établir une démarcation entre
« la civilisation occidentale et la barbarie
« orientale. Par civilisation occidentale, nous
« entendons la culture allemande, car ne
« l'oubliez pas, la Finlande, depuis l'école
« primaire jusqu'aux plus hauts degrés de
« l'échelle sociale, est de culture allemande.
« Nous souhaitons le succès de l'Allemagne,
« qui est l'ennemie née de la Russie et qui nous
« a donné sa culture. Nous voulons arracher de
« la Finlande toute trace de la barbarie russe. »

Et comme je demandais à ces officiers si la culture allemande s'opposait à la liberté des routes internationales, il me fut ironiquement répondu qu'il y avait une route libre, la route allemande : Pétrograd, Viborg, Helsingfors, Bjornborg et Stockholm.

A Séniajoki, au quartier général blanc, ce fut pis encore. Le général Von Mannerheim, assisté du capitaine d'Arenberg et du major Von Sedlitz, se plaignit de ce que la cession de nos munitions et de nos armes en Russie ne lui avait pas été consentie. Il m'annonça officiellement qu'il s'adresserait aux Empires Centraux pour les fournitures nécessaires. Ce n'est pas tout : avec une mise en scène bien préparée, un officier de son état-major apporta un journal finlandais local, qui venait de publier la traduction d'une lettre de notre consul à Helsingfors. D'après cette traduction, le consul reconnaissait en quelque sorte le gouvernement bolchevik de la Finlande rouge. Le général Von Mannerheim me déclara alors qu'il se considérait comme étant en état de guerre avec la France et qu'il me mettrait

en état d'arrestation à Uleaborg jusqu'à la fin des hostilités, si, jusqu'à mon arrivée dans ce centre, il ne recevait pas de Paris le désaveu complet de l'attitude de notre consul. Il ajouta qu'il arrêterait de même tous les Français de passage.

Je lui répondis que la traduction de la lettre du Consul d'Helsingfors devait être inexacte, parce que notre Gouvernement, n'ayant pas reconnu le Gouvernement maximaliste de Pétrograd, ne pouvait avoir reconnu celui d'Helsingfors.

Sur cette observation, le général de Mannerheim me signifia que, dans tous les cas, j'étais le dernier officier et courrier français qu'il laisserait passer librement.

La question ne se pose plus de savoir si l'on peut conserver quelque illusion sur les sentiments du Gouvernement anti-révolutionnaire de Vasa et du général Von Mannerheim.

L'Ukraine.

J'ai dit que deux théories ont été émises sur les causes du séparatisme oukrainien.

L'une de ces théories attribue ce séparatisme à la propagande, *aux manœuvres et aux intrigues allemandes*. — On sait que l'Oukraine se divisait en Oukraine russe et en Oukraine autrichienne et que l'Oukraine russe a été polonaise jusqu'à la fin du xvii^e siècle. Les Allemands, d'après la première théorie, exploitèrent cette situation de la manière suivante :

Ils fondèrent au mois d'août 1914 *l'Union pour la libération*, afin d'unifier sous le sceptre des Habsbourg l'Ukraine russe et l'Ukraine autrichienne. L'Union fut composée à cet effet d'émigrés politiques russes habitant l'Autriche. Parmi ceux-ci on peut citer : Alexandre Léoropin-Ieltouchesky, Dmitri Donzoff, Nicolas Zélésniak, Mélénevsky, André Jouk, Vladimir Derotchenko. L'Union manifesta une activité particulière jusqu'à la prise de la Galicie par les Russes. A ce moment, elle tomba en sommeil et ses membres se retirèrent à Vienne, où le gouvernement austro-allemand les chargea d'organiser l'espionnage pour les Empires Cen-

traux, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie et en Turquie. Mais l'Ukraine n'est pas perdue de vue par les Allemands; tous les prisonniers de cette origine sont groupés à Freischtadt dans des camps spéciaux, où ils sont soumis, sous la direction des membres de l'Union, à une propagande active. En outre, il s'agit d'amener l'Oukraine à se déclarer indépendante et à entrer dans le groupe des Puissances Centrales; il faut la séparer de la Russie. Des missions d'espionnage et de propagande sont confiées à des prisonniers ukrainiens. L'officier de l'état-major allemand von Lutens et le général Friederick organisent les camps de ces prisonniers, ils y instituent des cours, forment des professeurs, des orateurs et des écrivains, tant autrichiens que russes.

D'énormes sommes sont dépensées pour l'envoi de ce personnel en Russie. Iéltouchovski assure 1.200 marks par mois à ses collaborateurs. Les agitateurs des camps touchent 1.000 marks par mois, et, à la veille de leur départ pour la Russie, les agents de pro-

pagande touchent mille roubles d'indemnité. Ce n'est pas assez ; le Gouvernement allemand organise le régiment de Taras Tchevtchenko, composé d'Ukrainiens spécialement chargés d'organiser la fraternisation sur le front. L'union pour la libération de l'Ukraine ne manque pas une occasion de témoigner sa sympathie et un attachement aux Empires Centraux. A la prise de Kolm, Dorotchenko et Mélénevski félicitent bruyamment le kaiser. En 1915 une brochure paraît à Munich, elle appelle l'empereur allemand à l'aide pour la libération de l'Ukraine. Déjà en août 1914, l'Union avait adressé un appel pressant à la Suède et la Bulgarie contre le « barbare moscovite » pour le salut du pays. A la même époque, vers la fin de 1914, Mélémosky, de son côté, s'était adressé à Taalat Bey, ministre de l'intérieur turc, et lui avait demandé l'intervention de la Turquie pour séparer l'Ukraine de la Russie. Beaucoup plus récemment encore, c'est Lénine et Iéltouchévsky qui ont organisé en Ukraine une propagande active pour la Paix, contre le Gouvernement Provisoire.

Quoi qu'il en soit, le mouvement séparatiste de l'Ukraine commença à se manifester nettement vers le 9 mai 1917 au congrès des paysans petits-russiens, où 1.500 délégués se réunirent sous la présidence du juriste professeur Grouchevsky et sous la vice-présidence d'un écrivain ukrainien Vinnitchenko. Le conflit ne tarda pas à s'aggraver lorsque, le 3 juin 1917, le Gouvernement Provisoire refusa d'accueillir les prétentions de la Rada Centrale, de Kieff, et qu'il voulut réserver à l'Assemblée Constituante le soin d'établir le statut légal de l'Ukraine. A côté de la Rada Centrale, s'organisèrent de petites radas secondaires et d'importantes organisations militaires. La rada d'Odessa, le comité et le Congrès général militaires oukrainiens leur donnèrent un puissant concours, notamment le comité militaire qui, dès le début, engagea la lutte avec le commandement suprême de l'armée russe et qui tenta de se superposer à lui.

L'Acte des 11-13 juin de la Rada Cen-

trale. — Le 11-13 juin 1917, un acte de la Rada Centrale prétendit fixer les rapports de l'Ukraine avec le Gouvernement Provisoire, suivant les principes de l'organisation régionale, basés sur le droit de l'Ukraine de disposer d'elle-même. Grouchévski, l'instigateur et peut-être l'auteur de l'acte en question, prétend que l'Ukraine doit entrer dans la République russe (1) sur la base fédérative. Elle doit être dans une situation analogue à celle de la Bavière dans l'empire allemand, mais avec plus de droit dans le domaine économique. L'assemblée Constituante devra se borner à donner à l'autonomie ukrainienne une sanction juridique. Il va sans dire que l'administration de la justice sera spéciale à l'Ukraine avec des juges ukrainiens et en langue ukrainienne; c'est dans ces conditions seulement que l'Ukraine pourra ne pas se séparer de la Russie.

Les grandes lignes de l'acte du 11-13 juin 1917 prévoient une Assemblée Nationale Ukrainienne, élue au suffrage uni-

(1) Proclamée le 3/16 sept. 1917.

versel, direct, égal et secret et chargée du pouvoir législatif, en ce qui concerne les lois d'intérêt régional. Quant aux lois d'intérêt général, elles continuent d'être votées par le Parlement général de la Russie. L'acte prévoit encore le droit pour l'Assemblée nationale ukrainienne de disposer des terres ; la remise du pouvoir exécutif à la Rada Centrale et l'établissement d'un système fiscal particulier. C'est dans ces conditions que l'acte du 11-13 juin 1917 fut transmis au Gouvernement Provisoire aux fins de ratification.

L'Acte de la Rada et la Commission juridique du Gouvernement Provisoire. — Les propositions de la Rada Centrale furent examinées et étudiées par la *Commission juridique* instituée auprès du Gouvernement Provisoire. Cette commission voulut ajourner la question de l'autonomie de l'Ukraine à la réunion de l'Assemblée Constituante et ajourner de même la création d'un poste de commissaire pour les affaires de l'Ukraine auprès du Gouverne-

ment Provisoire. Elle repoussa l'idée d'une représentation du peuple ukrainien à la future conférence internationale de la paix, ainsi que l'institution d'un système fiscal spécial et la nomination de fonctionnaires ecclésiastiques spéciaux. La commission juridique renvoya au ministère de la guerre l'étude de la création de troupes spéciales ukrainiennes et les questions concernant les prisonniers et exilés galiciens. Elle considéra comme un fait accompli l'ukrainisation des écoles primaires et voulut distinguer quant à l'enseignement secondaire les localités où la majorité de la population n'est pas ukrainienne.

En plus de cette consultation, le Gouverne-Provisoire adressa le 17 juin au peuple ukrainien un manifeste pour le conjurer de prendre en considération tout le danger que ferait courir à la révolution l'acte de la Rada Centrale du 11-13 juin 1917. La Rada confia sa réponse à Kotliarevski.

En attendant, l'idée séparatiste et l'in-

trigue allemande faisaient leur chemin (1).

Un certain nombre de mouvements militaires se produisirent dès le 16 juin : à Ouman, le 5^e régiment prêta serment à la Rada Centrale; le 19 juin, un régiment ukrainien de Tachkent refusa d'aller au front; le 20 juin, 4.000 soldats avec leurs officiers arrivèrent des gouvernements de l'Est à Poltava pour former des troupes ukrainiennes. A Odessa le premier régiment des mitrailleurs remplaça ses officiers par des Ukrainiens; — Ukrainiens et Moldaves réclamèrent l'ukrainisation des armées de la circonscription de la Mer Noire et la création de détachements moldaves. Le 5 juillet, 2.000 soldats ukrainiens provoquent des troubles. Un congrès national se réunit le 19 juin. Le 27 juin un émouvant appel du Gouvernement Provisoire fait im-

(1) Il ne faut pas oublier non plus que, sous Alexandre III et Nicolas II, les tentatives brutales de russification et les brimades maladroites contre la langue petite-russienne ont eu pour résultat de créer un Nationalisme linguistique oukrainien qui a été très habilement exploité et flatté par les Austro-Germains.

pression dans la région et les pourparlers entre la Rada Centrale et le Gouvernement s'engagent sur un terrain plus favorable. Le 26, Tseretelli et Terechtchenko vont à Kiev et, dès le 30, le 62^e régiment de réserve d'infanterie ukrainien de Nijni va au front. Cependant, à Kherson, l'administration locale met toutes les terres sans rachat à la disposition des paysans qui s'engagent à les administrer sous le contrôle de la Rada. Il est vrai que les promoteurs de cette mesure la soumettent spontanément à la ratification de la future Assemblée Constituante.

Le 4 juillet, un accord intervient entre le Gouvernement Provisoire et la Rada sur les points suivants : 1^o les membres du secrétariat général de la Rada Centrale, c'est-à-dire du cabinet ukrainien, chargés de l'exécution des décisions de la Rada, sont nommés par le Gouvernement Provisoire d'accord avec la Rada ; 2^o la Rada est complétée au moyen des représentants des autres nationalités de l'Ukraine ; 3^o la question nationale-politique et la question agraire sont résér-

vées à l'Assemblée Constituante, mais la Rada doit préparer elle-même les projets de lois qu'elle lui soumettra; 4^o le projet de création d'une armée ukrainienne est écarté, mais le G. P. accepte de compléter, après avis du ministre de la guerre, certains régiments par des unités ukrainiennes. Des délégués de l'Ukraine sont attachés aux cabinets du ministre de la guerre, du généralissime et de l'état-major général. Les comités militaires ukrainiens n'avaient d'ailleurs pas plus d'attributions que des autres comités militaires dans les autres régions de la Russie.

L'accord semblait être complet sur ces divers points, lorsque se produisirent les événements de Tarnopol, les défaillances de l'armée russe entre les Carpathes et le Dniester et l'évacuation de la Galicie.

La Rada déclara l'Ukraine en danger et en profita le 10 juillet 1917 pour déclarer également son autonomie complète. La Rada, que beaucoup de villages et de districts ukrainiens avaient même ignorée jusque-là, s'érigea en Diète de l'Ukraine. Elle érigea son secré-

tariat en gouvernement régional et réserva quatre portefeuilles sur onze aux représentants des organisations politiques non ukrainiennes. En réalité, le sud et le sud-ouest de la Russie se trouvaient ainsi placés sous l'autorité politique des Ukrainiens. La nouvelle Diète fut convoquée pour le 11 juillet. Le 18, le généralissime autorisa la création des formations ukrainiennes militaires distinctes; le 19, furent créés quatre bataillons de soldats et le même jour parut la *Constitution Ukrainienne*.

Aux termes de cette constitution, tous les organes gouvernementaux du sud de la Russie sont soumis au Secrétariat Général de l'Ukraine, qui fait toutes les nominations, sauf pour les fonctions électives. Toutes lois du Gouvernement Provisoire doivent être promulguées et sanctionnées par le secrétariat général. Elle doivent être publiées au *Moniteur officiel* du gouvernement ukrainien. Le Secrétariat Général comprend les représentants de toutes les nationalités du pays. Il organise la milice dans les villes et à la campagne.

Le 6/19 août le Gouvernement Provisoire examine le mode de nomination des secrétaires, la composition du Secrétariat et son rôle entre la Rada et le Gouvernement Provisoire.

Les membres du Secrétariat Général sont nommés par le Gouvernement Provisoire sur la présentation de la Rada Centrale. La compétence territoriale du S. G. comprend les gouvernements suivants : Kiev, Volhynie, Podolie, Tchernigov, sauf les districts de Mlynka, Souraj, Starodoub, Novozybkov; elle peut être étendue à d'autres provinces lorsque les Zemstvos en exprimeraient le désir.

Les projets concernant la vie de la région et son administration sont discutés par la Rada Centrale et sont présentés à la signature du Gouvernement Provisoire par le Secrétariat Général.

Dans les affaires concernant les Secrétariats de l'intérieur, des finances, de l'agriculture, de l'instruction publique, du commerce et de l'industrie et des travaux pu-

blics, le Gouvernement Provisoire exerce ses pouvoirs par l'intermédiaire des secrétaires généraux qui sont nommés par lui sur la présentation de la Rada Centrale et dont les attributions sont déterminées par des ordonnances spéciales.

Pour les affaires concernant les autres secrétariats, les autorités locales s'adressent au Secrétariat Général qui, d'accord avec le Gouvernement Provisoire, transmet les instructions du dit gouvernement aux autorités locales. Le Gouvernement Provisoire présente les candidats aux emplois administratifs. Un commissaire spécial de l'Ukraine à Pétrograd, nommé par le Gouvernement Provisoire, sert d'agent de liaison entre les administrations de l'État et le Gouvernement Provisoire de l'Ukraine.

Dans les cas urgents, le Gouvernement Provisoire communique directement ses décisions aux autorités locales en informant simultanément le Secrétariat Général.

Il ne semble pas que la Rada Centrale ait

adopté l'ensemble de ces instructions : dès le 8 août, deux courants se manifestent à la Rada. Le premier est représenté par le parti social-démocrate et par les représentants de la minorité nationale. Ce premier courant est favorable à l'idée de soumission au Gouvernement Provisoire. Le deuxième courant est représenté par les socialistes révolutionnaires et les samostnikis, séparatistes irréductibles.

Des contestations portent sur le droit du Gouvernement Provisoire de nommer les secrétaires généraux, sur la présentation de la Rada Centrale; sur le droit du Gouvernement Provisoire de communiquer directement avec les autorités locales dans les cas urgents. La Rada militaire de l'Ukraine désapprouve nettement ces instructions.

Le 31 juillet, malgré les efforts allemands, et particulièrement malgré les efforts d'un certain Stéfankovski, chef du bureau ukrainien à Stockholm et à Lausanne, la « Novaia Rada », journal de la Rada Centrale, déclare que l'Ukraine n'a de prétention ni sur la Bessa-

rabie, ni sur la Crimée. Stéfankovski, en faisant entrer la Bessarabie et la Crimée dans les limites du pays, voulait trancher au profit de l'Allemagne et au détriment de la Russie la question de Constantinople et des détroits.

Telle est la première théorie sur le séparatisme de l'Ukraine; — la plus grande partie du mouvement est attribuée à l'intrigue et aux efforts allemands. Contre cette théorie s'inscrivent les protestations de la Rada militaire, d'une grande partie des institutions politiques et de la population de l'Ukraine et de certains maximalistes eux-mêmes qui repoussent toute idée d'influence allemande. En fait, nous devons à la vérité historique de citer le *télégramme du 10 juillet 1917* de la Rada Centrale à tous les états-majors du front : « Prochainement la composition du Secrétariat Général et de la Rada Centrale de l'Ukraine, complétée par les représentants des nationalistes en minorité de la région, sera ratifiée par le Gouvernement. Le Secrétariat

Général prendra entre ses mains le pouvoir administratif supérieur dans le pays. Ce rôle coïncide avec des événements pénibles au front. Une catastrophe menace notre Ukraine, notre liberté et notre révolution. L'ennemi avance sur notre territoire et menace d'apporter la dévastation et la ruine. Le pays et la révolution périront, si nous ne les défendons pas tous.

Nous vous proposons de prendre sans retard des mesures pour attirer l'attention des Ukrainiens qui se trouvent au front sur les dangers de l'heure présente. Toutes nos forces doivent être tendues pour la défense de la patrie. Il est indispensable d'appuyer par tous les moyens possibles les ordres des autorités militaires. Envoyez où il faut des délégués pour élucider la situation et pour convaincre les troupes de la nécessité de défendre la terre natale et la liberté acquise par la révolution. Que chaque Ukrainien, à quelque front qu'il se trouve, se souvienne qu'en défendant les intérêts du front et de la situation stratégique, il défend la révolution et la liberté

et qu'à cette heure du danger, la volonté des Ukrainiens est unanime pour la défense de la Révolution et de l'Ukraine. »

Le Séparatisme historique. — La seconde théorie s'appuie sur la situation historique particulière de l'Ukraine.

L'Ukraine s'unit au Moscou en 1654 sous l'hetmanat de Bogdan Khmelnitzki, hetman des Cosaques zaporogues (décret des Zemskis Sobors réunis en 1653 par le tzar Alexis Mikhailovitch). Les Cosaques négocièrent avec les diplomates moscovites les conditions de l'union : maintien par cette patente des franchises et privilèges des gentilshommes, des Cosaques et des bourgeois. Les dispositions du traité ont d'ailleurs laissé indéterminée l'incorporation de la Petite-Russie dans la Russie. L'accord a pris la forme de deux actes fondamentaux : 1) *la charte du tzar*, 2) *les articles de Bogdan Khmelnitzki*. Ces actes avaient à la fois le caractère gracieux et le caractère contractuel, et ce double caractère

d'octroi et de traité s'est conservé jusqu'à l'hetmanat de Mazeppa.

A partir de ce moment, Pierre le Grand inaugure, en Ukraine, les principes d'un régime nouveau. Tout d'abord, dans le feu des événements qui précèdent Poltava en 1708, Pierre I^{er} promet de protéger l'autonomie du pays. Mais déjà les droits de l'Ukraine ne font plus l'objet que d'allusions générales, d'atermoiements et d'ajournements. Dès le 29 avril 1722, un oukaz de Pierre crée les premiers organes impériaux de l'administration : C'est le *Collège de Petite-Russie* c'est-à-dire une mission de généraux et d'états-majors moscovites pour surveiller l'hetman. Puis l'Assemblée Électorale de l'hetmanat est remplacée par une *direction militaire* ; enfin le tsar moscovite déclare nettement que le rappel des « privilèges cosaques » doit être considéré comme une chose tout à fait importune et, sans plus tarder, Pierre I^{er} travaille à l'unification financière de l'Ukraine et de la Russie.

Cette unification subit une alternative de

succès et de revers. Pierre II rétablit l'hetmanat et repasse les affaires ukrainiennes du Sénat au ministère des affaires étrangères. Mais, en 1728, l'accord entre l'Ukraine et la Russie a déjà perdu tout caractère de traité, pour revêtir celui d'une concession gracieuse du tsar, celui d'un octroi unilatéral. La conservation des franchises ukrainiennes n'est plus une question de droit, c'est une question d'utilité et d'opportunité.

La lutte des deux principes ; *octroi et traité* troublera, tout le reste du temps, l'existence autonome des terres du régime hetmanal. Mais l'idée de l'autonomie de l'Ukraine demeurera vivante dans la Petite-Russie. Les Ukrainiens rêveront et solliciteront sans relâche le rétablissement des anciennes formes. En 1747 ils sembleront réussir. Mais Catherine II dans sa célèbre *instruction de 1764* écrira bientôt : « La Petite-Russie, la Livonie et la Finlande sont des provinces qui se gouvernent par les privilèges qu'on leur a confirmés. Il ne sera pas du tout convenable de les violer en les supprimant tous tout d'un

coup ; néanmoins les appeler pays étrangers et les traiter comme tels, c'est plus qu'une faute, on peut dire à coup sûr que c'est de la bêtise. Il importe d'amener ces provinces, comme aussi celles de Smolensk, par les méthodes les plus légères, à se russifier et à cesser d'avoir l'air de loups dans les bois. Il est très aisé d'y arriver, en élisant des hommes raisonnables chefs de ces provinces. Pour ce qui est de la Petite-Russie, quand il n'y aura pas d'hetman, il faudra travailler à faire disparaître le temps et le nom des hetmans et non pas seulement veiller aux personnes proposées pour cette dignité. »

Catherine II supprima l'hetmanat et rétablit le collège petit-russien. En 1781, eut lieu une répartition des terres de Kiev, Tchernigov et Novgorod Sévérski, avec une administration et un tribunal d'empire. Un *ukaz* de 1783 introduisit en Ukraine le système de constitution générale de la Russie. Ainsi disparurent peu à peu dans les réformes qui eurent pour but l'union de l'Ukraine avec la Russie, les organisations administratives et

judiciaires, le budget, le droit écrit et coutumier de l'ancienne Ukraine autonome.

Un député de la noblesse petite-russienne *Grégoire Polétika* a résumé dans une *réplique à l'instruction de Catherine* la meilleure expression des vues des Ukrainiens autonomistes de l'époque. Il énumère les avantages qui ont été la conséquence pour l'empire russe de l'union volontaire de la Petite-Russie : annexion, sans profusion de sang du nouveau territoire, service de l'armée cosaque, etc., etc. Pour tous ces services et pour tous ces avantages, *Polétika* revendique au nom de la sainteté des contrats, dont la sauvegarde est l'honneur des souverains et consolide l'intégrité et la prospérité du peuple, les anciens droits, privilèges et franchises dont le maintien a fait l'objet de si nombreuses, si fermes, si claires assurances des têtes couronnées, au peuple petit-russien.

D'après la deuxième théorie, c'est sur ces revendications que le Congrès ukrainien se serait prononcé en faveur de la séparation

complète entre l'Oukraine et la Grande-Russie. Le 1^{er} février, d'ailleurs, la Quadruple s'est empressée de reconnaître la République Populaire Oukrainienne comme État indépendant libre et souverain, ayant le droit de conclure des accords internationaux. Il s'agissait de lui imposer le traité du 9 février 1918.

Le Memorandum du 17 octobre 1918. — A l'heure actuelle, un mouvement de réaction se dessine; l'effondrement de l'Autriche et la défaite allemande ont permis à la diplomatie de marquer un point de cristallisation et d'enregistrer un essai de rapprochement de l'Oukraine et de la Grande-Russie. — On a pu lire en effet dans les journaux du 18 novembre 1918 que *le bureau d'information Russe à Paris a communiqué une note sur les relations présentes et futures de l'Oukraine avec la Grande-Russie.* Cette note n'est d'ailleurs que la traduction du memorandum publié le 17 octobre par dix ministres cadets démissionnaires du Gouvernement de Kiev. Ce

memorandum fait lui-même suite à deux circulaires, l'une du 6 mai, l'autre du 29 juin 1918, établies par les dirigeants démocratiques, puis par les bolchevistes oukraiens, hostiles à la séparation de l'Oukraine et de la Russie. Le memorandum cadet du 17 octobre prévoit que l'Oukraine devra prendre part à la conférence de la Paix et s'y présenter avec un programme net et précis de politique extérieure. Les grandes lignes de ce programme doivent lier l'indépendance et la prospérité du pays à celles de la Grande-Russie; l'autonomie nationale ne comporte pas obligatoirement un exclusivisme national. Les intérêts économiques attirent la Grande-Russie et l'Oukraine l'une vers l'autre, puisque ces intérêts ne sauraient être satisfaits que par des rapports étroits entre les deux pays. On peut ajouter à ces liens économiques ceux de la parenté nationale et de la religion. — Mais le mémorandum cadet fait surtout ressortir l'intérêt pour l'Oukraine de s'unir avec la Grande-Russie, pour la défense commune contre le bolchevisme, ce qui paraît assez con-

tradictoire avec la circulaire du 29 juin établissant que les milieux bolchevistes oukraiens ont condamné en même temps que tout le traité de Brest-Litovsk la rupture sanctionnée par ce traité entre la Russie et l'Ukraine.

Quoi qu'il en soit, le point de cristallisation existe, l'essai de rapprochement est tenté, les chancelleries se borneront-elles à enregistrer?

IV^e PARTIE

ANARCHIE ET TERREUR
L'INTERVENTION DES ALLIÉS
EN RUSSIE

IV^e PARTIE

ANARCHIE ET TERREUR

ANARCHIE

L'instinct anarchique russe.

J'ai dit au début de ce livre que l'instinct révolutionnaire et anarchique russe n'est pas spécial au peuple, aux masses populaires, mais qu'il s'est surtout développé chez les intellectuels, dans les classes dirigeantes et aristocratiques. Voici les impressions, en 1849, du grand écrivain Dostoievsky sur les divers éléments de l'immense peuple russe :

« Le grand peuple russe est composé de deux éléments distincts et absolument dissemblables. La majorité — l'immense majorité, faut-il dire — a le cœur bon et généreux. Elle est douce, agréable en relations, très in-

telligente et fine d'esprit, travailleuse mais insouciante à faire pleurer un Allemand. — Elle se conforme gaiement à la plus rude des disciplines. L'entraîner vers les plus nobles actes, ou vers les plus ignobles crimes, est la chose la plus facile du monde. C'est une masse amorphe et possédant, au plus haut degré, l'inconsience habituelle des foules. Je frémis en pensant à ce que ces braves gens peuvent faire si on leur donne, même pour un moment, la possibilité de disposer d'eux-mêmes et de sortir de la discipline dont ils ont un besoin immense, vital !

« Mais à côté de ces bonnes brebis du troupeau humain russe, se trouvent toujours de mauvaises têtes envieuses, méchantes, avides du pouvoir, dont le cœur est meurtri par les instincts égoïstes et l'âme remplie de toutes les mauvaises passions. Ce sont eux les vrais auteurs de tous les crimes qu'on expie dans les catacombes sibériennes, dans les prisons et geôles russes. Ils ont toujours une influence singulière, mystérieuse et incompréhensible sur la foule russe. Cette influence est néfaste.

J'en ai vu des exemples extraordinaires, quand toute la population de la prison — environ quatre mille âmes — se pliait à la volonté d'un de ces démons, qui abusait de son pouvoir au désavantage évident des bons. Personne n'osait murmurer. Le Russe a besoin d'une idole. Il a besoin de plier, d'être guidé, d'obéir à quelque chose qu'il ne veut même pas approfondir. Libérez-le d'un pouvoir qu'il subissait volontiers, demain il se créera un autre potentat ou un autre meneur encore plus méchant, incommode et néfaste.

« Pauvre patrie, déchirée entre les gens qui t'aiment d'un amour inconscient et les mauvais meneurs qui ne pensent à rien, sauf à leur intérêt immédiat et aux instincts de leur psychologie malade !

« Que le Dieu miséricordieux nous garde, qu'il nous préserve de l'épreuve fatale, quand la foule des faibles tombera au pouvoir des mauvaises têtes ! Quel horrible spectacle verrons-nous alors, quelles atrocités, quels massacres inutiles ! Nous verrons la famine promenée par toute la Russie, les maladies

physiques et morales, la trahison envers la Patrie et la religion. Nous verrons la mainmise des ennemis extérieurs, la servitude matérielle, la perte de tous les biens acquis, l'oubli de tous les attachements. »

Ne dirait-on pas ces lignes écrites, non en 1849, sous le règne de Nicolas 1^{er}, mais sous celui des Lenine et des Trotzky en 1919!

En somme, les anciennes tribus slaves ou finnoises, dont descendent les Russes actuels, n'ont jamais eu que de l'indifférence pour des frontières qu'elles ne connaissaient pas. Puis, quand les Princes de Moscou commencèrent à fonder l'Empire, le patriotisme d'Etat fut moins national que religieux; ce fut un fanatisme chrétien, orthodoxe, xénophobe. Après 1812, l'orgueil de la grandeur russe pénétra les masses; et l'amour-propre national créa un patriotisme bizarre: le vrai Russe, le moujik se plaça bien au-dessus de la science des soi-disant civilisés; déjà il portait en germe le salut de la Russie et de l'Humanité, car: « plus l'homme est près de la nature, plus il y a de force providentielle et sainte en

lui. » En même temps que ces vrais Russes proclamaient leur culte de la sainte Russie, ils tendaient la main aux utopistes de l'apothéose du peuple; ne voyant l'avenir que dans la liberté politique, tous les moyens devinrent bons aux libéraux et aux révolutionnaires pour affaiblir le Tsarisme. En 1854, 1866 et 1870 les interventions étrangères, et les succès de la Prusse, furent bien accueillis, parce qu'on les crut dirigés contre l'impérialisme russe. Déjà, depuis 1830, les vrais révolutionnaires rêvaient d'un cataclysme total. Quelques années plus tard, Tchitcherine écrivit ses fameux vers : « qu'il est doux d'exéquer la Patrie — d'attendre son effondrement et de voir, à travers ses ruines — l'aube de l'universel renouveau ! » — Bakounine, Herzen déclarèrent que tôt ou tard la Russie « crèvera » ; ils comptent qu'une poussée venue d'Europe hâtera la débâcle et ils espèrent, qu'en même temps, le brigandage russe ne laissera pas pierre sur pierre en Europe. Déjà en 1907, Trotsky, encore inconnu, écrivait son livre : « Notre révolution » ; il y prédisait

que la Révolution éclatera d'abord en Russie, qu'elle passera en Pologne et qu'alors Guillaume II mobilisera son armée, mais qu' aussitôt la démocratie allemande se soulèvera, tandis qu'en France la banqueroute russe, déclenchée à propos, provoquera un krach et ruinera la bourgeoisie.

Anarchistes chrétiens (Tolstoïstes).

Entre la Russie d'en haut, qui divague, et celle d'en bas, qui ronge son frein, il se trouvera un médiateur pour unir et entraîner sous un flot de mysticisme les fantaisies des uns et les convoitises des autres. Ce médiateur, ce sera Tolstoï(1).

Il faut rattacher au Tolstoïsme les sectes religieuses des Chtoundistes, des Doukhobry émigrés au Canada en 1875 et des Molo-kany.

Les Tolstoïstes ne constituent pas un parti ; puisqu'ils n'en reconnaissent aucun.

Ils composaient des colonies à l'intérieur de

(1) V. *Revue de Paris*, 15 janvier 1919. E. HAUMANT : *La crise du patriotisme russe*.

la Russie et en Crimée, organisées suivant les principes du Maître. Ce n'est qu'après la Révolution de Février 1917, qu'ils ont pris part aux Congrès des paysans, soldats et ouvriers, où ils ont obtenu un certain succès sur les questions agraires, économiques et religieuses. La propagande de Léon Tolstoï a entraîné la formation de nombreux groupes ; parmi les disciples tolstoïstes les plus importants, on peut citer : V. Tchertkov, I. Tregoubov, N. Birioukov et V. Nikolaef.

La théorie de Tolstoï peut se résumer de la manière suivante : La nature humaine est parfaite ; mais les inventions humaines sont inutiles ou nuisibles. C'est ainsi que l'État, dit organisé, ses pouvoirs de contrainte, ses tribunaux, son armée, ses industries, son luxe, tout ce qu'il est convenu d'appeler civilisation et culture, ont déformé, altéré, dévoyé l'essence divine de l'Humanité et ont fait son malheur. Aussi convient-il de se rapprocher le plus et le plus rapidement possible de l'état de nature ; il ne faut résister aux passions, ni les suivre, ni les encourager. L'Idéal

est la paix et la vérité par l'amour et la perfection morale ; telle est la véritable vocation qui assurera à l'homme son bonheur éternel. Ces principes sont défendus dans le « Iedinenié » (l'Union) de Moscou.

En vertu de ces principes, le devoir d'un vrai chrétien est de ne prendre aucune part aux actes des Gouvernements, de ne pas payer les impôts, de ne demander à l'Etat ni aide ni protection, de se refuser au service militaire et de ne rien faire pour aider les capitalistes. Les devises sont purement négatives : Pas de Gouvernement, qu'il s'agisse de Gouvernement proprement dit ou d'organisation politique contre les Soviets, car ces institutions, basées sur un pouvoir de contrainte, sont inutiles, nuisibles et immorales. Pas de question nationale : tous les hommes sont frères, il n'y a plus de frontières. La terre appartient à tous, elle doit être comme l'air et la lumière, le bien commun de tous ; suivant Henri Djorges, toute terre doit être soumise à une contribution, égale, proportionnellement à sa valeur au profit de ses habitants.

L'ouvrier a droit à la propriété du produit de son travail; l'exploitation des classes ouvrières cessera lorsque les hommes auront bien compris ce précepte divin : « Agis avec les hommes comme tu voudrais qu'il agissent avec toi. »

Tous les impôts sont supprimés, sauf la contribution de la terre, parce qu'ils sont un obstacle pour les travailleurs à la libre disposition de leur travail.

La seule véritable source de la Religion est l'Évangile du Christ; tous les rites et les hiérarchies de l'Église sont des fictions mensongères, qui dénaturent le véritable sens et la portée réelle du dogme évangélique.

Les sciences et les arts ne valent que dans la mesure où ils peuvent contribuer au développement moral de l'Homme.

Il n'est besoin ni d'armée, ni de justice; car le Christ a dit : « Tu ne tueras pas et tu ne répondras pas au mal par le mal »; car il a dit encore : « Ne juge pas et tu ne seras pas jugé. » La guerre est un fléau qu'il faut immédiatement arrêter.

Anarchisme.

Il faut rattacher à ce groupe : les Syndicalistes, l'Union des Propagandistes anarchistes syndicalistes, les Communistes et la Fédération des Travailleurs intellectuels. L'anarchie ne puise sa force en Russie ni dans une organisation systématique quelconque, ni dans la valeur de l'action de ses adhérents; elle est forte et puissante, parce qu'elle répond bien aux aspirations négatives de la mentalité russe, toujours portée par une impulsion sans frein vers les solutions extrêmes.

Le bonheur de l'humanité ne peut résulter que de son complet affranchissement de toute contrainte et de tout préjugé. L'Etat n'est qu'un pouvoir démoralisant, les frontières doivent être abaissées, il faut supprimer toutes les lois, les tribunaux et les prisons, l'armée, les milices, la propriété privée, l'argent, la religion, l'Eglise et le mariage. Sur ces ruines d'un régime de corruption et de pourriture, il faut bâtir une Société nouvelle, faite de fraternité universelle et reposant sur

l'Anarchisme, le Collectivisme, l'Union et le Travail libre avec les devises : « Ni Dieu, ni Maître ! », « Que l'Avenir soit créé. »

Les Fondateurs de l'Anarchisme contemporain sont : P. Kropotkine (devenu patriote après la Révolution), Bakounine (1814-1876), V. Netchaev, auteur du « Catéchisme révolutionnaire, prêchant la science de la Destruction et fondateur en 1875 de la « Société du Jugement Populaire et de la Terreur ». La première organisation de propagande par l'Action a été la « Jamskaia Fédération » ; en 1870, apparut l'Association (Domouschinskié) d'anarchistes à Moscou et dans la Russie du Sud. De 1880 à 1890 l'anarchisme ne fait plus parler de lui en Russie ; en 1903 une autre organisation est fondée : « le Courant pour le pain et la liberté » ; elle donne naissance, en 1905, aux groupes d' « Etendaristes noirs » et d'anarcho-syndicalistes, ainsi qu'à un groupe militant, le « Corbeau Noir ». De 1908 à 1917, nouvelle éclipse de l'anarchisme ; mais, après la Révolution de février 1917, des clubs anarchistes s'organisent dans les

capitales et dans les provinces. Les Fédérations anarchistes communistes s'installent dans les usines de Pétrograd, de Moscou et dans les régiments de Tsarskoié Selo; des membres actifs se font remarquer à Moscou : A. Borovoy, A. Solonovitch, N. Broustein, G. Madimov, N. Solntsev.

La base de l'organisation de ces clubs et fédérations est le libre accord entre l'individu et le groupe et des groupes entre eux. Un comité central, une discipline de parti supprimeraient l'initiative personnelle des anarchistes et diminueraient l'élan révolutionnaire des masses.

Par l'initiative personnelle, l'anarchie entreprend la lutte immédiate contre l'Etat et la bourgeoisie; ses moyens sont le complot, la conspiration, l'agitation et la provocation; en un mot l'action directe : terrorisme, manifestation, grèves générales des ouvriers, paysans et soldats.

Le peuple doit s'emparer de la terre, des forêts, des usines, des propriétés, pour réaliser la révolution sociale générale, par la négation

et la suppression de toute organisation politique et parlementaire.

L'accord libre, le travail collectif, la propriété collective permettront la formation de Communes autonomes; ces Communes pourront se réunir en vue de la satisfaction de besoins communs pour former des Nations, et l'ensemble des Nations librement constituées et sans frontières formera la nouvelle société Humaine suivant l'idéal suprême : Universelle union libre des communes libres, tous les hommes sont frères. La terre n'appartient à personne, elle est à tous et doit être cultivée par les communes libres. Les communes ouvrières, les Unions et les Fédérations d'unions doivent s'emparer des fabriques, des usines, des chemins de fer, pour en assurer la possession et l'exploitation collectives, en vue de l'affranchissement de la classe ouvrière. Il n'y a plus, il ne doit plus y avoir de budget, d'argent, ni d'impôts; les produits du travail doivent s'échanger librement et également entre les Communes et les Fédérations.

La religion est un préjugé nuisible, mortel pour notre libre arbitre ; l'Église, instrument et moyen de servitude morale, doit disparaître.

L'Instruction, la Science et l'Art sont le bien commun des masses travailleuses, ils ne doivent servir qu'à leur bonheur. Abolition du militarisme sous n'importe quelle forme ; lois, tribunaux, prisons disparaissant avec l'État, la propriété, l'argent et les contraintes de toutes sortes, les actes qualifiés crimes disparaissent d'eux-mêmes. Disparaissent également, avec les frontières, les guerres fratricides pour la plus grande gloire des fédérations libres de peuples libres.

Les Anarchistes-syndicalistes soutiennent les Soviets qui peuvent faire de la propagande anarchiste en faveur de la Grande Révolution Sociale. Les anarchistes-communistes, au contraire, combattent aussi bien les soviets que tout autre gouvernement.

Les organes de l'Anarchie ont été très nombreux en Russie ; on peut citer de 1903-1908 : « Pain et Liberté », organe de Kropot-

kine; « Anarchisme » de Bourievstnik; le « Messenger de la Tempête », « l'Etendard Noir », « l'Émeutier », « l'Anarchiste », « le Monde nouveau », « l'Ouvrier libre ».

En 1917 a paru « la Commune », organe des anarchistes fédérés de Péetrograd, la « Voix du travail », organe des anarchistes syndicalistes, la bibliothèque anarchiste, publication des groupes anarchistes fédérés de Moscou. Citons aussi « l'Appel », organe bi-mensuel de Moscou.

La Terreur.

J'ai résumé ainsi les principes généraux l'historique, l'organisation et la composition, les tactiques et les attitudes des quatre grandes catégories de partis politiques qui ont manifesté leur activité pendant la Révolution Russe : les partis étatistes capitalistes monarchistes, les partis étatistes capitalistes républicains, les partis socialistes et les partis anarchistes. J'ai voulu faire ressortir les principaux articles de leurs programmes, aux points de vue de la guerre, de la question des natio-

nalités et de l'armée ; j'ai donné leurs opinions sur les questions agraire et ouvrière, sur les questions économiques et financières, sur l'Instruction Publique et les questions religieuses et sur le rôle des Soviets à côté des Gouvernements révolutionnaires.

Dix mois de bolchevisme ont étouffé l'activité de ces partis, sauf au profit de l'anarchie ; aux espérances d'une Révolution sociale, a succédé, en Russie, un régime de représailles, de guerre civile. Ces représailles, cette guerre civile sont les manifestations de la dictature du Prolétariat. La Guerre avec la Contre-Révolution n'est en réalité qu'une lutte acharnée contre les régions qui refusent de se soumettre au bolchevisme.

L'adresse socialiste russe d'octobre 1918.

En octobre 1918, les socialistes russes ont adressé aux socialistes français un manifeste signé par des représentants du Comité exécutif du Conseil des Délégués paysans ; — d'un groupe de socialistes de la Ligue Républicaine russe ; — du groupe de Paris des

Membres du parti socialiste révolutionnaire ; — du groupe social-démocrate russe. — Ce manifeste contient une violente critique de l'œuvre et de la terreur bolchevistes :

Le Gouvernement bolchevik avait promis la liberté au peuple, mais il n'a fait que remplacer par la baïonnette et la balle de la Commissairocratie, le Knout et la Nagaïka de l'autocratie.

Plus de liberté de *presse*, journaux bourgeois et socialistes sont également condamnés à des amendes, suspendus ou fermés ; les imprimeries sont saisies et les rédactions détruites.

Plus de liberté d'*opinion* ; les congrès et les réunions sont dissous par la Garde rouge ; leurs membres sont arrêtés et fusillés. Ains ont été dissous à Péetrograd le Congrès panrusse des paysans, réunis pour la défense de l'Assemblée Constituante, le Congrès des Comités agraires, le 8^e Congrès du parti socialiste-révolutionnaire à Moscou, les réunions des Zemstvos en province, les Conférences des ouvriers et les Assemblées des

délégués des usines à Pétrograd, Moscou, Saratov, Briansk, Nijni-Novgorod, Toula, etc.

Ainsi encore ont été dispersés les soviets de Jaroslav, Tambov, Tachkent, Zlalooust, Rostov, Roslavl. Une paisible manifestation d'ouvriers, de paysans et du prolétariat intellectuel, organisée le 5 janvier à Pétrograd en faveur de l'Assemblée Constituante, a été reçue à coups de feu.

Plus de liberté de grève; aucune grève de protestation contre le régime actuel n'est tolérée; les bolcheviks y répondent par des représailles, des persécutions, et des arrestations. A Sormovo, on a retiré aux grévistes leur carte d'alimentation.

Les bolcheviks organisent et approuvent ouvertement la terreur : « Nous sommes, dit « Dzerjinsky, les représentants de la terreur « organisée, il faut le dire ouvertement... « Notre tâche est de lutter contre les ennemis « du pouvoir des Soviets. Nous terrorisons « pour écraser les délits dans leur germe. »

Le Gouvernement bolchevik avait promis le *socialisme*, il n'a réussi qu'à détruire par ses

expériences folles toute l'économie publique de la Russie. Au lieu de socialisme, ce sont des fabriques désertées, des foyers éteints, des milliers d'ouvriers sans travail et dans la misère. Sans associations, sans droit de grève, sans liberté de presse, le Prolétariat est plus faible et plus désarmé qu'au temps du Tsarisme. Ainsi se plaignent les masses ouvrières, et les 28, 29 et 30 mai dernier, une Séance de l'Assemblée Générale extraordinaire des ouvriers des grandes usines Oboukhov, Somianikov, Nevsky, Poutilov, de l'Arsenal, des usines Maxwell, des ateliers des Chemins de fer a voté l'ordre du jour suivant :

« L'Assemblée constate la séparation toujours
« croissante entre les masses ouvrières et le
« pouvoir qui s'intitule faussement « Gouver-
« nement ouvrier ». L'Assemblée engage les
« ouvriers à préparer activement une grève
« politique générale contre le régime actuel
« qui, au nom de la classe ouvrière, fusille
« les ouvriers, les jette en prison, étouffe la
« liberté de la parole, de la presse, des grèves ;
« qui a supprimé la représentation populaire.

« Cette grève devra soutenir les revendica-
« tions suivantes : remise du pouvoir à la
« Constituante, rétablissement des adminis-
« trations communales, lutte pour l'unité et
« l'Indépendance de la République russe. »

Les bolcheviks n'ont été ni plus tendres, ni plus heureux avec les paysans. Avant leur coup d'Etat, ils s'intéressaient peu aux paysans ; ils se moquaient de la *socialisation de la terre*, ce point essentiel du programme du parti socialiste révolutionnaire, et l'appelaient une utopie. Depuis leur coup d'Etat d'octobre 1917, ils ont voulu, coûte que coûte, gagner à leur cause la masse paysanne, afin d'y trouver un appui. C'est alors que Lénine, aussitôt parvenu au pouvoir, lança son décret sur la Nationalisation des terres ; ce décret est emprunté tout entier au projet du parti socialiste révolutionnaire, qui avait essayé de le préparer par un travail fait sur place avec l'aide du Gouvernement Provisoire et des Comités agraires. Les bolcheviks n'ont pas tardé à

licencier et à disperser ces Comités agraires et à se priver par conséquent de toutes les institutions capables de réaliser le programme des réformes paysannes.

Au lieu de la Socialisation des terres, on a pu assister alors à une saisie désordonnée de celles-ci par des villages entiers, par des individus isolés, saisie qui, comme toujours, a profité au plus fort et qui a préparé un vaste foyer de disputes et de querelles mortelles; saisie qui n'a été qu'un épouvantable agiotage, une spéculation honteuse sur la terre, la plupart du temps au profit d'acheteurs allemands (Voronège, Saratov, Tambov, Koursk, Smolensk, Oriol, Kalouga).

Je ne m'étendrai pas ici sur l'attitude des bolcheviks dans la question de la guerre. Tout le monde sait comment fut signée la paix russo-allemande : Le changement de Gouvernement, opéré sous l'influence de la défaite par une poignée d'agitateurs a entraîné l'anarchie, la désorganisation et la dissolution des forces de résistance; d'où capi-

tulation devant l'ennemi et démembrement de l'Etat.

Déjà par une déclaration solennelle et collective du 18 mars 1918, les Puissances de l'Entente ont protesté contre cette paix de mensonge, qui, dans des cadres de verbalisme pacifique, avait installé les réalités de la guerre sous la loi suprême d'une force brutale sans frein. — Nous n'avons pas reconnu la subjugation de la Slavie en paralysie générale, par les forces du germanisme un moment triomphant.

Mais l'avenir de la Russie demeure mystérieux; les Germains l'occupent encore, ils y sont autorisés par les dispositions mêmes du traité d'armistice par les Puissances de l'Entente qui avaient ainsi voulu mettre un frein à l'extension du bolchevisme. C'est une arme à deux tranchants, car les Allemands, dans leurs protestations contre l'armistice, ne cessent de brandir contre nous précisément le spectre bolchevique. — En réalité et à l'heure où j'écris ces lignes, bien des éléments, même non bolchevistes, parmi les socialistes révo-

lutionnaires de gauche sont demeurés profondément germanophiles et ne croient pas encore à la défaite allemande. Comment y croiraient-ils, même en présence des situations de fait créées par une occupation passagère des rives du Rhin par les Alliés, quand ils voient la République allemande dégagée de tout « idéal mondial pour l'éternité », à la veille de s'annexer 12 millions d'Allemands d'Autriche, s'annoncer plus forte et plus grande que l'Empire des Hohenzollern. Ces admirateurs de l'Allemagne travaillent encore avec elle, contre nous et promettent de ramener la guerre sur le Rhin.

L'intervention des Alliés en Russie.

La note de M. Pichon. — Dans la seconde quinzaine de décembre 1918, le gouvernement anglais de M. Lloyd George a proposé d'admettre les bolchevistes russes à la Conférence de la Paix. Le 5 janvier 1919, M. Pichon, ministre des Affaires Etrangères de la République Française, a répondu au Cabinet anglais par la note suivante :

« L'ambassade d'Angleterre m'a remis une proposition anglaise (qui a été également adressée à Rome, à Washington, à Tokio), tendant à envoyer un message au gouvernement des Soviets à Moscou ; à celui du général Koltchak, à Omsk ; du général Denikine, à Ekaterinodar ; de M. Tchaïkovski, à Arkhangel, ainsi qu'à tous les autres gouvernements constitués par les différentes nationalités russes.

Ce message invite tous ces gouvernements et tous les partis russes à arrêter complètement les hostilités, violences et représailles, et à établir la paix à la fois entre eux et avec les Etats voisins. Cette trêve est demandée pendant la durée des conférences de la paix, dont l'un des buts est justement de rétablir la paix en Russie et dans les pays voisins, et d'apporter les secours voulus aux souffrances des populations. Dans le cas où les différents gouvernements russes, y compris celui des Soviets, déféreraient à cette invitation, ils pourraient envoyer des délégués aux conférences de la paix.

Tout en rendant hommage à l'esprit généreux de réconciliation universelle, dont s'inspire la proposition du gouvernement britannique, le gouvernement français ne peut donner son approbation à une pareille suggestion, qui ne tient aucun compte des principes qui n'ont pas cessé de dominer sa politique et celle des puissances en Russie.

Le régime criminel des bolchevistes, qui ne représente à aucun degré un gouvernement démocratique ou même une possibilité quelconque de gouvernement, puisqu'il s'appuie uniquement sur les plus basses passions, sur l'oppression anarchique, sur la négation de tous les principes de droit public et privé, ne peut prétendre à être reconnu comme un gouvernement régulier.

Si les alliés avaient la faiblesse ou l'imprudence d'agir ainsi, ils démentiraient en premier lieu les principes de justice et de droit qui font leur force et leur honneur, et donneraient à la propagande bolcheviste dans le monde une puissance et une extension dont ils risqueraient d'être les premières victimes ;

le gouvernement français, quant à lui, ne pacifiera pas avec le crime.

En acceptant de reconnaître le gouvernement bolcheviste, nous donnerions un démenti à la politique que les alliés n'ont pas cessé de soutenir d'accord, en fournissant, sur tous les points abordables de la Russie, toute l'aide et le secours possibles aux éléments sains, honnêtes et fidèles de la Russie, pour les aider à échapper à la tyrannie sanglante et désordonnée des bolchevistes, et à reconstituer par eux-mêmes un gouvernement régulier.

Il y a lieu d'ajouter que, en dehors des bolchevistes, les alliés peuvent parfaitement admettre les différentes nationalités russes à représenter leurs revendications.

Quant aux dangers que leur fait courir la menace des armées rouges, nous ne devons pas cesser de fournir les armes, l'argent et même l'appui militaire compatible avec nos moyens. La méthode et la patience, combinées avec l'impossibilité de durée d'un régime sans organisme régulier de ravitaillement, de

transports, d'ordre, de crédit, etc., finiront par venir à bout de l'anarchie intérieure russe, qui peut se prolonger un certain temps, mais n'est en aucun cas susceptible de triompher définitivement, et nous continuons à lui refuser résolument toute reconnaissance et à la traiter en ennemie. »

De son côté, M. Noulens, ambassadeur de France en Russie, complétant, devant les représentants de la presse, les déclarations qu'il avait faites en arrivant à Paris, a insisté de nouveau, avec la plus grande netteté, sur la nécessité d'une action commune des alliés en Russie. Cette action doit avoir un caractère spécial: rétablir l'ordre, ou plutôt permettre aux Russes eux-mêmes de rétablir l'ordre, tel est le but que l'on doit poursuivre. Il s'ensuit que les alliés ne chercheront point à s'immiscer dans les affaires intérieures de la Russie, ni à lui imposer une forme de gouvernement. M. Noulens a développé particulièrement ce point, selon lui, essentiel.

Les alliés peuvent s'appuyer sur de solides

éléments d'ordre. La Russie n'est point bolcheviste. Elle offre le spectacle lamentable d'une immense nation menée par une poignée d'agitateurs, qui, pour la plupart, sont de simples malfaiteurs de droit commun et ne peuvent prétendre jouer les « rôles politiques ». Leur succès apparent est dû à la profonde ignorance des masses, qui dépasse tout ce qu'on peut imaginer chez nous.

En face des bolchevistes, qui comptent sur l'Allemagne, comme l'Allemagne compte sur eux, il y a en Russie, les groupes de l'Union nationale, que l'aide des alliés rendra puissants. Il ne s'agit donc pas, à proprement parler, d'une intervention armée, mais d'une sorte d'effort de propagande, suivi d'un travail pacifique de réorganisation et d'assistance.

Mais, M. Noulens ajoute qu'à l'égard des bolchevistes, nous devons nous considérer comme en état de guerre. Nous ne devons nous faire aucune illusion sur eux. N'oublions pas non plus que les Allemands guettent la Russie comme une proie. Si le désordre russe

survit à la conclusion de la paix, l'Allemagne essaiera de « coloniser la Russie » où elle trouverait de quoi réaliser une nouvelle guerre. Nous devons d'autant plus empêcher cela, qu'en réalité, notre prestige est tel, maintenant, qu'il nous suffirait de « vouloir » pour imposer notre influence dans toute l'étendue de la vaste Russie. Quelques-uns de nos alliés nous montrent la route. Le devoir et l'intérêt de la France commandent de les suivre.

LE PROJET DE CONFÉRENCE A L'ILE DES PRINCES

Il semblait que la réponse du cabinet français au cabinet anglais, comme les déclarations de l'ambassadeur de France en Russie, avaient définitivement écarté les délégués bolchevistes des Conférences de la Paix. Mais le 73 jour de l'armistice, le 23 janvier 1919, à la Conférence de Paris, le Président des États-Unis, les premiers ministres et ministres des Affaires Étrangères des Grandes Puissances alliées et associées, ainsi que MM. Makino et Matsui, délégués du gouvernement japonais,

se sont réunis et ont approuvé une nouvelle proposition du Président Wilson, conçue dans les termes suivants :

« Le seul objet que les représentants des puissances associées ont eu présent à l'esprit, dans la discussion de l'action qu'elles pourraient poursuivre relativement à la Russie, a été d'aider le peuple russe, non de lui susciter des obstacles, ou de s'immiscer aucunement dans son droit de régler ses propres affaires à sa manière. Ces représentants considèrent le peuple russe comme leur ami et non comme leur ennemi et ils sont désireux de l'aider de toute manière, selon laquelle ce peuple désirerait être aidé. Il est clair pour eux que les malheurs et la détresse du peuple russe augmenteront régulièrement, que la faim et les privations de toutes natures deviendront de plus en plus aiguës, de plus en plus étendues et de plus en plus impossibles à apaiser, si l'ordre n'est pas restauré, si les conditions normales du travail, du commerce et du transport ne sont pas instituées à nou-

veau; ils cherchent donc le mode selon lequel le peuple russe pourrait être secouru en vue de l'établissement de l'ordre.

« Ils reconnaissent le droit absolu du peuple russe de diriger ses propres affaires, sans injonction ou direction d'aucune sorte venant du dehors; ils ne veulent pas exploiter la Russie ou se servir d'elle en aucune manière; ils reconnaissent la révolution sans réserve et, en aucune façon et en aucune circonstance, ils n'aideront ou ne donneront leur appui à aucune tentative de contre-révolution; il n'est ni dans leur désir, ni dans leur intention, de favoriser ou d'assister, les uns contre les autres, aucun des groupes organisés qui se disputent présentement la direction et la conduite de la Russie. Leur seul et sincère but est de faire ce qu'ils peuvent pour apporter à la Russie la paix et la possibilité de se libérer de ses présentes difficultés.

« Les puissances associées sont actuellement engagées dans une œuvre solennelle, et sous leur responsabilité, visant à l'établissement de la paix en Europe et dans le monde,

et c'est avec l'attention la plus vive qu'elles s'attachent au fait que l'Europe et le monde ne peuvent être en paix si la Russie ne l'est pas ; en conséquence, elles reconnaissent et acceptent comme un de leurs devoirs de servir la Russie dans cette affaire de grande importance, avec autant de générosité, d'abnégation, de sollicitude et de large bonne volonté qu'elles serviraient tout autre ami et allié, et elles sont prêtes à rendre ce service au peuple russe de la manière qui sera pour lui la plus acceptable.

« Dans cet esprit et avec ce dessein, elles ont pris la résolution suivante :

« Elles invitent tout groupe organisé qui exerce actuellement, ou qui tente d'exercer, une autorité politique ou un contrôle militaire où que ce soit, en Sibérie ou dans l'intérieur des frontières de la Russie d'Europe, telles qu'elles étaient avant la guerre qui vient de s'achever (excepté en Finlande et en Pologne), à envoyer des représentants dont le nombre ne dépasse pas trois pour chaque groupe à l'île des Princes (mer de Marmara).

Là, ceux-ci seront reçus par des représentants des Puissances associées, pourvu que dans l'intervalle il s'établisse une trêve entre les partis invités et que toutes les forces armées envoyées ou dirigées contre des peuples ou territoires en dehors des frontières de la Russie d'Europe, telles qu'elles étaient avant la guerre, ou contre la Finlande, ou contre des peuples ou des territoires, dont l'autonomie est envisagée dans les 14 articles sur lesquels sont basées les présentes négociations de paix, soient entre temps retirées et que toute action offensive militaire cesse. Ces représentants sont invités à conférer avec les représentants des Puissances associées, de la manière la plus libre et la plus franche, en vue de fixer les désirs de toutes les parties du peuple russe et de parvenir si possible à quelque entente ou à quelque arrangement au moyen desquels la Russie puisse arriver à travailler à ses propres desseins, en même temps que des relations d'heureuse coopération seront instituées entre son peuple et les autres peuples du monde.

« On demande une prompt réponse à la présente invitation. Toutes facilités pour le voyage des représentants, y compris le transport à travers la mer Noire, seront données par les alliés et l'on compte que les mêmes facilités seront données par tous les partis intéressés. Les représentants seront attendus au lieu fixé pour la rencontre le 15 février 1919. »

La proposition sera transmise dès ce soir, par radiotélégramme, aux intéressés.

Protestation des Partis politiques à l'Étranger.

La proposition du Président Wilson fut aussitôt suivie de la protestation du « Conseil du bloc national et démocratique des organisations politiques russes à l'Étranger. Ce Conseil est composé des associations suivantes : Ligue des Russes fidèles à la patrie et aux alliances ; Ligue pour la régénération de la Russie en union avec les alliés à Paris ; Ligue de la régénération de la Russie en Suisse ; Ligue de la régénération de la Russie en union avec les alliés à Rome ; Conseil pour

la reconstitution nationale de la Russie (fondé en Russie); Union pour la régénération de la Russie (fondée à Moscou); Centre national russe (fondé à Moscou).

Et voici le texte de la protestation du Conseil du bloc national et démocratique, adressée à M. Clemenceau, Président de la Conférence de Paris.

« C'est avec douleur et consternation que les Russes patriotes et démocrates ont pris connaissance de la décision adoptée par la Conférence. Cette décision pose devant eux un dilemme angoissant, les mettant dans l'obligation, ou bien de renoncer à leur idéal national, à leur honneur, à cette œuvre de régénération et de justice qu'ils ont entreprise dans leur lutte contre les bolchevistes, ou bien de ne donner aucune suite à la proposition de la Conférence, qui émane pourtant de sentiments généreux et amicaux et qui reconnaît en toute équité au peuple russe sa qualité d'allié, méritée par ses lourds sacrifices, ainsi que son droit absolu de diriger ses propres

affaires, droit cyniquement violé par le régime bolcheviste.

En effet, la Conférence paraît envisager tous les Russes et tous les groupements en présence sur le même plan, celui d'une lutte intérieure de différents partis également respectables, celui, en somme, d'une lutte d'idées et de doctrines. Elle paraît ainsi oublier les origines du bolchevisme, l'or allemand répandu à profusion, Lénine arrivant à Pétrograd en traversant l'Allemagne avec l'aide directe du gouvernement de Guillaume, la propagande démoralisante et antialliée déchaînée dans l'armée, l'usurpation du pouvoir de connivence avec l'ennemi, l'abandon des alliés en pleine guerre, le concours prêté à l'ennemi et le traité honteux de Brest-Litovsk. Et les auteurs de cette trahison sont aujourd'hui traités par la Conférence sur le même pied que tous ceux qui ont vaillamment combattu aux côtés des alliés.

Si aujourd'hui les alliés considèrent comme possible de pactiser avec ceux qui les ont trahis, avec leurs pires ennemis, qui emploient

toutes leurs forces à exercer dans le monde entier une propagande néfaste, hostile à la civilisation et en contradiction directe avec les principes essentiels de toute démocratie, il n'est pas possible, pour le peuple russe, de laisser identifier son pays, ou même une partie importante de son pays, avec une bande de criminels.

Mais plus encore, nous cherchons en vain, dans le message par lequel la Conférence veut imposer aux Russes la cessation des hostilités, la moindre allusion à la terreur qui règne partout où s'est implanté le bolchevisme, terreur qui ne cessera certainement pas pendant cette trêve. Nous serions des hommes sans courage et sans honneur si nous acceptions pour un seul moment une trêve comme celle qu'on nous propose, lorsque tout ce qui nous est cher et tout ce qui nous est proche est en danger de mort, mort violente par les exécutions et les assassinats, mort lente par la famine de la population, divisée en groupes qu'on alimente ou qu'on affame selon leur attitude envers le bolchevisme.

Non seulement la trêve proposée n'arrêtera pas l'œuvre sanglante des bolchevistes en Russie, mais leur travail de décomposition et leur propagande néfaste dans tous les pays prendront encore des proportions plus menaçantes.

Il faut que les alliés comprennent les motifs d'impossibilité pour les Russes de se rendre dans cette île de la mer de Marmara, qui, aux yeux de la Conférence, devrait servir à concilier ce qui est inconciliable, l'honneur et le déshonneur; la justice et l'arbitraire criminel; la fidélité aux alliances et la trahison la plus éhontée; la civilisation et un régime qui a arrêté toute la vie; la démocratie et une tyrannie exercée par une infime minorité; les bourreaux et leurs victimes.

L'intérêt primordial de l'humanité en général et des démocraties en particulier exige l'instauration en Russie d'un régime basé sur la souveraineté du peuple et sur la libre expression de sa volonté. Ce n'est pas la réunion improvisée de Prinkipo qui pourrait en être l'expression. Depuis longtemps, la

Russie réclame la libre élection d'une Constituante. La première tentative a été étouffée par les bolchevistes à main armée. Et c'est à eux que l'on s'adresse aujourd'hui pour entendre la voix de la Russie! Ce n'est pas en traitant le bolchevisme de cette façon que les alliés assureront à la Russie les droits acquis pendant la révolution de mars 1917, droits actuellement bafoués et piétinés et rendus non existants par les bolchevistes, et pour lesquels lutte en ce moment la Russie patriote et démocratique.

Nous avons cru nécessaire, Monsieur le Président, de soumettre ce qui précède à votre attention, ainsi qu'à celle des autres gouvernements alliés. Nous espérons fermement que la Conférence entendra cette protestation unanime des Russes conscients du danger que l'on fait courir à leur patrie opprimée et à leur cause qui est celle de la démocratie et de l'humanité. »

L'OPINION ALLEMANDE

La décision du Congrès de la paix d'inviter

tous les partis politiques russes, actuellement au pouvoir, à réunir la Conférence à l'île des Princes, a soulevé dans toute l'Allemagne, au lendemain des troubles bolchevistes de Berlin et de la province, une vive émotion qui confine, parfois, à la consternation. Les journaux nationalistes, comme la *Muenchner Augsburgerzeitung*, déclarent ne pas comprendre l'attitude de l'Angleterre, « qui, à cause de sa situation insulaire, se croit peut-être à l'abri du bolchevisme ; mais, si nous voulons être vraiment sincères, nous ne pouvons pas affecter une grande tristesse, lorsque l'Angleterre impose son point de vue pour que les germes de l'épidémie asiatique pénètrent dans le sang de la France ».

Tous les journaux nationalistes allemands tiennent un langage analogue et célèbrent la décision du Congrès de Paris comme une véritable victoire. Les organes modérés parlent de la capitulation de l'Entente devant Lénine et semblent redouter de voir le bolchevisme reprendre de nouveau en Allemagne. Ce qu'il convient de relever tout particulièrement,

c'est la joie exubérante des pangermanistes et du parti militaire.

LA RÉPONSE DES BOLCHEVIKS

Les bolcheviki paraissent, ou, du moins, affectent de paraître surpris par la proposition des Puissances de venir conférer avec les représentants de tous les partis russes à l'île des Princes. Leur Commissaire aux affaires étrangères, Tchitcherine, ne répond pas directement. Il demande des explications à M. Longuet : « Espérant que vous trouverez moyen de nous faire parvenir les renseignements désirés par nous, concernant les questions traitées ci-dessous, nous vous envoyons la copie du radiotélégramme adressé par nous à notre représentant en Suède. »

Ce télégramme fait allusion à un radio officiel, adressé au délégué maximaliste à Stockholm, Vorovsky. C'est dans ce document, très développé, qu'il faut chercher la pensée première des bolcheviki de Moscou.

« *Vorovski, représentant diplomatique
russe, Stockholm.*

Un radiotélégramme de Paris, contenant un aperçu de la presse, communique une nouvelle si invraisemblable que nous vous prions spécialement de nous fournir des renseignements exacts à ce sujet, notamment la nouvelle comme quoi les grandes puissances auraient l'intention d'inviter tous les gouvernements exerçant un pouvoir de fait en Russie à une conférence dans l'île des Princes, dans la mer de Marmara, sous certaines conditions d'ordre militaire. Nous n'avons point reçu de document officiel à ce sujet, et ce n'est que le service de la presse, qui communique cette information, que nous devons considérer actuellement comme un bruit peut-être sans fondement. Si, chose invraisemblable, cette nouvelle se confirmait, nous la considérerions attentivement et nous verrions quelle attitude il faudrait adopter. Mais, actuellement, nous vous demandons de nous envoyer toute l'information en votre possession à ce sujet. »

Tchitcherine proteste d'ailleurs énergiquement contre la relégation de la conférence dans une île éloignée. Les bolcheviki veulent causer au grand jour. D'autre part, l'objet de l'invitation leur paraît obscur. On parle d'arrangements entre les différents gouvernements russes, mais le pouvoir des bolcheviki est en train de s'imposer partout.

« Là où le pouvoir des Soviets est établi, la tranquillité est complète et la guerre civile inexistante. Là, au contraire, où les baïonnettes étrangères soutiennent la domination de groupements réactionnaires, la guerre civile est inévitable. Si les puissances de l'Entente désirent l'apaisement, le seul moyen d'y aboutir serait la non-intervention dans la lutte intérieure, ce qui est la seule chose désirée par nous. Mais, cesser la lutte est impossible quand cette lutte est menée contre l'extrême réaction et contre les monarchistes. La proposition de bons offices dans le but de procéder à un arbitrage est assez étrange de la part de gouvernements prenant part à la lutte contre nous et occupant par leurs

armées certaines parties de notre territoire.

« On propose de cesser les hostilités au moment où la réaction fléchit partout. La retraite des troupes des Soviets dans les limites du territoire russe proprement dit est très difficile, car elle pourrait trahir les tendances fraternelles des maximalistes des pays voisins, notamment de l'Ukraine.

« Toutes les mesures indiquées dans le radio de Paris sont ainsi en complète contradiction avec les buts que ce même radio assigne à leurs auteurs. Nous vous prions donc de nous faire savoir ce qu'il en est de cette prétendue décision des puissances, dont l'exposé contenu dans le radio de Paris nous semble si étrange.

« Si vous avez la possibilité d'étudier en détail les documents qui s'y rapportent, faites-nous savoir si l'impression ne s'en dégage pas pour vous que les puissances de l'Entente ont réellement des buts annexionnistes par rapport à Arkhangel, à la Sibérie, à Bakou, à Askhabad, à Rostof-sur-le-Don, à toutes ces régions en un mot, où leur appui rend possible

jusqu'à présent la continuation de la domination des groupements réactionnaires au pouvoir, que les propositions contenues dans le radio de Paris auraient pour but de perpétuer. »

TCHITCHERINE.

CONCLUSION

PAR

LUCIEN HUBERT

SÉNATEUR,

SECRÉTAIRE DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

CONCLUSION

Dans la question russe, ce qui importe, ce n'est pas la préface, c'est la conclusion. — Aussi, après avoir lu la consciencieuse et substantielle étude de mon ami G. Demorgny sur la situation politique de la Grande République de Russie, ai-je tenté, au lieu de présenter ce livre, de tirer les conclusions de cet exposé impartial, présenté à l'opinion française.

Mes conclusions sont en faveur d'une intervention économique des alliés en Russie. Ce sont d'ailleurs celles de M. Demorgny : « D'après une enquête dans les milieux bolchevistes, le but moral poursuivi par M. Wilson, dans sa proposition d'une conférence russe dans l'île des Princes, a complètement échappé aux bolcheviks, qui considèrent M. Wilson comme le représentant de grands trusts américains.

Deux courants se sont dessinés dans le gouvernement bolcheviste : les uns désiraient l'aide économique des Alliés, comme autrefois celle des Allemands, à n'importe quel prix. Ils étaient et ils sont encore prêts à accorder de grands avantages, notamment aux Américains.

Litvinoff avait déjà parlé, dans son offre de paix, de concessions minières et les bolcheviks avaient laissé entendre qu'ils donneraient aux futurs concessionnaires le droit d'exterritorialité, pour garantir l'ordre des entreprises. Mais, à côté de ce courant, un autre, plus fort, s'est manifesté. Il est certain, en effet, que, grisés par cette invitation à la Conférence de l'île des Princes, qu'ils ont considérée comme une reconnaissance de leur gouvernement, les Soviets, ont cru pouvoir continuer leur politique de phraséologie révolutionnaire et utiliser les futures séances de la Conférence pour leur propagande universelle.

A coup sûr, ils auraient fait les deux à la fois : des offres d'affaires aux Américains et l'agitation révolutionnaire pour les peuples

occidentaux. Comme leur situation militaire était mauvaise, ils ont été émerveillés du répit nouveau que pouvait leur donner la Conférence. Ils redoutaient seulement le refus des gouvernements antibolchevistes d'aller à la Conférence ou d'accepter l'armistice qui, en effet, risquait de démoraliser les armées sibériennes et esthoniennes. Ils ne croyaient nullement à la possibilité d'une entente entre les différents gouvernements et ne la désiraient pas.

L'essentiel, pour eux, était de montrer au peuple qu'ils étaient traités sur le même pied d'égalité par les Alliés.

Si les Alliés n'avaient pas demandé, outre la suspension des hostilités, la cessation de la guerre civile c'est-à-dire le rétablissement de la liberté de parole, de réunion et de la presse, les bolcheviks auraient utilisé la proposition de la Conférence exclusivement pour consolider leur dictature. »

L'AMOUR-PROPRE NATIONAL DES RUSSES

Quoi qu'il en ait été dans la circonstance de

l'attitude des Soviets Bolchevistes, il faut bien qu'en France on soit pénétré de l'idée essentielle suivante : Même en plein cataclysme, en plein effondrement de la Russie, le dernier des moujicks conserve l'entière conscience de la Grandeur et de la Puissance de son pays ; l'orgueil russe a résisté à toutes les épreuves, même à celles du Bolchevisme.

Cela revient à dire que si nous intervenons pour l'influence politique, il y a toutes sortes d'autres moyens qu'une action militaire. Mais pour cela, il faudrait éviter le retour de certaines fautes regrettables commises par le quai d'Orsay.

D'importantes personnalités politiques sont venues défendre la cause russe à Paris : Kokochev, Milioukov, Kerensky, Denisov et tant d'autres encore. Quelques-unes de ces personnalités pouvaient avoir encouru notre blâme pour des fautes passées ; après ce blâme, on aurait peut-être pu reprendre contact et renouer la conversation. Elles ont dû quitter Paris sans s'expliquer et elles se sont rendues à Londres où le meilleur accueil

leur a été réservé ; on dit même que Denisov, le Directeur de la Banque de Sibérie, a vendu cette banque aux Anglais. Nos Alliés qui poursuivent une politique très positive tout en s'associant, en toute sincérité, aux « idéals mondiaux pour éternité » n'ont pas manqué de se ménager, à la fois, les dirigeants et les intellectuels de la Russie nouvelle.

Par contre, les directeurs de notre diplomatie risquent de brouiller la France avec tous les milieux russes, et de nous aliéner les meilleures volontés.

Il serait temps de songer à mieux faire.

LES BOLCHEVIKS N'ONT PAS SU ORGANISER
LE RÉGIME ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE

Il faut se bien pénétrer d'une autre vérité encore : le gouvernement bolchevique n'exige rien ni du paysan ni de l'ouvrier ; s'il pouvait lui assurer en outre un certain bien-être économique, ce gouvernement serait très fort. Or ce bien-être économique n'est pas impossible à réaliser ; essayons donc de le ramener en Russie à côté du Bolchevisme et contre lui.

LES DEUX ZONES D'INTERVENTION ÉCONOMIQUE

On pourrait commencer par exemple par les régions les plus accessibles : les côtes de la mer Noire et les régions limitrophes par la Roumanie, les groupements ethniques du sud, les cosaques d'Ekaterinodar, etc. Dans le choix des groupements russes à soutenir économiquement et politiquement contre le Bolchevisme, il faut en effet considérer la situation géographique. Les difficultés seraient insurmontables s'il s'agissait de soutenir des éléments qui luttent à 5 ou 6.000 verstes des côtes et du gouvernement bolchevique; les dépenses seraient fantastiques et sans aucun résultat.

L'aide à donner aux groupements géographiquement bien choisis doit consister en matériel, munitions, cadres d'état-major et cadres de troupes. Notre assistance doit être consentie à la condition que les hommes de l'ancien groupement Kornilov, par exemple, je cite ce groupement parmi les éléments ententophiles, se mettront en mesure de fournir dans les régions qu'ils occupent, aux

populations locales, tout le matériel économique et tout le ravitaillement général nécessaires. Ainsi ces populations ravitaillées et soignées seront tout naturellement amenées à se tourner contre le Bolchevisme qui les a affamées.

Dans ces conditions, on peut concevoir deux zones d'intervention économique : une zone côtière, avec des points d'appui sur mer, où, peu à peu, l'ordre, la vie normale et le travail pourront reprendre. Cette zone, s'étendant peu à peu, arrive à créer des courants de pénétration vers l'intérieur et vers les groupements ententophiles de la deuxième zone, qui peuvent recevoir ainsi notre matériel de ravitaillement et de munitions. En sens contraire, ces groupements, soutenus, organisent la reprise de la vie économique de l'intérieur vers la zone côtière. Il se produit un double courant économique contre les procédés de famine et de dévastation bolcheviques. Dans la zone côtière les alliés mettront en œuvre et apporteront les produits de première nécessité ; ils les mettront à la disposition des occupants par

l'intermédiaire des commerçants, qu'il faut réglementer mais non indisposer, et d'organisations coopératives et syndicales, zemstvos et autres. Dans cette zone de 60 à 100 kilomètres pour commencer, viendront les bons éléments des zones voisines, attirés par l'ordre et le confort.

LES FORCES DE POLICE NÉCESSAIRES A LA GARDE DES DÉPÔTS

Pour protéger nos marchandises, on organisera une force de police uniquement destinée à assurer la conservation des denrées apportées dans le pays. Par exemple ces forces de police seront préposées à la garde de dépôts à Taganrog, à Novorossik, à Batoum, à Odessa ainsi qu'à Sébastopol, lorsque les positions y seront reprises. — L'opinion en Russie acceptera parfaitement cette organisation d'utilité publique et générale. Les dépôts et magasins généraux dont je viens de parler seront mis en relations avec des dépôts secondaires de la première zone, suivant des directions qui seront des chemins de ravitaillement

pour les groupements russes soutenus par les alliés ; le long des lignes de chemins de fer par exemple. Les forces de police pourront s'échelonner le long de ces voies de communication et de ravitaillement.

QUE FAUT-IL ENVOYER EN RUSSIE

— Que faut-il envoyer en Russie ?

Actuellement et sauf dans les grandes villes, où les Bolcheviks refusent à manger à leurs ennemis, ce ne sont pas les denrées alimentaires qui sont nécessaires. Il y a de quoi s'alimenter en Russie.

Moscou contient des approvisionnements formidables ; on n'y meurt de faim que par raison d'État. Quant aux campagnes, si l'on admet que les dernières récoltes ont été mauvaises faute d'ensemencement, il ne faut pas oublier, qu'en temps normal, la Russie exporte les trois quarts de sa production ; donc les campagnes ont encore de quoi vivre ; elles pourraient même nous aider dans une certaine mesure à ravitailler nos centres et voies d'intervention économique.

Les articles de première nécessité sont, à l'heure actuelle : les clous, le fil de fer, les outils agricoles, les vêtements, les chaussures, les machines et les ustensiles de ménage. En d'autres termes, il faut apporter en Russie tout ce qui lui venait d'Allemagne.

LA FRANCE DOIT OCCUPER UN DES PREMIERS RANGS DANS L'INTERVENTION ÉCONOMIQUE

Si l'on admet le principe que tout ce qui sera fait en Russie sera fait au nom des Puissances alliées et associées, il ne faut pas oublier non plus que la France est l'alliée de la Russie depuis plus de vingt années et que toute question d'intérêts mise à part, cette vieille alliance lui donne droit à une situation privilégiée. D'ailleurs, l'Amérique est moins intéressée que la France en Russie puisqu'elle approvisionne déjà tous ses alliés de ses produits alimentaires, tandis que la France a besoin des produits alimentaires russes. On parle de lui rendre la liberté de son commerce, déjà des commerçants et des industriels, soutenus par des groupes financiers, sont prêts à

concentrer du matériel pour l'envoyer en Russie. Le moment est favorable pour faire concurrence à l'Allemagne qui ne fournit presque rien à ce pays, depuis quatre années. D'autre part, les Russes n'ont organisé aucune industrie; l'imprévoyance des gouvernements russes a laissé s'épuiser les stocks allemands; le pays s'est à peu près vidé. Aussi la question des prix n'est même plus à envisager à l'heure actuelle et ces prix ont tellement monté que, même en faisant une excellente affaire, on n'a plus à redouter la concurrence allemande.

Qu'on laisse au commerce français toute sa liberté d'action, qu'on lui permette d'utiliser le tonnage disponible; que la France se montre bonne commerçante, il y a de tout chez elle et, ce qu'elle n'a pas, qu'elle laisse ses commerçants l'acheter à l'étranger; c'est une question d'arrangement financier à prévoir et à établir avec les organisations bancaires françaises, américaines et anglaises.

J'ai dit que la France a besoin des produits russes et qu'elle doit en même temps satisfaire, suivant ses immenses ressources,

aux besoins de la Russie : là, se présente la question du change entre le franc et le rouble.

Elle se résoudra par une formule d'échange de produits, sans que le franc et le rouble aient à jouer ensemble. Les produits introduits en Russie seront vendus en roubles et pourront être livrés directement en échange d'autres produits alimentaires.

MÉTALLURGIE — CHARBON — PÉTROLE

Une considération fort importante s'impose ici : la situation métallurgique de la France va devenir formidable en raison de la récupération des mines de la Lorraine et du bassin de la Sarre. Le métal va être livré au marché français à des prix extraordinaires de bon marché. Avant la guerre, les mines de l'Est donnaient bon an, mal an, 300.000 tonnes ; une seule des mines récupérées est à même de fournir annuellement plus de 2 millions de tonnes. Il est évident que nos moyens d'exportation en Russie vont nous permettre d'écarter complètement la concurrence allemande.

Par contre notre situation en ce qui concerne la question du charbon est défavorable et le sera davantage ; c'est alors que nous pourrons rétablir un certain équilibre avec les succédanés du pétrole russe. Ce pétrole nous permettra de conserver notre charbon pour les besoins de notre nouvelle métallurgie.

Telles sont les conclusions que la lecture du livre de mon ami Demorgny m'ont suggérées quant à l'intervention économique des Alliés en Russie. Je les résume : nous devons organiser contre le bolchevisme le régime économique du pays : Cette organisation apparaît assez simple avec la création des zones et des voies d'intervention, l'organisation de la garde des dépôts de ravitaillement. Notre pays doit jouer un rôle prépondérant dans cette intervention économique, parce que la France est une vieille alliée de la Russie, parce qu'elle a besoin des produits russes ; le système d'échange des produits la garantira désormais contre tout nouveau découvert financier. Enfin le marché

russe sera le placement tout indiqué de notre surproduction métallurgique ; tandis que les pétroles de Russie pourront compenser l'insuffisance de nos stocks de charbon.

*
* *

Ainsi comprise et organisée, une intervention économique prompte et large ne pourrait donner que d'excellents résultats. Elle serait extrêmement utile à la France, dont elle relèverait le prestige en Russie et en Orient, en même temps qu'elle favoriserait le développement de son commerce et de son industrie.

Elle serait salutaire à la Russie, qui, malgré les déceptions amères qu'elle a pu nous causer, doit nous rester toujours chère, d'abord pour nous avoir longtemps permis de maintenir l'équilibre européen, et surtout pour avoir largement sacrifié à la cause commune le meilleur de son sang.

Paris, juin 1919.

LUCIEN HUBERT,

*Sénateur, Membre de la Commission
des Affaires extérieures*



TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	7
PREMIÈRE PARTIE : Les partis politiques avant la Révolution.	
LES CLASSES SOCIALES SOUS L'ANCIEN RÉGIME . .	15
La Noblesse (Dvorianstvo). — La Bourgeoisie (Metchanstvo). — Les Paysans (Krés-tianstvo). — Les ouvriers (Rabotchié).	
LES ORGANISATIONS SOCIALES ET LES GROUPEMENTS POLITIQUES	24
Le Congrès monarchique. — Le bloc progres-siste : (<i>Droite indépendante.</i> — <i>Droite nationa-liste.</i> — <i>Centre proprement dit.</i> — <i>Octobristes.</i> — <i>Progressistes.</i> — <i>Constitutionnalistes démocrates</i>). — Gouvernements de gauche et social-démocrates (<i>Les travaillistes.</i> — <i>Les social-démocrates</i>).	
DEUXIÈME PARTIE : L'évolution des partis poli-tiques (de février 1917 à février 1918).	
PRINCIPES GÉNÉRAUX	39
RÉACTIONNAIRES-DÉMAGOGUES	46
Principes. — Composition et organes. — Pro-gramme. — Bolchevistes et réactionnaires démagogues.	
LA CONTRE-RÉVOLUTION	51
Principes. — Programme. — La contre-révo-	

lution et la guerre. — Attitude vis-à-vis des gouvernements provisoires et des soviets.	
LES PARTIS MONARCHISTES-CONSTITUTIONNELS ET PARLEMENTAIRES.	57
Nationalistes et progressistes (<i>Principes et composition. — Programme et organes.</i>) — Union des propriétaires fonciers.	
LES PARTIS RÉPUBLICAINS (ÉTATISTES CAPITALISTES)	63
Centre républicain et union indépendante du salut de la Patrie. — Républicains libéraux (Anciens Octobristes) (<i>Composition. — Principes.</i>) — Républicains démocrates. — Le parti de la liberté du peuple et partis annexes. — Cadets. — (<i>Evolution. — L'organisation du pouvoir. — Le principe des nationalités. — Principes administratifs et militaires — Un peu d'histoire. — Tactique et programme.</i>) —	
Parti travailliste bourgeois.	
LES PARTIS SOCIALISTES	86
Socialistes modérés (<i>Parti radical démocrate. — Union des socialistes évolutionnistes. — Union des paysans de Russie.</i>) — <i>Socialistes populistes (Travailleurs populistes).</i> — <i>Socialistes révolutionnaires. — (Principes généraux du parti).</i> — <i>Union des socialistes révolutionnaires maximalistes.</i> — <i>Socialistes marxistes (Parti social-démocrate ouvrier de Russie. — Le Marxisme en Russie. — Les cinq groupes du parti. — Principes économiques. — Le groupe Iedinstvo. — Mencheviks défensistes. — Mencheviks internationalistes.</i>	

— *Social-démocrates internationalistes fédérés.*
 — *Bolcheviks léninistes communistes.* — *Mencheviks défensistes internationalistes et social-démocrates internationalistes fédérés.* — *Les programmes des cinq groupes).*

TROISIÈME PARTIE : Quelques élections. — Programme — Le séparatisme.

QUELQUES ÉLECTIONS 145

(*Le Conseil des députés ouvriers et soldats de Petrograd. — Le Conseil des députés paysans. — Comités militaires. — Elections municipales générales. — Elections aux Conseils de quartiers (Doumas de rayons) de Petrograd 27-29 mai 1917).*

LES GOUVERNEMENTS PROVISOIRES 150

PROGRAMME DES TROIS PREMIERS GOUVERNEMENTS PROVISOIRES 151

Programme du 27 mars 1917. — Programme du 6 mai. — Programme du 8 juillet. — (*Note du 20 juillet 1917 du gouvernement provisoire aux Puissances alliées).*

LE SÉPARATISME 166

La Finlande. — L'Ukraine. — (*Le projet de constitution finlandaise. — La germanophilie finlandaise).* — (*L'acte des 11-13 juin de la Rada centrale. — L'acte de la Rada et la commission juridique du gouvernement provisoire. Le séparatisme historique. — Le memorandum du 17 octobre 1918).*

QUATRIÈME PARTIE : Anarchie et terreur. — L'intervention des alliés en Russie.

ANARCHIE ET TERREUR	207
Anarchie (L'instinct anarchique russe).—Anar-	
chistes chrétiens (Tolstoïstes). — Anar-	
chisme. — (<i>La Terreur. — L'adresse socia-</i>	
<i>liste russe d'octobre 1918. — L'intervention des</i>	
<i>Alliés en Russie).</i> — Le projet de conférence	
à l'île des Princes. — Protestation des partis	
politiques à l'étranger. — L'opinion alle-	
mande. — La réponse des bolcheviks.	
CONCLUSION, par LUCIEN HUBERT, sénateur ..	255
L'amour-propre national des Russes.	
Bolchevisme et régime économique.	
L'intervention économique des alliés.	
Le rôle de la France.	

